

Nuestra Bandera

REVISTA POLITICA Y TEORICA
DEL PARTIDO COMUNISTA DE ESPAÑA

Edition en langue française

THÈSES DU PARTI COMMUNISTE D'ESPAGNE



No 3

NOVEMBRE 1971

MINISTERIO
DE CULTURA



SOMMAIRE

	Pag.
THESES DU PARTI COMMUNISTE D'ESPAGNE	3
I.— La caractéristique historique du monde contemporain : la transition du capitalisme au socialisme	7
— Révolution scientifique et technique et conséquences sociales	11
— Le capitalisme monopoliste d'Etat constitue un frein pour le progrès social	13
— Perspectives historiques	17
II.— Panorama social et économique de l'Espagne	18
— La réalité économique et ses bénéficiaires	18
— Classes et contradictions de classes	19
— Crise et solution démocratique aux problèmes économiques	20
— Rapport des forces politiques	22
— Eléments pour une stratégie révolutionnaire	23
— Le problème national et la lutte de classes	25
— Notre alternative	30
III.— Le Parti	37
— Voie historique du Parti Communiste d'Espagne	37
— Le PCE, type de parti léniniste	48
— Position du PCE par rapport aux forces sociales espagnoles	54
— La classe ouvrière	54
— Les travailleurs émigrés	59
— La paysannerie	61
— La femme travailleuse	63
— Les couches citadines moyennes	64
— Le mouvement catholique	65
— La jeunesse	66
— Les forces armées	67
IV.— Enoncés au projet de programme	70
— Revendications immédiates	71
— Revendications à long terme	74
— Le PCE et les problèmes internationaux	74

SOMMAIRE

Page	
3	THÈSE DU PARTI COMMUNISTE D'ESPAGNE
7	I — La caractéristique historique du monde contemporain : la transition du capitalisme au socialisme
11	— Révolution scientifique et techniques et conséquences sociales
13	— Le capitalisme monopoliste d'État constitue un frein pour le progrès social
17	— Perspectives historiques
18	II — Panorama social et économique de l'Espagne
18	— La réalité économique et ses bénéficiaires
19	— Classes et contradictions de classes
20	— Crises et solutions démocratiques aux problèmes économiques
22	— Rapport des forces politiques
23	— Éléments pour une stratégie révolutionnaire
25	— Le problème national et la lutte de classes
30	— Notre alternative
37	III — Le Parti
37	— Voie historique du Parti Communiste d'Espagne
48	— Le type de parti révolutionnaire
54	— Position du PCE par rapport aux forces sociales espagnoles
54	— La classe ouvrière
55	— Les travailleurs émigrés
57	— La paysannerie
58	— La femme travailleuse
59	— Les couches citadines moyennes
62	— Le mouvement catholique
66	— La jeunesse
67	— Les forces armées
70	IV — Énoncé au projet de programme
71	— Révindications immédiates
74	— Révindications à long terme
74	— Le PCE et les problèmes internationaux

MINISTERIO DE CULTURA



THÈSES DU PARTI COMMUNISTE D'ESPAGNE

Les Thèses du Parti Communiste d'Espagne constituent l'œuvre collective de milliers de militants. Les uns ont participé directement à leur élaboration, les autres y ont contribué avec leur lutte et leur expérience. Tous les amendements des camarades furent fidèlement recueillis par le VIII^e Congrès et, après une large discussion le II^e Plénum du Comité Central a procédé à la rédaction définitive des Thèses.

L'avant-garde marxiste-léniniste de la classe ouvrière espagnole possède donc un document politique et idéologique clair et précis qui lui servira d'orientation générale pour son activité révolutionnaire.

Les communistes ont participé à l'élaboration des Thèses et se sont efforcés d'assimiler la riche expérience des 50 années de lutte du Parti de type nouveau né sous l'influence de la Grande Révolution Socialiste d'Octobre. Durant ces années, la classe ouvrière et son avant-garde communiste traversèrent les épreuves les plus diverses : durs combats politiques contre la réaction des classes gouvernantes, contre le réformisme social-démocrate et contre l'anarchisme; affrontement avec la monarchie bourbonnaise d'Alphonse XIII et la Dictature du général Primo de Rivera; expérience de la République démocratique-bourgeoise de 1931, avec de brèves périodes d'activité légale et parlementaire; insurrection d'Octobre 1934 et répression sanglante du gouvernement Lerroux-Gil Robles; guerre nationale révolutionnaire du peuple espagnol (1936-1939) et participation du PCE au Gouvernement républicain; plus de 10 années de lutte de guérilla contre le franquisme; participation aux mouvements de Résistance et à la seconde guerre mondiale contre le fascisme; travail du Parti dans les conditions les plus difficiles de clandestinité depuis 1939.

Le Parti Communiste d'Espagne a accumulé, au cours de ces 50 années d'histoire, une expérience considérable. Dans cette activité il n'y a pas eu que des succès, il y a eu également des erreurs. Mais quelque chose ressort de toutes les étapes de la vie du Parti Communiste d'Espagne, c'est l'héroïsme et la combativité dans la lutte contre les pires ennemis de la classe ouvrière et du peuple, la fidélité aux intérêts des travailleurs, la solidarité inébranlable avec l'Union Soviétique et son grand Parti Communiste.

L'histoire du Parti est pleine de pages glorieuses. Ses héros sont innombrables. Les noms de Joaquín de Grado, Aida Lafuente, Lina Odena, Andrés Martín, Etlvino Vega, Eugenio Mesón, José Cazorla, Jesús Larrañaga, Jaime Girabau, Luis Barreiro, Isidoro Diéguez, Casto García Rozas, Cristino García, Justo Rodríguez Suana, Rubén Ruiz Ibarruri, Zarauza, Nelken, Gayoso, Nuño, Grimau et de tant d'autres sont inscrits sur nos drapeaux de lutte. Ils sont l'honneur du Parti Communiste d'Espagne.

Nos Thèses ont repris également l'expérience collective d'autres Partis Communistes dans la lutte pour l'émancipation des travailleurs et les progrès de la théorie marxiste-leniniste.

Nous sommes loin de penser que tout a été dit dans nos Thèses. Elles constituent une base pour poursuivre l'étude des multiples aspects de la réalité espagnole et pour armer politiquement et idéologiquement la classe ouvrière et le Parti dans la lutte pour la démocratie et le socialisme. Nous avons la certitude que des dizaines de milliers de travailleurs révolutionnaires et d'autres combattants antifranquistes participeront à cette lutte.

Un groupe de révisionnistes, mené par Santiago Carillo, provoque une profonde crise dans notre Parti en rompant avec les principes du marxisme-leninisme et de l'internationalisme prolétarien et en propageant l'antisoviétisme dans ses rangs.

La fraction carrilliste se proposait de diriger le Parti Communiste d'Espagne en lui imposant l'orientation de la bourgeoisie dite « évolutionniste », qui aspire à « européaniser » l'Espagne et à intégrer la classe ouvrière dans le système du capitalisme monopoliste d'Etat. Les projets de la fraction carrilliste sur le plan international concordent également avec ceux de cette bourgeoisie quand elle affirme que « les Etats Unis ont tourné le dos au régime et se préparent à l'après-franquisme », affirmation clairement démentie par les accords militaires avec les yankees et par la visite de Nixon en Espagne.

Dans le but de faciliter l'incorporation du Parti à l'échafaudage institutionnel franquiste-monarchiste, la fraction carrilliste abandonna définitivement le principe fondamental de tout parti communiste : l'internationalisme prolétarien. Les attaques calomnieuses contre l'Union Soviétique, la Tchécoslovaquie, la Pologne, la Bulgarie et d'autres pays socialistes sont une caractéristique constante de ce groupe.

A partir des événements de 1968 en Tchécoslovaquie, les carrillistes déploient une activité de sape au sein du mouvement communiste international. Ils se font les avocats de Dubcek qu'ils considèrent comme « l'espoir du socialisme en Tchécoslovaquie », ils appuient Petkoff et son groupe, expulsés du Parti Communiste du Venezuela, défendent les positions antimarxistes de Garaudy et se solidarisent avec des groupuscules et des fractions qui luttent contre les directions marxistes-leninistes d'un certain nombre de partis frères.

Cependant, pour maintenir leur influence sur une partie des travailleurs espagnols, Carrillo et ses adeptes cherchent fébrilement des entrevues bilatérales avec d'autres Partis Communistes et ouvriers et la publication de communiqués pour mettre en évidence leur « appartenance au mouvement communiste » et leur amitié avec les pays socialistes. Dans ce but ils utilisent la complicité de Dolorès Ibárruri, qui prononce de temps en temps de douces paroles à l'égard de la Révolution d'Octobre et du premier pays du socialisme et qui, en même temps, participe, en fait, aux intrigues et aux manœuvres anti-soviétiques de Carrillo.

La fraction révisionniste a violé les principes idéologiques et d'organisation du Parti léniniste, en leur substituant des « points de vue » anti-marxistes, le centralisme bureaucratique, le culte et l'auto-culte de Carrillo et de Dolorès Ibárruri, enfin la répression politique et administrative contre les communistes qui ne se résignaient pas à ce que le Parti fût vidé de son contenu révolutionnaire et de classe.

L'analyse marxiste-léniniste de l'activité pratique et des spéculations théoriques du carrillisme montrent qu'il s'agit d'une variante de l'opportunisme et du révisionnisme modernes, avec des éléments néo-trotskyistes ; la fraction carrilliste joue un rôle de « cinquième colonne » dans le mouvement communiste international.

Les communistes les plus conscients et les plus combattifs se sont levés contre le carrillisme pour défendre le Parti, en exigeant la célébration du VIII^e Congrès pour surmonter la crise provoquée par les fractionnistes. Il n'y avait pas d'autre chemin pour préserver l'unité idéologique, politique et organique du PCE, car il était évident que du Congrès de tous les communistes espagnols le marxisme-léninisme sortirait triomphant du révisionnisme, l'internationalisme prolétarien du nationalisme et du chauvinisme, l'amitié fraternelle avec l'URSS et avec tous les pays socialistes de l'antisoviétisme et de l'antisocialisme.

Mais la fraction carrilliste, convaincue qu'elle allait subir une défaite dans un Congrès de tout le Parti, s'opposa catégoriquement à sa convocation. Dès lors, il ne restait d'autre option aux militants et aux organisations fidèles au marxisme-léninisme que de préparer les conditions pour tenir le VIII^e Congrès, en dépit du groupe carrilliste qui s'enfonçait de plus en plus dans le discrédit.

En faisant cela, des milliers de communistes et de nombreuses organisations de l'intérieur et de l'exil firent leur devoir de révolutionnaires et récupérèrent l'avant-garde marxiste-léniniste de la classe ouvrière, le Parti Communiste d'Espagne.

Le VIII^e Congrès représente la victoire du socialisme scientifique sur le réformisme carrilliste et une ferme décision de diriger la classe ouvrière sur le chemin de la transformation révolutionnaire de la société espagnole.

Par conséquent le VIII^e Congrès du Parti Communiste d'Espagne peut être considéré à juste titre comme un événement historique qui a donné une ligne politique et une stratégie révolutionnaire à tous les communistes espagnols, même à ceux qui n'ont pas encore rompu avec la fraction carrilliste, et qui a donné par élection une direction ferme et fidèle aux principes du marxisme-léninisme.

L'étude et l'application des Thèses du Parti Communiste d'Espagne constituent une tâche d'une importance extraordinaire. Sans théorie révolutionnaire il n'y a pas et il ne peut y avoir de mouvement révolutionnaire. Munis de ces Thèses, les communistes et la classe ouvrière pourront lutter avec optimisme révolutionnaire et confiance pour la victoire de la démocratie et du socialisme en Espagne.

Juillet 1971.

MINISTERIO DE CULTURA



I. La caractéristique historique du monde contemporain : la transition du capitalisme au socialisme.

« Les hommes ont toujours été dans le domaine politique les victimes sottes de la duperie des autres et de leur propre duperie, et ils continueront de l'être tant qu'ils n'apprendront pas à discerner derrière toutes les phrases, déclarations et promesses morales, religieuses, politiques et sociales, les intérêts d'une classe ou d'une autre. » (Lénine)

Destruction révolutionnaire du système capitaliste

L'histoire de la société humaine, jusqu'au triomphe du socialisme — comme le dit le « Manifeste du Parti Communiste » — c'est l'histoire de la lutte de classes antagonistes.

Comme le montre l'expérience de toutes les sociétés antagoniques, les changements radicaux au niveau des rapports de production ne peuvent avoir lieu qu'à travers une révolution sociale.

La révolution sociale se manifeste dans la destruction inexorable des vieilles structures et dans la création des nouvelles. Chaque révolution sociale a ses traits particuliers, ses propres tâches et ses forces motrices. Mais toutes, jusqu'à l'instauration de la société sans classes

antagonistes, se sont caractérisées par la substitution d'une forme d'exploitation à une autre. Le progrès historique a toujours été basé sur l'activité créatrice des masses populaires. Plus le type de révolution sociale est élevé, et plus vaste et plus nécessaire est la participation des masses populaires dans la destruction des vieux rapports sociaux, dans la formation des nouveaux et dans la production des biens matériels et des valeurs culturelles.

Seul le triomphe de la révolution socialiste, le plus élevé et le dernier type de révolution sociale, permet le passage du capitalisme au socialisme.

Marx et Engels découvrirent le caractère inéluctable de la destruction du capitalisme et de l'établissement de la dictature du prolétariat pour l'édification du socialisme. Seule la

révolution socialiste peut libérer les peuples des calamités du capitalisme.

Le socialisme supprime la propriété capitaliste et l'exploitation de l'homme par l'homme, efface les différences entre les classes antagonistes et crée la base matérielle et technique pour la construction de la société communiste.

Les succès enregistrés par l'URSS et les autres pays socialistes en une courte période historique dans le développement des rapports sociaux-économiques, dans toutes les sphères de la culture matérielle et spirituelle, montrent combien grande est l'énergie créatrice du pouvoir politique des masses laborieuses émancipées.

L'élaboration de la ligne politique du Parti Communiste, la stratégie et la tactique de sa lutte révolutionnaire, dépendent de la façon dont est compris le caractère de l'époque actuelle. C'est justement pour cela que dans les documents du mouvement communiste international l'époque actuelle est définie comme celle de la transition du capitalisme au socialisme.

Comme l'a rappelé la Conférence Internationale des Partis Communistes et Ouvriers qui s'est tenue à Moscou en juin 1969, « la direction principale de l'évolution de l'humanité est déterminée aujourd'hui par le système socialiste mondial, la classe ouvrière internationale et toutes les forces révolutionnaires ».

Mais la destruction du système capitaliste, dernier régime exploiteur de l'histoire, et la construction consécutive d'un nouvel ordre socialiste, se présentent comme un processus long et complexe. Le progrès révolutionnaire des peuples s'effectue à travers une grande diversité de phénomènes et de processus sociaux d'origine et de signification très différentes.

L'Union Soviétique progresse sur tous les fronts vers le communisme. Les pays qui lors du dernier con-

flit mondial et dans la période de l'après guerre se détachèrent du système capitaliste mondial, construisent aujourd'hui le socialisme.

La défaite du nazisme et du fascisme en Europe, du militarisme nippon en Asie, contribua de façon décisive à la conquête de l'indépendance politique par de nombreux peuples dans l'arrière garde coloniale de l'impérialisme.

Ces peuples affrontent aujourd'hui le néo-colonialisme et luttent pour vaincre la faim et l'ignorance et pour élever le niveau de leurs forces productives. Certains d'entre eux se sont engagés sur la voie du développement non capitaliste avec l'aide du camp socialiste et l'appui solidaire de la classe ouvrière et des forces progressistes du monde entier. En même temps, le mouvement de libération nationale frappe durement l'impérialisme dans différentes régions du monde, contribuant à accélérer le processus révolutionnaire universel.

Dans les vieux pays capitalistes les contradictions se sont exacerbées et la lutte de classes atteint des degrés et des dimensions nouveaux. Le camp socialiste est l'allié et l'appui le plus solide de la classe ouvrière, de tous les travailleurs dans leur lutte pour la démocratie et le socialisme. Avec ses progrès constants, il contribue puissamment à étendre les idées émancipatrices du marxisme-léninisme. Le monde entier a conscience des destructions et des calamités qu'entraînerait une nouvelle guerre mondiale avec des armes thermonucléaires ; des forces de secteurs très différents se regroupent pour lutter contre la militarisation et les guerres impérialistes. L'organisation du Traité de Varsovie est un facteur de sécurité et de paix dans le monde, face au bellicisme des impérialistes et de leur bloc agressif, l'OTAN. Avec leur puissance économique et militaire, les pays socialistes empêchent l'im-

périalisme d'exporter la contre-révolution et favorisent le développement de l'action révolutionnaire du prolétariat dans les pays capitalistes. D'autre part la civilisation vit une époque de progrès scientifique et technique qui n'a pas de précédent dans l'histoire.

Parmi cette diversité de phénomènes, il convient de mettre en relief que l'essence ou la caractéristique déterminante de l'époque actuelle est l'action des Etats socialistes, de la classe ouvrière des pays capitalistes et du mouvement de libération nationale pour la transformation révolutionnaire du monde. Il s'agit d'un processus irréversible, qui s'est développé en 1917, à partir de la Révolution Socialiste d'Octobre, événement qui marqua un tournant radical dans l'histoire moderne.

Le camp socialiste, avec l'URSS à sa tête, est l'œuvre de la classe ouvrière internationale et constitue sa plus éminente réalisation. Son renforcement constitue les prémisses nécessaires à l'heureux développement du mouvement communiste et ouvrier mondial, à de nouvelles victoires de la lutte démocratique, nationale et émancipatrice des peuples.

Le progrès historique a toujours été le fruit de l'activité des hommes, dont la conduite est basée, en dernier ressort, sur des intérêts de classes. Les oppositions d'intérêts et les contradictions sociales sont toujours le moteur des changements dans la société. C'est pourquoi les partis communistes, dont l'objectif est d'organiser la révolution socialiste et de construire la société nouvelle, doivent prendre comme point cardinal pour orienter leurs actions les tendances historiques fondamentales et le rapport des forces dans le monde.

Il est normal que dans une réalité aussi diversifiée que celle de notre époque, apparaissent de nombreuses contradictions sociales. A l'é-

chelle mondiale, la plus importante contradiction est celle qui existe entre les deux systèmes mondiaux antagonistes. Dans les centres impérialistes, la contradiction fondamentale du capitalisme, entre la bourgeoisie et le prolétariat, persiste et s'accroît; contradiction à laquelle s'ajoute aujourd'hui celle qui existe entre les monopoles et les secteurs lésés par leur puissance. L'exploitation coloniale et néo-coloniale engendre la contradiction entre les peuples dépendants de l'impérialisme. Le bellicisme impérialiste provoque à son tour une contradiction entre les forces de paix et les fauteurs de guerre.

Les communistes, en se basant sur la vision marxiste du processus historico-social, ont toujours soutenu que les contradictions internes constituent le moteur du progrès de la société socialiste et de sa marche vers le communisme.

Cependant, les divergences et frictions qui peuvent surgir entre pays socialistes n'ont rien à voir avec les contradictions inhérentes au progrès de la société socialiste. Ces divergences et ces frictions se produisent seulement, comme dans le cas de la Chine, lorsque la direction d'un Parti Communiste gouvernant abandonne les principes du marxisme-léninisme et de l'internationalisme prolétarien.

L'expérience confirme que pour construire le socialisme, il faut s'appuyer sur la connaissance scientifique des lois objectives du socialisme et sur les particularités nationales. L'identité des fondements socio-économiques et la coïncidence d'intérêts vitaux, ainsi que la communauté d'objectifs des Etats socialistes, permettent l'édification du socialisme dans chaque pays et le renforcement du système socialiste mondial dans son ensemble.

La contradiction entre le système socialiste et le système capitaliste

est la contradiction fondamentale parce que 1^o) elle exprime et détermine le sens du progrès historique contemporain qui conduit à la disparition de l'ordre capitaliste à l'échelle mondiale ; 2^o) elle se poursuit tout au long d'une époque historique, dont c'est le signe distinctif, jusqu'à la liquidation totale du capitalisme ; 3^o) elle influe de façon décisive sur le déroulement et sur l'issue de toutes les autres oppositions et contradictions.

Les révisionnistes dans le domaine théorique et opportunistes, dans le domaine politique, identifient délibérément le concept d'antagonisme et celui de contradiction et ils en déduisent l'inévitabilité de situations de conflit entre Etats socialistes. Les idéologues du révisionnisme moderne utilisent les tensions qui ont pu surgir entre certains de ces Etats pour nier l'existence de rapports socialistes en Union Soviétique et dans d'autres pays socialistes.

Dans leurs recherches antimarxistes, les révisionnistes et opportunistes tentent de voiler les différences qui existent entre la contradiction fondamentale de notre époque, c'est-à-dire entre le socialisme et le capitalisme, et les contradictions non fondamentales. Tel est le cas de Santiago Carrillo qui, tout en reconnaissant l'affrontement des deux systèmes sociaux-économiques mondiaux comme contradiction fondamentale, la nie en fait, affirmant que « la première ligne de lutte entre les deux systèmes passe par les pays capitalistes ». Cette thèse anti-marxiste réduit les pays socialistes, qui sont la réfutation matérielle du capitalisme et sa plus vive négation, à de simples plates-formes ou bases d'approvisionnement des mouvements révolutionnaires du monde capitaliste. Avec elle, Carrillo essaye de priver les forces anti-impérialistes de leur soutien décisif, laissant le champ libre à tou-

te sa conception stratégique du futur « capitalisme d'Etat démocratique » et de la « révolution dans la liberté » ; à sa tactique concrète d'alliance entre les classes de « pacte pour la liberté », « d'appui loyal » à un gouvernement que, selon lui peut former la bourgeoisie « évolutionniste » et à la possibilité d'un régime socialiste en Espagne « avec un président de gouvernement catholique et le parti communiste minoritaire ». Il déclare en même temps publiquement qu'il se compromet à respecter le régime bourgeois avec ses institutions coercitives.

Il est évident que Carrillo désire voiler derrière une nébuleuse théorie la véritable contradiction de base du monde actuel (entre le système capitaliste et le système socialiste) pour rompre de cette façon le rapport intime qui existe entre la lutte de la classe ouvrière espagnole et le renforcement du monde socialiste ; il veut voiler la contradiction entre l'appui impérialiste à la dictature de la bourgeoisie espagnole et la solidarité internationale des communistes et démocrates d'Espagne avec les forces révolutionnaires mondiales (pays socialistes, classe ouvrière internationale et mouvements anti-impérialistes de libération nationale).

En fin de compte, cette thèse est utilisée par Carrillo comme point de départ pour développer — comme nous le verrons — toute sa conception anti-marxiste de l'avenir de l'Espagne et de la mission du Parti Communiste.

La victoire du socialisme en URSS, puis dans toute une série de pays d'Europe et d'Asie et à Cuba a projeté la contradiction essentielle de la société capitaliste (entre capital et travail ou entre bourgeoisie et prolétariat) à une échelle mondiale, sous la forme de la confrontation permanente entre les deux systèmes dans les

domaines économique, politique, et militaire. La contradiction fondamentale de la société capitaliste se résout au fur et à mesure que la révolution triomphe dans chaque pays et elle disparaîtra complètement lorsque le socialisme aura triomphé dans le monde entier. Mais, en attendant, l'axe de l'histoire continuera d'être la confrontation des deux systèmes mondiaux antagonistes.

L'Espagne fait partie du système capitaliste mondial et se trouve prise dans les filets de l'impérialisme nord-américain. Par conséquent, la contradiction fondamentale de notre époque se manifeste également en Espagne. Par exemple, à travers le degré de dépendance de l'économie nationale par rapport au capital monopoliste étranger, les traités politico-militaires (bases militaires yankees en territoire espagnol, coopération militaire avec certains états appartenant au bloc agressif de l'OTAN et autres), les liens commerciaux, l'exploitation de la main d'œuvre espagnole émigrée, etc. En même temps, l'influence du système socialiste mondial et particulièrement de l'Union Soviétique se fait sentir chaque fois davantage dans certaines sphères de la société espagnole. Cette influence du camp socialiste dégage le chemin pour que s'impose peu à peu dans la politique extérieure de l'Espagne le principe de la coexistence pacifique entre états à régimes sociaux différents. Ce principe contient implicitement l'établissement de relations diplomatiques et d'échanges commerciaux, culturels, scientifiques et techniques, bénéfiques pour le pays, elle exerce une influence considérable sur la conscience des masses laborieuses et des secteurs progressistes, ouvrant ainsi des possibilités nouvelles pour le développement de la lutte de classe du prolétariat.

Il reste cependant que ce qui agit dans l'immédiat ce sont les conflits sociaux qui ont lieu dans

le pays, la lutte de classe dans la société espagnole, lutte qui se rattache à celle qui se développe à l'échelle mondiale. On peut déduire de cela l'importance que revêt encore la thèse léniniste selon laquelle le prolétariat, aussi bien des grandes puissances que des petits pays, en luttant pour ses objectifs nationaux doit lutter également contre l'étroitesse et l'exclusivisme ou contre la dissociation d'un nationalisme étroit qui se fait au détriment des aspects généraux de la totalité de la lutte et subordonne les intérêts généraux aux intérêts particuliers.

Tel est le seul chemin que doit suivre le Parti Communiste pour accomplir sa mission historique, comme avant-garde de la classe ouvrière et porte-drapeau du progrès de son propre pays. La politique préconisée par Carrillo, qui consiste à opposer ce qui est national à ce qui est international, est du nationalisme pur; elle conduit à subordonner l'action de la classe ouvrière et de son parti à une stratégie dont le but est de consolider, avec de nouveaux instruments, l'hégémonie de la bourgeoisie.

Révolution scientifique et technique et conséquences sociales

Les conditions matérielles dans lesquelles les hommes produisent et vivent sont en train de changer sous l'effet d'une révolution scientifique et technique dont le rythme et la portée sont sans précédent.

Cette révolution comporte des changements qualitatifs dans la technologie de la production, dans le domaine énergétique, dans les objets, les instruments et les moyens de travail, dans l'aménagement des processus et dans le caractère du travail humain. Le trait distinctif du progrès scientifique et technique réside dans l'application rapide et efficiente des conquêtes

scientifiques à la production à travers tous les éléments qui y interviennent. La science devient aujourd'hui une force directement productive.

La révolution scientifique et technique, qui concerne tous les aspects essentiels de la vie contemporaine, pose, avec une brûlante actualité, le problème avec des conséquences sociales que celle-ci engendre.

Etant donné que le monde actuel est divisé en deux systèmes sociaux-économiques opposés, le socialisme et le capitalisme, ces conséquences sociales ont un caractère différent.

Dans les pays capitalistes, la révolution scientifique et technique introduit de nouvelles technologies dans le processus de production, développe la recherche scientifique appliquée à la production, engendre des changements objectifs dans le contenu et la forme du travail industriel, dans la division et la spécialisation des travailleurs (c'est-à-dire dans la « technostructure » de la société) et amplifie considérablement la sphère des services et de l'administration ; mais en même temps, cette révolution présuppose de façon inévitable l'intensification du travail salarié à travers les formes les plus subtiles, qui comportent un degré plus élevé d'exploitation et de déshumanisation du travail.

En utilisant ce progrès scientifique et technique, le capital monopoliste d'Etat crée de gigantesques complexes industriels, avec des dizaines de milliers d'ouvriers, techniciens et employés, complexes qui engendrent, d'une part, un plus grand assujettissement du travail par le capital et, d'autre part, la possibilité, du fait de cette concentration, d'organiser les travailleurs en vue de la lutte pour leurs revendications économiques, politiques et sociales. Cette lutte acquiert ainsi à notre époque un caractère massif sans précédent.

Dans le capitalisme, les changements que provoque la révolution scientifique et technique dans la structure sociale ne conduisent pas vers la disparition des classes antagonistes, comme l'affirment certains défenseurs de la « théorie de la convergence ; » qui propose l'idée de l'évolution du capitalisme vers un Etat social où il n'y aurait plus de classes ni d'exploitation.

Bien que nombre de problèmes que pose la révolution scientifique et technique à l'humanité soient communs au socialisme et au capitalisme, les possibilités et la façon de résoudre ces problèmes sont très différents dans les deux systèmes.

Les effets de cette révolution dans les pays socialistes contrastent avec le côté négatif des conséquences de celle-ci dans les pays capitalistes.

Sous le socialisme, la révolution scientifique et technique accélère la disparition des différences qui existent entre les travailleurs manuels et intellectuels, entre la ville et la campagne, dans la marche vers la société communiste. Les progrès de la science et de la technique sont mis au service du peuple et contribuent à élever de façon notable son bien-être matériel et son niveau culturel. Les sciences naturelles et sociales sont employées de façon rationnelle en vue de la transformation de la nature, du développement de la vie sociale et des facultés physiques et spirituelles de l'homme.

Seul le régime socialiste permet de combiner rationnellement les progrès de la révolution scientifique et technique avec le système économique supérieur sur lequel il s'appuie, de conjuguer la science avec la production et de créer les conditions matérielles indispensables pour le passage du socialisme au communisme.

Lorsque les communistes espagnols analysent la révolution scientifique et technique et ses manifes-

tations concrètes dans la réalité socio-économique espagnole, ils repoussent l'interprétation révisionniste de Santiago Carrillo qui présente la transition du capitalisme au socialisme comme le passage d'« une révolution industrielle à une révolution scientifique et technique » (« Más problemas actuales del socialismo » N.B., n° 59, p. 45). L'essence de cette interprétation carrilliste relève de l'arsenal théorique de l'opportunisme de droite international qui, comme on le sait, relègue au second plan les problèmes de la lutte de classe et de la révolution sociale et leur préfère la thèse selon laquelle la révolution scientifique et technique produit des transformations socio-économiques qui débouchent sur le socialisme.

Le Parti Communiste d'Espagne donne une appréciation marxiste-léniniste de la révolution scientifique et technique :

a) le capitalisme contemporain utilise cette révolution pour accroître ses profits et intensifier l'exploitation des travailleurs ;

b) elle accentue et approfondit les contradictions objectives du mode de production capitaliste ;

c) elle aggrave la contradiction entre le caractère social de la production moderne et la forme monopoliste étatique de son organisation ;

d) elle intensifie l'antagonisme entre les intérêts de la grande majorité de la population et ceux de l'oligarchie financière ;

e) elle accentue l'instabilité de tout le système capitaliste mondial ;

f) elle accélère la maturation des prémisses matérielles qui réclament la substitution du capitalisme par le socialisme.

Le capitalisme monopoliste d'Etat constitue un frein pour le progrès social

La bourgeoisie impérialiste, contrainte à coexister avec le système

socialiste, s'adapte aux nouvelles conditions et met en œuvre une série d'instruments destinés à maintenir le contrôle des forces productives modernes. Pour défendre ses privilèges, la bourgeoisie impérialiste place sous son contrôle toutes les sphères de la vie économique, politique et sociale dans un processus d'interpénétration croissante de la puissance des monopoles et de l'Etat, aussi bien au niveau national qu'international. Le marxisme appelle cela le capitalisme monopoliste d'Etat.

Cependant, toutes ces tentatives ne peuvent conduire à la stabilisation du capitalisme en tant que système social. La crise générale dont il souffre s'approfondit toujours davantage. Le développement étatique monopoliste mène à l'aggravation de ses contradictions qui ne trouveront une solution que dans la révolution socialiste.

Dans la vie politique, la bourgeoisie monopoliste dose la répression avec des mécanismes étatiques et privés de conciliation et de captation (« participation aux bénéfices », « cogestion », extension des services de sécurité sociale, manipulation de l'opinion publique, à travers les moyens modernes d'expression, etc.). En répandant les prétendus avantages de la « société de consommation », la bourgeoisie s'efforce « d'intégrer » et « d'apprivoiser » les organisations ouvrières, afin qu'elles étayent la dictature de l'oligarchie financière. Mais, comme les contradictions et les conflits de classe existent réellement, la bourgeoisie est obligée de développer son appareil coercitif, de combiner de nouvelles lois répressives, d'organiser des blocs et des conciliabules internationaux pour maintenir son pouvoir.

Sur le plan social, le principal effort de la bourgeoisie vise avant tout à éviter l'unité et l'organisation des exploités. Dans ce but, elle consent à certaines revendications ouvrières et populaires secondaires

pour sauvegarder ses intérêts essentiels de classe.

Nous rappellerons que, selon la théorie marxiste, le capitalisme repose sur la propriété privée des moyens de production, ce qui permet aux capitalistes d'exploiter les travailleurs salariés et de s'approprier la plus-value. Les différentes formes d'évolution de la propriété capitaliste (propriété individuelle du patron, société anonyme ou entreprise publique capitaliste) ne sont que des moyens d'adaptation de la domination bourgeoise aux nouvelles structures productives. Etant donné que l'antagonisme des intérêts de classe entre la bourgeoisie et le prolétariat ne peut être éliminé sans supprimer la propriété privée capitaliste, ces formes évoluées de propriété sont également de nouvelles formes d'expression de l'antagonisme de classes, sous-jacent dans la structure socio-économique du capitalisme.

Avec le capitalisme monopoliste, constitué par la prédominance des grandes corporations financières qui monopolisent le marché grâce à leurs capitaux fabuleux, à leur contrôle de la production et à la concertation directe, le système capitaliste entre dans sa dernière phase, dans son ultime tentative d'éviter l'exigence objective de socialiser la propriété pour la mettre en accord avec le caractère chaque fois plus social de la production.

L'expansion des sociétés anonymes et les liens entre les monopoles, les banques et l'industrie, configurèrent à l'aube de ce siècle un prototype nouveau de capital : le capital financier, personnification authentique du monopole. Mais l'évolution des formes d'organisation capitaliste n'atteint pas là son sommet. Les contradictions du système, mises à nues de façon explosive par la première conflagration mondiale, par la « Grande Dépression » des années 30 et par la seconde guerre mondiale, rendirent indispensa-

ble pour le maintien du capitalisme — harcelé par le monde socialiste et par la poussée de plus en plus irrésistible du mouvement ouvrier et des forces de libération nationale — l'institutionnalisation de l'intervention permanente de l'Etat dans la vie économique, dans le but essentiel d'assurer la mise en valeur du capital et la reproduction capitaliste, c'est-à-dire, les conditions indispensables pour la vie du capitalisme. Cela explique ses « nouveaux aspects » actuels : « Son caractère monopoliste d'Etat s'accroît. Le capitalisme utilise de plus en plus largement des leviers comme l'encouragement par l'Etat à la concentration monopoliste de la production et des capitaux, la redistribution par l'Etat d'une partie toujours plus grande du revenu national, les commandes militaires aux monopoles, le financement gouvernemental des programmes industriels et de recherches scientifiques, l'élaboration de programmes de développement économique à l'échelle nationale, la politique d'intégration impérialiste, les nouvelles formes d'exportation du Capital. » (Document principal de la Conférence Internationale des Partis Communistes et Ouvriers, 1969) Cette évolution des formes du capitalisme n'implique pas de changement de son caractère exploiteur. Elle aggrave au contraire les vieilles contradictions, en engendre de nouvelles, entre la tendance à la planification et l'anarchie de la production, entre le monopole et la concurrence, entre l'Etat et les groupes monopolistes pris séparément, entre les besoins des peuples et le gaspillage croissant des ressources pour la militarisation, les dépenses spéculatives et bureaucratiques, etc.

Il existe donc un enchaînement objectif, une juxtaposition des formes du système de rapports capitalistes : capitalisme individuel, capitalisme monopoliste, capitalisme monopoliste d'Etat. Telles sont les formes que prend successivement

le système en rapport avec le développement des structures productives, mais sans en altérer son essence capitaliste. Ce sont des formes ayant un contenu réel, qui ne peuvent être démontées mécaniquement sans détruire leur fondement : la propriété privée capitaliste. Qui plus est, le capitalisme monopoliste actuel ne pourrait subsister s'il renonçait (simple hypothèse) à l'imbrication des monopoles et de l'Etat, au capitalisme monopoliste d'Etat. Au-delà, on ne peut aller que vers le socialisme. L'interprétation carrilliste du capitalisme monopoliste d'Etat et de la dialectique de ses contradictions est très différente. Celui-ci écrit : « Certains, dans leurs élucubrations politico-sociales, adoptant les conceptions néo-capitalistes, ont affirmé qu'il ne peut y avoir aujourd'hui d'autre capitalisme que le capitalisme monopoliste d'Etat. Pour l'essentiel, cette conception est basée sur l'oubli que le capitalisme monopoliste d'Etat est un ensemble de superstructures, sous lequel subsistent de nombreuses structures du vieux capitalisme » « Dans les fondements des superstructures actuelles du capitalisme monopoliste ou du néo-capitalisme (sic !) il y a un énorme sous-sol de capitalisme ancien. » (« ¿ Después de Franco qué ? », pp. 117-118.)

Ces exposés révisionnistes de Carrillo manquent d'originalité. Kautsky les défendit en son temps et ils furent réfutés par la critique de Lénine : « Kautsky a rompu avec le marxisme en défendant, pour l'époque du capital financier, un « idéal réactionnaire », la « démocratie pacifique », le « simple poids des facteurs économiques », car cet idéal mène objectivement à un retour en arrière, du capitalisme monopoliste au capitalisme non monopoliste et c'est une duperie réformiste ».

Laissons de côté la confusion de Carrillo, pour lequel « capitalisme monopoliste ou néo-capitalisme »

c'est la même chose. Le dernier concept n'est qu'un slogan publicitaire faussement idéologique, destiné à faire croire que le capitalisme est devenu une chose saine et humaine, tandis que le concept léniniste de capitalisme monopoliste traduit l'essence réelle du capitalisme dans sa phase ultime, l'impérialisme. Laissons également de côté les confusions de Carrillo lorsqu'il manipule les concepts de structure et de superstructure (voir la brochure « ¿ Quien mina la unidad del Partido ? », p.4). Il les comprend à la manière du pâtissier (Bien qu'il n'ait rien à voir avec cette honnête profession ni avec aucun autre travail honnête) qui fabrique des gâteaux avec des couches superposées de pâte feuilletée et de crème. Il s'agit pour nous ici, d'enlever de la pâte au gâteau carrilliste. En laissant de côté tous ces « points de vue » il reste que :

Le capitalisme monopoliste d'Etat est en Espagne, et partout, un système de domination omnipotent, dont la base matérielle (fabriques, transports, réseau commercial, etc.) peut être plus ou moins développée mais qui connaît toujours un degré élevé de concentration de la propriété au niveau des échelons décisifs de l'économie, un système capable de soutenir le pouvoir oppresseur. L'Etat est nécessaire pour un tel soutien, et en Espagne — comme nous le verrons — la guerre eut lieu précisément pour donner au faible capital monopoliste l'appui dont il avait besoin pour développer une base matérielle appropriée. Cette base, aussi précaire soit-elle, s'est développée au prix de la faim et des souffrances du peuple, et les structures économiques de l'Espagne (comprises de façon marxiste, comme un ensemble de rapports économiques et sociaux dominants) sont aujourd'hui monolithiques. Nier cette réalité avec des subterfuges pseudo-théoriques, comme celui du « capitalisme d'Etat démocratique », ne

peut servir qu'à faire le jeu de la bourgeoisie « évolutionniste » qui veut remplacer le dictateur en laissant intact son trône. L'interpénétration permanente des monopoles et du pouvoir de l'Etat, au niveau politique et économique n'équivaut pas à la dissolution de l'Etat ni à celle des monopoles, qui ne fusionnent ni ne s'amalgament en un troisième élément distinct. En réalité, les deux composantes du système s'imbriquent dans le capitalisme monopoliste d'Etat, mais elles conservent leur physionomie propre et une relative indépendance. Cela explique la lutte entre les monopoles pour une politique de l'Etat ou pour une autre ; cela explique aussi la portée politique de toute action anti-monopoliste, même lorsque sa motivation immédiate est économique, culturelle, etc. Au niveau purement économique, cette optique dialectique du système du capitalisme monopoliste d'Etat révèle que l'exploitation des monopoles ne se limite pas seulement aux ouvriers industriels ou agricoles, mais qu'elle s'étend — à travers le mécanisme des impôts, des crédits, des subventions, des achats de l'Etat, des concessions, des entreprises de l'Etat et du financement public — à la plus grande partie de la société. Il faut déduire de cela que la destruction du pouvoir économique de la bourgeoisie monopoliste doit s'appuyer nécessairement sur un changement radical du pouvoir politique.

Il est évident qu'aujourd'hui les formes de propriété capitaliste ont évolué atteignant leur plus haut degré dans l'entreprise d'Etat ; de la même façon, la coordination des intérêts économiques capitalistes trouvent leur plus haute expression dans la planification indicative. Ces formes du capital monopoliste d'Etat moderne constituent une négation purement formelle du contenu privé capitaliste de la propriété et de la gestion. Pour que cette négation formelle se transforme en négation réelle, en suppression de

l'appropriation privée capitaliste, il est nécessaire de détruire l'Etat monopoliste. Il n'existe pas d'autre voie possible.

Les nouveaux traits du capitalisme, liés au système capitaliste monopoliste d'Etat, trouvent tous leur origine profonde dans les vieilles et les nouvelles contradictions du capitalisme.

Le degré d'exploitation de la classe ouvrière et la part du travail et de la richesse sociale que s'approprient les capitalistes augmentent considérablement avec le progrès scientifique et technique. Ceci a exacerbé les antagonismes de classe et a compliqué énormément l'équilibre instable des économies capitalistes, comme le montre la crise actuelle du système monétaire international. En même temps l'opposition entre les puissances impérialistes s'en trouve accentuée. Il existe dans le camp impérialiste une série de contradictions plus ou moins larvées dont la principale est celle qui existe entre les Etats-Unis d'une part, et l'Europe occidentale d'autre part. Ces contradictions sont basées sur le développement inégal du capitalisme, qui modifie la place occupée par les pays capitalistes dans le monde. L'Allemagne Occidentale est devenue la seconde puissance capitaliste et elle aspire aujourd'hui à traduire en termes politiques son énorme potentiel économique aux dépens de ses propres associés. Le Japon lutte pour la seconde place dans le système capitaliste avec des rythmes de croissance et des niveaux techniques et de production qui lui permettent déjà de participer sérieusement à la concurrence sur tous les marchés.

La dialectique du développement capitaliste continue donc d'être régie par les deux tendances signalées déjà par Lénine : « L'une, qui rend inévitable l'alliance de tous les impérialistes, et l'autre qui oppose les impérialistes entre eux.

Deux tendances qui n'ont ni l'une ni l'autre de solides assises... ».

Perspectives historiques

D'un point de vue général, l'impérialisme a perdu pour toujours l'initiative historique, mais cela n'exclue pas, bien au contraire, ses plus grands efforts pour étayer son pouvoir, particulièrement face à l'imminence de la révolution socialiste. Dans cette tâche, l'impérialisme yankee tient le rôle de gendarme mondial de la réaction.

C'est là un aspect essentiel dont tout parti communiste doit tenir compte dans l'élaboration et l'application de sa ligne politique nationale. C'est pourquoi, la déclaration carrilliste selon laquelle les « nord-américains ont tourné le dos à Franco » est singulière et monstrueuse alors que l'appui militaire économique et politique de l'impérialisme yankee au régime actuel de l'oligarchie financière espagnole est évident.

Pour cette même raison de classe, il convient de comprendre aujourd'hui que l'interpénétration des monopoles dans le Marché Commun constitue un des piliers extérieurs des structures et des superstructures dominantes en Europe

Le Marché Commun européen est une tentative d'adapter les rapports capitalistes internationaux aux exigences du développement des forces productives, dans une situation de confrontation avec le système socialiste, de concurrence aiguë entre les pays capitalistes, d'action anti-monopoliste de la classe ouvrière européenne et de lutte de libération nationale des anciennes colonies et pays dépendants.

Le Marché Commun européen n'est pas une panacée qui conduit à la société de « l'abondance », mais plutôt le règne des grands monopoles, de l'exploitation « rationalisée » des travailleurs, de la discrimination des ouvriers émigrés,

de la subordination néo-coloniale des pays « associés ». L'entrée de l'Espagne dans le Marché Commun signifierait l'institutionnalisation de son inféodation aux grands monopoles qui contrôlent déjà les centres vitaux de son économie. La domination de l'impérialisme ne peut être brisée que par l'unité anti-impérialiste et révolutionnaire internationale. C'est pourquoi l'attitude internationaliste des partis communistes ne peut être limitée à l'apport national — fondamental et indispensable — et implique la cohésion du prolétariat mondial et de toutes les forces révolutionnaires, en commençant par les communistes, dans un front anti-impérialiste. Il en résulte la nécessité objective d'une stratégie et d'une tactique à l'échelle mondiale car, comme il est dit dans le document principal de la Conférence Internationale des Partis Communistes et Ouvriers de 1969, « La situation actuelle réclame donc l'unité d'action des communistes, de toutes les forces anti-impérialistes pour utiliser au maximum toutes les possibilités nouvelles qui s'offrent de déployer une offensive plus vaste contre l'impérialisme, contre les forces de la réaction et de la guerre. ».

En examinant le tableau général des contradictions et des tendances visibles dans le monde, l'Espagne apparaît ayant un rôle très secondaire dans ce régime capitaliste où les monopoles ont l'usufruit des conquêtes de la science et de la technique pour exploiter et néo-coloniser les pays non socialistes. Il ne fait aucun doute que la dépendance économique implique la dépendance politique. A la longue, cette perspective ne peut séduire aucun peuple. Le progrès économique et social de l'Espagne en tant que nation indépendante et souveraine, maîtresse de son destin n'a d'avenir que dans le socialisme. L'intérêt national des classes laborieuses d'Espagne et le pouvoir des monopoles sont incompatibles.

II. Panorama social et économique de l'Espagne.

La réalité économique et ses bénéficiaires

L'Espagne d'aujourd'hui se trouve plongée dans la réalité du système capitaliste mondial qui vit son déclin historique dans un état de crise générale depuis la Révolution d'Octobre de 1917.

Le processus complexe de liquidation du capitalisme apparaît actuellement dans la vive confrontation existant entre les deux systèmes sociaux qui rivalisent à l'échelon mondial et dans le développement inégal de révolutions de libération nationale, démocratiques et socialistes, sur différentes zones de la terre.

En Espagne, le développement du capitalisme se fait par un processus d'interpénétration entre le pouvoir monopolisateur du capital bancaire et industriel d'une part, et l'Etat d'autre part. Ce processus configure comme on l'a montré, le système de capitalisme monopoliste d'Etat.

Au début de la décade de 1970, l'Espagne, par le niveau de développement de ses forces productives et par le taux théorique du « revenu national par habitant », environ 800 dollars annuels (conception vague qui cache les plus brutales disparités de niveau de vie et de développement économique et social entre les régimes) occupe dans le monde capitaliste une place intermédiaire entre les pays hautement développés et les pays sous-développés.

En Espagne les activités industrielles et les services prédominent. Cependant l'agriculture représente toujours une sphère très importante, montrant d'importants déséquilibres et de grands contrastes sur le plan social; elle occupe 30 pour cent de la population active et a un poids considérable sur la production et le commerce extérieur.

La majeure partie de la population espagnole se concentre actuellement dans les villes. Les salariés constituent l'immense majorité de la population active.

Dans une période relativement courte, s'est produit une expansion considérable des produits de consommation modernes, phénomène limité socialement et contradictoire dont la bourgeoisie prétend se servir pour donner de la réalité au mythe de la société de consommation.

Parallèlement on enregistre un exode de la population rurale qui cherche de meilleures conditions de vie dans les centres industriels et à l'étranger.

En outre, ce processus présente de grandes différences en ce qui concerne le niveau de production, le revenu et le travail dans les différentes régions du pays; entre les villes et le milieu rural, entre l'industrie et l'agriculture, entre les services accrus par le tourisme et les besoins de l'économie et de la population; mais les contrastes les plus scandaleux résident dans les conditions d'existence des différentes

classes qui composent la société espagnole, c'est-à-dire, entre les classes exploiteuses et les classes exploitées.

L'accroissement de la production et de la richesse trouve en Espagne des bénéficiaires bien définis et en premier lieu l'oligarchie financière, composée de quelques 200 grands magnats des finances, qui constitue une sorte d'Etat Major de la grande bourgeoisie. La dictature franquiste incarne le pouvoir de cette grande bourgeoisie qui s'est rendue maîtresse du pays.

Classes et contradictions de classes

La concentration du pouvoir économique et politique entre les mains de cette minorité toute puissante a pour contre partie la spoliation, l'asservissement et l'exploitation brutales de plus de 8 millions et demi de salariés et la non moins réelle subordination d'amples secteurs sociaux intermédiaires composés de patrons privés et de professionnels qui souffrent d'une situation objective qui les pousse à lutter contre le système du capitalisme monopoliste d'Etat, et plus directement contre l'appareil de la dictature fasciste.

C'est ainsi qu'en Espagne, comme dans d'autres pays capitalistes, la division des classes n'apparaît pas comme une délimitation entre deux camps, celui des grands propriétaires et celui des ouvriers salariés, mais elle se traduit dans un tableau complexe aux multiples éléments intermédiaires qui s'entrelacent et se mêlent dans le monde économique et politique. La structure sociale de l'Espagne contemporaine est le résultat d'un processus de décomposition et de recomposition des classes. Au sein des classes dominantes, le processus de décomposition est désormais visible dans l'aristocratie des propriétaires fonciers, laquelle n'a pas totalement perdu son caractère féodal. Ce processus de décomposition se manifeste aussi dans la pe-

tite bourgeoisie urbaine et surtout dans la petite bourgeoisie rurale, de même que dans d'autres secteurs sociaux aujourd'hui écartés par les nouvelles formes capitalistes qui les détruisent et les absorbent. Parallèlement on assiste à une recomposition de la classe bourgeoise par l'incorporation de « nouveaux riches » d'élites bureaucratiques qui manient les ressorts du système du capitalisme monopoliste d'Etat. De même, autant à cause du développement capitaliste de certaines sphères, que du manque de développement ou la décadence d'autres sphères, la composition de la petite bourgeoisie se modifie. De nouveaux éléments plus liés à l'activité mercantile et bureaucratique s'y incorporent tandis que se décomposent les traditionnelles « classes moyennes ». La composition de la classe ouvrière a changé par un processus double et simultané. D'une part l'accroissement quantitatif des travailleurs salariés de l'industrie et des services et la réduction du prolétariat et semi-prolétariat rural (l'augmentation du nombre des travailleurs de l'industrie et les services proviennent de la population urbaine elle-même et de manière prépondérante des travailleurs qui abandonnent la terre) ; d'autre part, conséquence d'une plus grande division sociale du travail et résultat de la révolution technologique sont apparues de nouvelles catégories de salariés liées directement au processus productif dont elles étaient auparavant écartées. Le Parti Communiste d'Espagne en défendant les intérêts généraux de la classe ouvrière, n'oubliera pas non plus les revendications spécifiques de ces catégories. Les très nombreux travailleurs qui rejoignent la production industrielle portent avec eux leur combativité mais aussi leurs préjugés inhérents aux couches sociales dont ils sont issus. Cette réalité oblige le PCE à réaliser un grand effort d'éducation politique et idéologique auprès de ces masses afin d'accélérer le processus de leur fonction sociale et de forger

leur conscience de classe. De tels objectifs ne se réaliseront que dans la lutte quotidienne des masses et contre tout courant opportuniste de droite ou de « gauche ».

Le phénomène social déterminant est la contradiction entre le capital est la contradiction entre le capital le prolétariat. Il constitue la base de l'antagonisme de classes. En conséquence tandis que la bourgeoisie et en particulier l'oligarchie financière et ses laquais tirent profit de l'accroissement économique, fruit de la sueur des travailleurs, une masse considérable d'espagnols, évaluée à plus de 7 millions, vit actuellement dans une situation misérable. Tandis que cette bourgeoisie saturée de richesse et de pouvoir chante le « miracle » et la « prospérité de l'Espagne », plus de trois millions de gens, qui ne possèdent rien, ont émigré à l'étranger, à la recherche de travail et de meilleurs salaires car la moyenne des salaires en Espagne est inférieure à la moitié de celle qui existe en Europe dans les pays capitalistes développés.

L'expérience de l'Espagne confirme ainsi la thèse marxiste : à mesure que l'économie capitaliste s'accroît, la richesse et l'indigence se polarisent. A une extrémité, la centralisation du pouvoir et de la richesse aux mains de la bourgeoisie tandis qu'à l'autre extrémité la population travailleuse présente de vastes zones de misère sociale et même de misère physique, conséquence de l'exploitation capitaliste et de la politique d'oppression de l'impérialisme militariste.

Cette réalité subsiste bien que la misère irritante et visible des bidonvilles et la pauvreté des zones agricoles où règne la grande propriété foncière aient changé d'aspect avec le dramatique exode rural l'émigration massive de la main d'œuvre, à l'étranger, la concentration de de la population active dans les grandes cités où elle subit les conséquences d'une occupation instable, le manque de logements, d'é-

coles, de services publics, d'hospitaux etc. Il est indiscutable que le capitalisme monopoliste ne peut qu'augmenter sans cesse l'exploitation des travailleurs avec toutes les séquelles inhumaines que cela entraîne.

Crise et solution démocratique aux problèmes économiques

En raison de la forme actuelle de répartition du revenu national entre les diverses classes sociales de l'Espagne et de la hausse croissante du coût de la vie, l'augmentation de la production ne peut pas être entièrement absorbée par le marché intérieur, malgré les besoins insatisfaits de millions de travailleurs.

Le développement économique de ces dernières années en Espagne est conditionné par le retard général du pays, le niveau relativement bas de la technique, la prédominance de structures agraires archaïques, le fort déséquilibre régional entre les secteurs, le chômage plus ou moins caché, les bas salaires et les vastes manifestations de misère sociale et physique qui contraste avec le luxe, l'ostentation des classes bourgeoises.

Ce retard relatif pousse les classes dominantes à se servir de l'Etat totalitaire autant pour protéger leurs entreprises mal équipées et de faible productivité que pour soutenir les bas rendements de leurs champs par des subventions par le protectionnisme officiel et l'exploitation brutale des travailleurs. Le retard les oblige surtout, à traiter avec les monopoles internationaux et avec les Etats impérialistes dont ils deviennent alors dépendants sur le plan économique, politique et militaire.

Eperonnée par le besoin de trouver une solution aux difficultés économiques et politiques, l'oligarchie financière aspire à s'échapper du cercle vicieux des contradictions économiques et sociales en s'associant plus étroitement aux monopo-

les et à l'impérialisme néo-colonial des Etats-Unis et de l'Europe occidentale. C'est pourquoi elle s'oriente vers l'incorporation de l'Espagne au Marché commun.

Le Parti Communiste d'Espagne considère le Marché Commun (Communauté Economique Européenne) comme une organisation supranationale des grands monopoles européens, destinée essentiellement à renforcer l'exploitation des travailleurs des pays membres de cette Communauté et à lutter contre le système socialiste mondial.

Les changements survenus dans la structure sociale et économique de l'Espagne et en particulier le développement industriel, exigent des importations toujours plus abondantes de biens d'équipement, de matières premières et de produits alimentaires, importations qui demandent de plus grandes ressources en devises. Mais comme les principales sources de devises (tourisme, envois des travailleurs émigrés et placements étrangers) ne peuvent suivre le système croissant des importations, il s'en suit que les exportations de marchandises espagnoles apparaissent comme un moyen d'obtenir des devises chaque jour plus nécessaires pour équilibrer le déficit que présentent les comptes de l'Espagne par rapport au monde extérieur. Le retard séculaire de l'agriculture espagnole l'empêche de s'adapter aux nouveaux besoins qui proviennent du développement actuel. Ce retard ne peut être surmonté par les mesures adoptées par le pouvoir politique de l'oligarchie, citons par exemple, la récente Loi des Contrées et Propriétés améliorables et autres dispositions dont il est fait les thèmes premiers de l'idée si malmenée de la « réforme agraire ». De même l'industrie espagnole à cause de l'insuffisance et de l'inégalité du développement de sa structure, produit peu d'articles compétitifs, ce qui amène à dénoncer le mythe du « miracle économique espagnol ». En définitive, l'industrie se heurte à de sérieux obstacles à cause de l'absen-

ce d'un vaste marché intérieur, et de nouveaux marchés extérieurs stables.

Ceci étant, devant la perspective de l'entrée dans le Marché Commun présentée par l'oligarchie financière et ses idéologues comme panacée à tous les maux du pays, l'actuel protectionnisme administratif ne pourra pas durer. Cette perspective déjà tracée dans l'accord associant l'Espagne à la Communauté Economique Européenne exige de l'industrie et de l'agriculture une augmentation notable de la productivité Et ceci implique aussi un accroissement de la production et par conséquent des marchés. D'où le besoin urgent ressenti par la bourgeoisie d'une expansion de la demande interne dont la condition préalable est la modernisation de l'agriculture et la restructuration de l'industrie et des services.

Mais comme la modernisation économique et sociale se heurte à de grands obstacles à cause du caractère de ses structures et du régime politique établi, l'oligarchie a choisi d' « équilibrer » les entrées et sorties de devises pour maintenir le type de change de la peseta, au moyen de stabilisations périodiques qui « réduisent » la « demande intérieure », ce qui équivaut à la congélation des salaires, à la hausse des prix, à l'augmentation du chômage forcé, à l'élévation des impôts et à d'autres mesures que l'oligarchie applique à son bénéfice.

Le cercle vicieux dont nous venons de parler présente donc l'ordre suivant : le maintien de l'activité industrielle exige l'augmentation des importations de biens d'équipement et aussi de produits que l'agriculture actuelle ne fournit pas en quantités suffisantes. Ceci demande plus de devises mais l'obtention de ces devises ne peut reposer fondamentalement sur les entrées que procure le tourisme, les envois des ouvriers espagnols émigrés et les placements étrangers, dépendants de la conjoncture économique et financière de l'impérialisme, elle exige une aug-

mentation des exportations nationales.

La sortie de ce cercle vicieux qui a ses racines dans l'essence des relations capitalistes, dans les contradictions sociales inhérentes au capitalisme monopoliste d'Etat, ne peut, comme le prétend l'oligarchie, se trouver dans un nouvel équilibre obtenu par la voie du néo-colonialisme économique, avec l'augmentation de placements étrangers en capital et services, et une interpénétration économique et politique plus étroite avec le Marché Commun et avec les USA. L'orientation de l'oligarchie suppose la prolongation du retard relatif du pays car pour conserver les privilèges des monopoles et des gros propriétaires fonciers elle a besoin de bas salaires, d'un manque très élevé d'emplois, de l'exode massif d'ouvriers espagnols à l'étranger et du sacrifice de la petite et de la moyenne entreprise.

Le Parti Communiste considère que l'intégration de l'Espagne dans le Marché Commun européen ne résoudra pas les problèmes brûlants auxquels l'économie espagnole fait face aujourd'hui.

C'est pourquoi il préconise une politique économique et commerciale de relations avec tous les pays, y compris l'Union Soviétique et les autres Etats socialistes, sans discrimination et sur la base de l'égalité et du bénéfice mutuel.

Cependant il ne faut pas perdre de vue que la solution démocratique des problèmes signalés plus haut dans l'intérêt des travailleurs et du progrès futur du pays, exige en définitive de briser la domination de l'oligarchie financière espagnole. Elle demande aussi le développement articulé de toutes les branches de l'économie qui aurait pour but les besoins vitaux de la population laborieuse.

Rapport des forces politiques

Le rapport des forces politiques en présence est basé sur le cadre des

relations sociales — dont le schéma a été déjà donné antérieurement — qui configurent la société espagnole. Ces relations sociales et leurs superstructures politiques actuelles ont un antécédent historique déterminant dans la guerre de 1936-39. Cet antécédent ne peut être subjectivement ignoré par ceux qui aspirent à un changement de l'Espagne actuelle, dans le sens démocratique et révolutionnaire.

Le triomphe du fascisme en 1939 a arrêté violemment le processus de développement de la lutte démocratique des masses et a intronisé la domination totalitaire de la grande bourgeoisie monopoliste.

La grande bourgeoisie monopoliste et les gros propriétaires fonciers ont provoqué la guerre civile pour éviter la faillite totale de leur hégémonie politique et pour empêcher la construction d'un nouveau système de relations économiques, politiques nationales et culturelles par les forces sociales progressistes.

Le capital monopoliste, surgi en Espagne dans la seconde décennie de ce siècle, reposait sur une base matérielle précaire et se voyait en outre menacé par un processus révolutionnaire dans lequel la lutte du prolétariat et des masses populaires mettaient en danger ses positions de classe dominante. C'est ainsi que pour survivre et prospérer dans ces conditions historiques concrètes, il lui fallait une forme d'Etat fasciste : ce fut la dictature du général Franco.

L'Etat national syndicaliste a organisé un système totalitaire compliqué d'interventionnisme économique. Il a créé de manière accélérée un ensemble d'entreprises d'Etat, des syndicats domestiqués et un puissant appareil de répression qu'il a placés inconditionnellement au service des classes victorieuses. Celles-ci se sont emparées du pays comme d'un butin de guerre et au moyen de l'ignominieux système de « l'épargne obligatoire », des salaires de famine, du grand manque d'emploi, de l'inflation

et de la vie chère, ils ont réussi à accumuler des fortunes fabuleuses.

Employant en même temps la terreur fasciste, la démagogie du « Mouvement » appelé « National » et la corruption, les forces réactionnaires, numériquement minoritaires, ont réussi à freiner considérablement la résistance populaire et à recomposer une base sociale hétérogène, mais les clientèles politiques qui avaient été attirées vers le « Mouvement » ont peu à peu diminué sous le coup de la lutte de la classe ouvrière et de l'aggravation des conflits de classes, les grands problèmes posés par la vie et la société espagnole n'ayant pas été résolus.

Le régime qui avait prétendu en finir avec la lutte de classes grâce au mythe de l'Etat national-syndicaliste, s'est vu obligé de changer la façade, de rechercher de nouveaux équilibres, en dosant la terreur par des manœuvres consacrées à adapter le système institutionnel du régime franquiste aux conditions nationales et internationales actuelles pour prolonger la domination de l'oligarchie financière par des concessions indispensables et surtout par l'installation à des postes lucratifs et influents du nouveau personnel politique et bureaucratique, qui a gravi tous les échelons de commandement au cours de longues années de tyrannie et de corruption.

Ce procès a conduit à une « déphalangisation » lente de l'échafaudage institutionnel et de l'idéologie officielle et parallèlement à l'escalade d'autres forces réactionnaires, parmi lesquelles se détache l'organisation politico-religieuse de l'« Opus-Dei », qui détient aujourd'hui en Espagne des positions clefs dans l'économie, dans le système bancaire, dans l'enseignement, les moyens de communication et la recherche scientifique, et, qui agit comme un parti du gouvernement.

Eléments pour une stratégie révolutionnaire

Le régime actuel et les « prolongements » avec lesquels il aspire à se maintenir (Prince, Cortès, etc) sont, par leur essence même, la dictature du capital monopoliste personnifiée dans l'oligarchie financière. Plus encore, ce régime défend de la manière la plus absolue et la plus « rentable » les intérêts égoïstes de cette oligarchie et de la grande bourgeoisie en général. C'est pourquoi la lutte quotidienne aujourd'hui décisive des masses populaires contre la forme fasciste de l'Etat monopoliste espagnol, contribue, objectivement, à affaiblir et extérioriser davantage l'essence réactionnaire de tout le système que cet Etat défend et représente. Au contraire, l'Etat que les forces populaires révolutionnaires aspirent à créer, doit avoir nécessairement un caractère anti-monopoliste, anti-bourgeois et socialiste.

Cette réalité est évidemment en contradiction avec la thèse carrilliste de la « révolution dans la liberté » comprise comme un mélange de socialisme ou — pour exprimer cela avec ses propres paroles — « l'option qui s'offre à la petite et moyenne bourgeoisie, à l'ensemble de la bourgeoisie non monopoliste est de s'insérer dans la perspective d'une démocratie antiféodale et antimonopoliste, co-existant et collaborant pendant une ou deux générations, avec les formes d'un capitalisme d'Etat démocratique, au cours d'une longue période où leurs intérêts seront garantis dans la perspective d'une intégration personnelle et familiale, progressive, aux formes futures de l'économie socialiste. » (« Après Franco, quoi ? » p. 72-73) Cette thèse révisionniste déforme et dénature un phénomène essentiel analysé par Lénine et repris dans le programme du PCE, approuvé par le VI^e congrès, phénomène exp'i-

quant que : « à partir du capitalisme monopoliste on ne peut reculer vers un néo-libéralisme économique, rêve utopique bourgeois ; on peut seulement aller de l'avant, vers le socialisme ». (Programme du PCE. 1960, p. 63).

La thèse révisionniste de Carrillo ne peut s'expliquer que dans le cadre d'une abdication devant les difficultés de la lutte et par le désir de se placer à l'intérieur d'un modèle de la bourgeoisie « européenne » qu'il appelle « évolutionniste » dont les suggestions sensibilisent les carrillistes à tel point que dans leur presse ils publient (voir « Monde Ouvrier » carrilliste du 6-11-70 p. 5) les thèses du comte de Motrico, qui coïncident avec l'idée déjà mentionnée de Carrillo sur le « collaborationnisme » de classe. Le comte de Motrico plaide en faveur d'une Espagne européenne dans la « coexistence du socialisme et de l'initiative privée et l'intégration des Partis Communistes dans le système démocratique ». Et c'est ce que Carrillo appelle « accepter le jeu démocratique ». C'est là son « capitalisme d'Etat démocratique ».

Mais la réalité espagnole est obstinée. Sur le terrain des intérêts de classe s'affrontent aujourd'hui en Espagne deux tendances de base socio-politique irréconciliables ; d'un côté l'oligarchie financière qui essaie de raffermir son pouvoir en s'associant plus étroitement aux monopoles étrangers et au système politique et militaire de l'impérialisme, en donnant aux institutions une apparence « néo-capitaliste » ; de l'autre côté l'opposition anti-monopoliste avec à sa tête la classe ouvrière.

Pour mener à bout ses desseins, la grande bourgeoisie s'efforce d'« intégrer » des secteurs intermédiaires et aussi des éléments actifs du mouvement ouvrier. Et ses cheffillons les plus lucides rêvent d'avoir leur « parti ouvrier bourgeois ».

La bourgeoisie comprend parfaitement que les forces qui s'opposent à elle, ou, pourraient s'opposer pour défendre leurs intérêts de classe irréconciliables, seront irrésistibles si elles ont à leur tête une avant-garde aguerrie qui maintienne fermement le gouvernail des objectifs de classe et sache manœuvrer et diriger tout le torrent de l'opposition pour briser la domination politique et économique du grand capital et entreprendre la construction d'un nouvel ordre social.

Le développement du capitalisme monopoliste d'Etat a accentué le caractère parasitaire de la classe bourgeoise. En effet les fonctions exécutives dans la sphère de la production sont de plus en plus assumées par une caste de dirigeants appelés « technocrates » qui exercent un pouvoir autocratique sur toutes les sphères de la vie sociale et qui ont pour principal mobile de leur enrichissement.

Les deux tendances de base socio-politique irréconciliables auxquelles nous faisons allusion plus haut, se présentent très différemment. La tendance oligarchique conservatrice et réactionnaire apparaît dans deux variantes que pour simplifier nous appellerons gouvernementale et d'opposition. La première, la variante gouvernementale s'est formée dans l'idéologie et la pratique de la dictature franquiste qui emploie des méthodes de répression brutale contre les travailleurs et promulgue des lois qui étouffent toute critique ou tentative de caractère démocratique, comme par exemple les modifications de la loi archiréactionnaire de l'Ordre Public. La deuxième variante, celle dite d'opposition, représentée aujourd'hui par Areilza, Ruiz Giménez, Satrustegui, Tierno, Galván etc, préconise des formes de libéralisation. Ces variantes, l'une aussi bien que l'autre, cherchent à étayer la domination de l'oligarchie financière avec l'ai-

de de l'impérialisme international. Les représentants des deux variantes poursuivent les mêmes objectifs de classe, s'efforcent d'associer l'Espagne à l'agressif bloc impérialiste de l'OTAN.

C'est pourquoi il faut en conclure que l'essence de la variante d'aspect « libéralisant » est aussi réactionnaire, si l'on ne perd pas de vue l'angle des intérêts de la classe ouvrière et des forces anti-monopolistes. Ce qui ne nous empêche pas de constater que cette variante d'opposition présente des différences appréciables lorsqu'elle dénonce l'aspect fasciste de la dictature bourgeoise et lorsqu'elle défend des droits et des libertés dans le contexte d'une démocratie bourgeoise à laquelle elle aspire. Cette différence — entre la variante gouvernementale et la variante d'opposition — est une différence de tactique importante qui transforme une partie de la bourgeoisie en opposition. Elle provient d'une vision plus ample de l'avenir car elle sait qu'elle devra affronter un mouvement ouvrier toujours plus puissant et c'est pour cela qu'elle essaie de créer des structures bourgeoises moins rigides et mieux articulées afin de canaliser les conflits sociaux. Tout ceci donne à la classe ouvrière la mesure des possibilités d'accord et de leurs limites avec ces forces dans la lutte pour des objectifs intermédiaires de grande importance : l'amnistie, les libertés d'expression, d'association des partis et syndicats de classe, la reconnaissance des droits des nationalités, la dissolution de la brigade politico-socialiste, des tribunaux d'exception et autres objectifs démocratiques.

La politique de l'oligarchie financière a créé une réalité sociale et économique extrêmement pénible pour les masses travailleuses espagnoles ayant pour conséquences le chômage ouvrier, le manque d'emploi endémique à la campagne, l'augmentation croissante du coût de la vie, l'exode rural, l'émi-

gration, la crise du logement, les problèmes de la santé publique, de l'enseignement, des services communaux et ruraux et de l'agriculture en général, sans parler des droits démocratiques et des libertés nationales que ce régime foule aux pieds

Une telle situation objective rend possible l'incorporation de vastes secteurs sociaux dans la lutte pour la véritable solution des problèmes vitaux qui affectent les intérêts de la grande majorité du pays. Devant cette réalité, le Parti Communiste et les autres forces politiques ouvrières peuvent et doivent établir des accords tactiques avec des forces politiques non prolétaires mais avec lesquelles existent des coïncidences pour la réalisation d'objectifs démocratiques. De semblables accords, pour être solides et efficaces doivent se baser sur un bloc ouvrier dont la formation réclame l'unité d'action du PCE et des autres organisations de tendance socialiste, l'entente de classe avec tous les travailleurs, indépendamment de leurs croyances religieuses et de leurs appartenances nationales.

Le progrès national et la lutte de classes

Le problème national reste l'un des plus mystifiés par les idéologues des classes gouvernantes d'Espagne pour lutter contre les aspirations démocratiques et le désir de progrès social des masses travailleuses.

Pour aborder cette question nous devons en premier lieu partir d'un fait indéniable. L'Espagne est une entité multi-nationale historiquement formée, que la dictature fasciste totalitaire a foulée aux pieds mais n'a pas pu détruire.

Ceci a montré la vitalité des nationalités qui peuplent l'Espagne et en même temps l'échec du régime oligarchique dans ses efforts

pour écraser la minorité de Catalogne, d'Euzkadi et de Galicie, personnalités que les apologistes du franquisme appellent « particularisme régional ».

En abordant le problème national, nous, communistes espagnols, nous soutenons la conception marxiste-léniniste de la nation en tant que phénomène historique surgi sur la base d'une communauté de territoire, d'économie, de langue et de psychologie qui se manifeste dans les particularités de la culture et du mode de vie.

En Espagne, de même que dans les autres États bourgeois contemporains il faut distinguer dans la question nationale deux aspects intimement liés mais différents. L'un d'eux est l'aspect national spécifique, l'autre est l'aspect de classe. Ce dernier est stable et déterminant parce que dans une société antagonique, les classes se distinguent par le lieu qu'elles occupent dans le mode de production sociale, par le rôle qu'elles jouent dans l'organisation sociale du travail, par leur relation avec les moyens de production, par la forme et la proportion selon lesquelles elles perçoivent une partie de la richesse sociale, et en conséquence, par le niveau de vie et par la mentalité.

Si nous regardons la société espagnole à travers ce prisme, nous aurons le tableau suivant : l'ouvrier basque, catalan, castillan, galicien ou andalou s'identifie pleinement en tant que membre de la classe dépossédée de moyens de production, salariée et exploitée. Tandis que l'oligarchie financière, les Urquijo, Villalonga, Ibarra, Fierro Domecq, Aznar, Rivera Rovira et d'autres encore s'intègrent dans la classe des exploités, maîtres souverains des moyens de production et des richesses nationales. Les ouvriers espagnols ne doivent jamais oublier que le noyau dominant du capitalisme espagnol contemporain se base sur un pacte

triangulaire entre les bourgeoisies catalanes, basques et castillanes. Ils ne doivent pas oublier non plus que dans la société capitaliste espagnole n'a jamais existé une « vocation nationale » unique, au-dessus des classes et que les forces nationalistes bourgeoises ont toujours sacrifié les libertés nationales sur l'autel de leurs intérêts de classe. C'est pourquoi les liens nationaux sont objectivement subordonnés aux liens de classe. Entre exploités et exploités existe une lutte permanente et irréconciliable qui constitue la force motrice de la société espagnole, autant dans les périodes de « calme relatif » que dans celles de fortes commotions révolutionnaires.

Au cours de son développement capitaliste, l'Espagne est passée par deux grandes étapes en ce qui concerne la question nationale. La première comprend la naissance et la formation des nationalités qui peuplent le territoire espagnol, ainsi que l'éveil des mouvements nationaux, étape qui coïncide avec le processus de destruction des structures féodales. La seconde étape voit le développement des relations capitalistes, l'expansion et la consolidation d'un marché national unique, les migrations de la population surtout vers la Catalogne et le pays basque, centres industriels d'attraction de la main d'œuvre ; l'augmentation des moyens de communication et les premières poussées du capital monopoliste. La face politique de cette deuxième étape s'affirme dans la période de la République de 1931 et de la guerre nationale révolutionnaire du peuple espagnol, période durant laquelle le parlement républicain accorda les statuts d'autonomie à la Catalogne et à Euzkadi — la nationalité galicienne ne put exercer son droit à l'autonomie car son territoire resta pendant toute la guerre occupé par les factieux — Pendant la guerre, les liens qui unissaient les masses travailleuses et les secteurs progressis-

tes des nationalités espagnoles qui luttèrent contre un ennemi commun, contre les forces réactionnaires indigènes et les forces d'intervention italo-germaniques, pour la démocratie, l'indépendance nationale et le progrès social, se firent encore plus étroits.

L'implantation du fascisme dans toute l'Espagne en 1939, conséquence de la victoire militaire des classes réactionnaires sur le peuple, a supposé l'écroulement des libertés nationales et des conquêtes sociales des peuples des nationalités espagnoles (annulation des statuts de Catalogne et Euzkadi, des Conseils économiques ; interdiction d'employer les langues nationales, interdiction du folklore, des coutumes traditionnelles et en général, de toute manifestation progressiste des cultures nationales). Mais comme le sentiment national est dans les peuples l'un des plus profonds, enraciné tout au long des siècles de vie commune, ce sentiment n'a pu être extirpé. Au contraire il a reparu au cours des vicissitudes de la lutte contre la dictature franquiste, comme une partie intégrante de l'action pour la démocratie. Les prouesses des basques Larranaga et Asarta, du castillan Dieguez, du catalan Girabau, du galicien Barreiro, de l'asturien Rodriguez et de tant d'autres héros qui versèrent ensemble leur sang pour la liberté et le progrès pour tous les peuples d'Espagne, symbolisent la lutte contre la tyrannie.

Au moment où nous assistons à une réapparition de la personnalité nationale des peuples d'Espagne, il se produit un rapprochement entre tous les travailleurs espagnols : basques, catalans, galiciens, castillans, andalous, ceux de l'Estrémadure et autres, qui les unit dans l'armée des exploités, phénomène typique enregistré durant ces dernières décades d'intenses migrations de population vers la Catalogne, l'Euzkadi, vers d'autres centres industriels traditionnels, vers ceux qui ont surgi ces der-

nières années, et vers Madrid (1) en premier lieu. Ce rapprochement se produit aussi entre les dizaines de milliers de travailleurs espagnols qui émigrent à l'étranger.(2)

En Espagne, tout cela est le résultat de l'action de la loi générale du capitalisme qui internationalise, dans un processus accéléré, la vie économique, politique et spirituelle.

Sur le problème national, les projets carrillistes montrent aussi une inconsistance évidente. Par leur éloignement des principes du marxisme-léninisme ils y font apparaître le divorce entre le national et l'international. Ainsi Carrillo soutient que « sans aucun doute la marche vers la normalisation des relations (entre l'Espagne et les pays socialistes) est en accord avec les intérêts d'Etat des pays socialistes mais n'est pas en accord avec les intérêts actuels de l'opposition démocratique en Espagne. Dans ce dilemme nous optons en faveur des intérêts de l'opposition démocratique qui sont en définitive ceux de l'Espagne ». A cette question, succède celle qui substitue l'évaluation marxiste du rôle joué par la bourgeoisie nationale dans la dynamique sociale de l'Espagne de nos jours, par une simple considération psychologique qui conduit les carrillistes à accepter l'hypothèse suivante :

Au premier plan de la lutte actuelle contre la dictature franquis-

(1) Les mouvements de migration enregistrés en Espagne dans la période comprise entre 1962 et 1969 (62 et 69 inclus) ont affecté 3 139 258 personnes. (Annuaire du Marché espagnol, édité par la banque espagnole de Crédit.)

(2) Selon des statistiques officielles, un dixième de la population espagnole vit et travaille hors de nos frontières

te et pour la démocratisation de l'Espagne, se trouve la partie la plus intelligente de la bourgeoisie qui se sépare de la dictature.

Un autre des apports « constructifs » des carrillistes au problème national en Espagne consiste dans la confusion qu'ils suscitent en faisant une étude aux légères teintes marxistes sur la fonction de l'Etat espagnol centralisé et sur l'origine du développement des nationalités. Malgré le recours à l'appui des historiens de l'Espagne dont l'autorité est reconnue, tels que Bosch et Guimpera, le Père Mariana, Rafael Aliamira, Menéndez y Pelayo, Vicens y Vives, les carrillistes ne parviennent pas à réaliser une analyse profonde et documentée de ces questions complexes. Ils s'évadent sur les vastes champs de l'histoire à toutes les époques, élaborant, parmi des élucubrations très étranges, la « basquisation » du globe terrestre, manifestation toute nouvelle qui sent très fort le chauvinisme.

A côté du problème national, existe aussi en Espagne le phénomène du régionalisme qui a sa plus forte expression en Navarre, à Valence et aux Canaries. Ce phénomène consiste dans la persistance relative de certaines particularités économiques, ethniques et culturelles.

La solution des problèmes qu'implique le régionalisme ne peut être obtenue, comme l'affirment les carrillistes, avec une atomisation du pays en régions, c'est-à-dire avec une régionalisation qui supposerait un frein au développement des forces productives à l'échelon de tout le pays. La régionalisation carrilliste ressemble au cantonalisme défendu par les révolutionnaires petits-bourgeois dans la deuxième moitié du siècle dernier. Sous la domination du capital monopoliste d'Etat aucune tentative « régionaliste » ne peut prospérer ni liquider les inégalités sociales et économiques entre les régions.

Les promoteurs de cette tentative ignorent ou veulent passer sous silence, dans un but de prosélytisme domestique, que le mécanisme productif, la division du travail social, les dimensions des secteurs, les infrastructures et la structure même du marché — malgré ses disproportions, son étrangement et sa précarité — existent au niveau de l'Espagne toute entière, c'est à dire, à un niveau multinational. Il est hors de doute que dans l'intérêt du pays, le futur pouvoir démocratique et populaire ne démembrera pas et ne « régionalisera » pas mais il concentrera, consolidera et articulera de façon rationnelle les structures productives de l'Espagne pour donner une solution au problème de la « décentralisation démocratique de l'Etat » ne peut pas non plus cacher sur ce problème l'opportunisme des carrillistes.

Le Parti Communiste d'Espagne a déclaré que le principe de l'internationalisme prolétarien est décisif pour obtenir l'unité des forces qui luttent contre le pouvoir économique et politique de l'oligarchie financière. Dans la situation actuelle de l'Espagne, ce principe n'est pas seulement le drapeau du combat de toute la classe ouvrière mais il est aussi l'expression claire des revendications nationales des peuples de la Catalogne, d'Euzkadi et de la Galicie.

Le Parti Communiste d'Espagne est ennemi de tout nationalisme bourgeois et du séparatisme petit-bourgeois toujours opposés aux intérêts des peuples, des nationalités espagnoles et il fait sien les conseils de Lénine de ne pas pervertir la conscience du prolétariat, de ne pas briser son unité dans la lutte politique contemporaine — comme le font les carrillistes — de ne pas cacher la lutte de classes, de ne pas tromper les ouvriers par des phrases pompeuses démocratico-bourgeoises. En un mot, il veut éduquer les mas-

ses travailleuses dans l'esprit de l'internationalisme prolétarien.

Le Parti Communiste considère que dans la mission d'émancipation de la classe ouvrière espagnole il faut aussi inclure le devoir de stimuler et de développer les liens démocratiques et progressistes nationaux qui existent dans les peuples d'Espagne en écartant en même temps toute tentative d'utiliser ces liens comme antithèse de la révolution antimonopoliste et populaire et comme manœuvre de pression pour sauvegarder les intérêts mesquins des bourgeoisies nationalistes.

Bien que la solution du problème national (et régional) en URSS ait quelques particularités, l'expérience accumulée par le Parti Communiste de l'Union Soviétique et sa contribution théorique au problème national, possèdent une valeur universelle et représente une aide pour les Partis Communistes et Ouvriers qui, comme celui de l'Espagne, affrontent ce problème.

Dans un pays multinational comme l'Espagne, le Parti Communiste considère que sans la conquête du pouvoir politique par la classe ouvrière, c'est-à-dire, sans l'instauration de la dictature du prolétariat il n'est pas possible de trouver une solution complète au problème national.

En partant de l'actuelle structure sociale (et économique) du pays, on ne peut prévoir au sujet du développement des antagonismes de classe et des relations nationales actuelles, que la solution du problème national devra passer en Espagne par deux phases : la première est comprise dans les transformations que réalise la révolution antimonopoliste et populaire, la deuxième correspond à la révolution socialiste.

Le Parti Communiste reconnaît l'indéniable droit des nationalités d'Espagne à l'autodétermination qui comprend : a) la libre détermina-

tion pour se séparer ou s'unir dans une communauté multinationale d'Etat, sur la base de la liquidation de tous les genres de discrimination, du respect mutuel, de l'aide réciproque et de la contribution au progrès général de l'Espagne et à la défense de son intégrité nationale, b) la conscience de ce qui, pour que les peuples des nationalités d'Espagne puissent exercer le droit à l'autodétermination, il faut la destruction du régime franquiste, pouvoir de la grande bourgeoisie espagnole, ce qui ne peut être réalisé qu'au moyen de la lutte des forces populaires et des secteurs progressistes unis dans un Front démocratique et révolutionnaire.

C'est pourquoi, fidèle au droit des peuples à l'auto-détermination, le Parti Communiste a appuyé la concession des Statuts d'autonomie à la Catalogne et à Euzkadi dans les conditions d'une République démocratique comme celle de 1931 ce qui représentait un grand progrès dans la solution du problème national en Espagne. Pour ces mêmes raisons il a plaidé en faveur de la concession d'un Statut similaire à la Galicie.

Cependant, alors que l'Espagne se dirige vers une révolution antimonopoliste et populaire, la solution carrilliste d'un rétablissement immédiat des Statuts de la Catalogne, d'Euzkadi et de la Galice, accordés il y a près de 40 ans, même conçue comme une mesure transitoire, signifie une restriction au droit des peuples à la libre détermination, et une issue occasionnelle qui ne correspond pas à la situation actuelle.

Le Parti Communiste se prononce pour une solution démocratique des inégalités entre les différentes régions d'Espagne, au moyen de la mise en pratique d'un plan général pour donner une impulsion aux structures sociales et économiques des plus arriérées des régions, des groupes de population,

des secteurs, etc. Ce plan général, dans l'esprit du PCE signifierait en réalité l'aide fraternelle des travailleurs et secteurs progressistes des régions industrialisées à la population des régions moins développées, ce qui n'a rien à voir avec les « pôles de développement » et les « plans » du franquisme qui répondent, fondamentalement, aux intérêts des capitalistes.

Notre alternative

La réalité du pays est très différente de l'image qu'en donne la propagande officielle qui affirme que l'Espagne est un Etat de droit et de justice sociale, une « démocratie organique » avec une économie en pleine expansion qui configure la dite « société de consommation », sans conflits sociaux aigus.

L'Espagne est un régime dictatorial et autocratique au service des monopoles. Son volumineux échafaudage institutionnel de Cortès et de Conseils, avec toute sa constellation de lois et de « fueros », n'altère pas son essence réactionnaire.

Le peuple espagnol se voit privé des droits et libertés démocratiques les plus élémentaires. Sa résistance à la tyrannie et à l'exploitation capitaliste est brutalement réprimée par un monstrueux mécanisme coercitif, dont les engrenages principaux sont les tribunaux d'ordre public, les conseils de guerre, la brigade la police armée, l'appareil bureaucratique vertical et d'autres...

L'Espagne est un pays industriel-agraire, placé entre ceux de haut développement industriel et les pays sous-développés, avec une économie très dépendante des monopoles internationaux.

Dans cette *sui generis* « société de consommation », les conditions de vie matérielles des masses travailleuses sont pénibles. Il suffirait de dire que le budget des dépenses

familiales minimum, quotidien, pour Madrid, est de 346 pesetas, selon le « Bulletin de l'entreprise et d'action sociale », alors que le salaire officiel minimum est de... 136 pesetas. 61 pour cent des salariés touchent aujourd'hui moins de 7000 pesetas par mois et 17 pour cent seulement atteignent les 10 000 pesetas. 1 630 000 familles, c'est-à-dire sept millions d'espagnols, ont des revenus inférieurs à 2 500 pesetas par mois, et 20 pour cent de la population perçoit entre 5 et 6 pour 100 du revenu national, chiffre qui stagne depuis plusieurs années. La « société de consommation » espagnole ne donne pas aux masses travailleuses l'accès à la culture. L'Espagne enregistre un niveau de scolarité bas, et c'est pour cela que l'analphabétisme est toujours un problème.

Tout ce qui vient d'être exposé et d'autres problèmes urgents auxquels se heurte le pays demandent un profond changement révolutionnaire.

L'Espagne ne se trouve pas aujourd'hui devant la perspective d'une révolution démocratique bourgeoise. étant donné que, fondamentalement, celle-ci s'est réalisée le long d'un processus douloureux et complexe durant la seconde moitié du 19^e siècle et les premières décades du 20^e. Elle ne se trouve pas non plus en perspective immédiate d'une révolution démocratique séparée de la révolution socialiste par une ou deux générations, dans laquelle cohabiteraient pacifiquement bourgeois et travailleurs agricoles, et où la bourgeoisie s'incorporerait petit à petit prolétaires, propriétaires terriens et à la construction du socialisme, ainsi que le prétendent les carrillistes avec leur « démocratie économique et politique. » En attendant cette situation idyllique, les carrillistes se consacrent assidûment, comme les faits le démontrent, à intégrer la classe ouvrière espagnole dans le système du capitalisme monopoliste.

Le degré élevé d'interpénétration atteint par le pouvoir économique et

politique dans le système capitaliste monopoliste d'Etat qui règne en Espagne, conduit inévitablement à ce que *tout changement révolutionnaire ait un caractère antimonopoliste sur le plan économique, et démocratique populaire sur le plan politique* ; c'est à dire, que ce sera une révolution antimonopoliste et populaire, qui constituera la première étape sur le chemin révolutionnaire ininterrompu vers l'établissement du régime socialiste.

a) *La perspective de la révolution antimonopoliste et populaire.*

— L'objectif de la révolution antimonopoliste et populaire sera de briser les bases du pouvoir économique et politique de la grande bourgeoisie et de ses alliés. La forme concrète et historique de ce pouvoir, c'est le régime franquiste.

— A ce régime et à sa continuation, la monarchie de Juan Carlos, le Parti Communiste et la classe ouvrière opposent comme alternative réelle, la République démocratique et populaire. Pour l'établissement de cette République, la tâche immédiate de toutes les forces populaires est le renversement du pouvoir de l'oligarchie financière, sans quoi il n'y a pas de possibilité de progrès social pour l'Espagne.

La liquidation de la dictature franquiste ne peut être l'œuvre de la spontanéité mais le résultat des efforts solidaires de la classe ouvrière et des autres forces démocratiques. Le peuple espagnol n'a pas cessé un seul instant de combattre la dictature, mais le niveau de lutte est aujourd'hui encore insuffisant. Pour l'intensifier et l'amener jusqu'à ces ultimes conséquences, il est nécessaire pour forger l'unité de la classe ouvrière en tant que force fondamentale du processus révolutionnaire. Cette unité est possible à condition que le parti marxiste-léniniste soit capable d'organiser la classe ouvrière et de lui inculquer la conscience de sa force et de ses objectifs révolutionnaires, tant les immédiats que les finaux.

— Pour en finir avec la dictature franquiste, la formation d'un large Front démocratique et révolutionnaire est nécessaire, constitué par la classe ouvrière et toutes les couches sociales dont les intérêts sont lésés par le capital monopoliste. Ce front sera consolidé par l'alliance ouvrière et paysanne et dirigée par le prolétariat.

— La lutte du peuple, orientée par le Front démocratique et révolutionnaire, débouchera sur une situation révolutionnaire, qui mettra en crise tout le régime de la dictature. L'expérience de toutes les révolutions sociales écoulées jusqu'à présent permet d'affirmer que la bourgeoisie monopoliste et ses alliés (en tant que classe gouvernante) n'abandonneront jamais leurs principes, ne renonceront pas au pouvoir politique et offriront une résistance désespérée pour conserver leurs privilèges. Pour la vaincre, les forces révolutionnaires devront dominer toute la gamme des formes de lutte, pacifiques comme armées, et utiliser celles qu'objectivement exigent les circonstances. Le Parti Communiste devra être préparé à ces éventualités. Par formes de luttes pacifique, nous marxistes, entendons : les grèves économiques et politiques, les manifestations de rue, les occupations d'usines et de terres, les boycotts, la lutte électorale et parlementaire, la lutte syndicale, le travail d'agitation et de propagande massive et d'autres ; par formes de lutte armée, le mouvement guérillero, la guerre civile, la guerre contre les agressions impérialistes, etc...

— La conquête du pouvoir politique par ladite coalition de forces mènera à la formation d'un gouvernement qui par son caractère, sera populaire et révolutionnaire et ouvrira la phase antimonopoliste et populaire, dans laquelle subsisteront encore des relations capitalistes de production.

Telle est notre interprétation des tendances prévisibles en Espagne, coïncidant pleinement avec l'expé-

ce internationale. Comme se déduit de la conclusion donnée par la Conférence des Partis Communistes et Ouvriers de 1969 : « à mesure que se développe l'unité d'action antimonopoliste et antiimpérialiste, mûrissent les conditions favorables à l'union de tous les courants démocratiques en une alliance politique capable de limiter d'une manière décisive le rôle des monopoles dans la vie économique du pays, de mettre fin à la domination du grand capital et d'établir un régime qui réalise les transformations politiques et économiques radicales, créant ainsi les conditions les plus propices à la poursuite de la lutte pour le socialisme ».

Le gouvernement populaire et révolutionnaire aura comme tâche immédiate de rétablir les libertés démocratiques, accorder une amnistie générale pour les prisonniers et exilés politiques et adopter des mesures urgentes pour améliorer les conditions de vie et de travail du peuple espagnol. En même temps, il élaborera un programme qui, au sens du Parti Communiste, pourrait se composer, entre autres, des éléments essentiels suivants :

1 - Transformation révolutionnaire de la structure économique. Cela impliquera l'adoption de mesures (menées à leur terme par le gouvernement populaire et révolutionnaire) qui éliminent ou restreignent l'exploitation basés sur le grand capital ; la nationalisation de toutes les entreprises et capitaux appartenant aux monopoles nationaux et étrangers ;

2 - Formation du secteur de l'Etat de l'économie espagnole sur la base de la nationalisation des complexes industriels et du système de distribution, appartenant au grand capital national et étranger ; les entreprises du I.N.I. et des monopoles de l'Etat resteront comprises dans le secteur de l'Etat ;

3 - Nationalisation de la banque, des sociétés d'assurances et des grandes compagnies immobilières ;

4 - Contrôle des changes et du monopole de l'Etat de l'achat et la vente de devises ;

5 - Contrôle du commerce extérieur ;

6 - Réalisation d'une profonde réforme agraire ;

7 - Implantation d'un système fiscal démocratique en faveur des travailleurs et de tous les contribuables modestes, qui vivent accablés par les impôts et les contributions ;

8 - Reconnaissance du droit pour les nationalités d'Espagne à l'autodétermination ; liquidation des restes du colonialisme espagnol ;

9 - Transformation démocratique-révolutionnaire de l'appareil d'Etat et du droit ;

10 - Démocratisation des forces armées ;

11 - Application d'une politique extérieure orientée sur la défense de la paix et de la coexistence pacifique entre Etats de différents régimes sociaux et politiques, ce qui entraînerait le démantèlement des bases militaires yankees en Espagne et la dérogation des accords militaires souscrits avec les USA et autres pays capitalistes ;

12 - Séparation de l'église et de l'Etat ;

13 - Démocratisation du système d'enseignement et de l'université ; facilités pour que les travailleurs puissent accéder à l'instruction, la technique et la science.

b) *La perspective socialiste.*

Le passage de la première phase de la révolution espagnole, la révolution antimonopoliste et populaire, à la seconde, la révolution socialiste, est sujet à des lois générales et, par conséquent coïncidera fondamentalement avec l'expérience de l'Union Soviétique et d'autres pays socialistes, qui est le Léninisme mis en pratique. Naturellement la transformation socialiste en Espagne aura des particularités propres, issues de son histoire, de son développement, de ses traditions, et l'assujettira à la

combinaison de forces politico-sociales et à l'incidence de facteurs extérieurs ; c'est-à-dire à la corrélation entre le capitalisme et le socialisme à l'échelle mondiale.

Entre la première et la seconde phase de la transformation révolutionnaire de la société espagnole, il ne peut y avoir de barrière infranchissable, ni non plus une phase intermédiaire, hybride. La liquidation du domaine économique-politique des monopoles, qui se passera au travers d'une lutte très aigüe, ne signifie pas que la contradiction Capital Travail disparaisse. Mais étant donné que le capital monopoliste est la colonne vertébrale de la structure capitaliste espagnole, son abolition représenterait le début de la démolition des relations capitalistes dans notre pays.

La marche ininterrompue à la phase socialiste dépendra de l'amplitude et de la profondeur des transformations socio-économiques et du déploiement du mouvement de masse et de tous les travailleurs ; il dépendra de ce que ces forces exigent la réalisation de mesures de type socialiste (à travers des actions puissantes et variées) et de ce que le Parti Communiste unisse toutes les organisations disposées à instaurer le socialisme en Espagne, accomplissant de cette façon le rôle d'Etat major de la révolution socialiste.

Dans ce contexte, l'armée politique de la révolution socialiste se formera peu à peu, à condition que s'accomplissent deux tâches intimement liées : la formation de l'unité de la classe ouvrière propre, sur des positions anticapitalistes et la consolidation de l'alliance combattive des masses travailleuses prolétaires et non prolétaires, aiguës contre l'exploitation capitaliste. A ce sujet, Lénine disait : « Le prolétariat agit en tant que classe réellement révolutionnaire ; authentiquement socialiste, uniquement quand dans ses manifestations et actes, il procède en tant qu'avant-garde de

tous les travailleurs et exploités, en tant que chef de ceux-ci dans la lutte pour renverser les exploités »

La révolution socialiste commence par la prise du pouvoir politique, par la classe ouvrière et ses alliés et par la destruction révolutionnaire des vieilles relations sociales, quelles que soient les façons dans lesquelles elle se réalise.

Avec leur énergie révolutionnaire les masses laborieuses sont l'unique et véritable force qui peut mener à terme la transformation socio-économique radicale de la société capitaliste espagnole.

Le pouvoir politique qui s'instaurera sera la dictature du Prolétariat, la démocratie pour l'immense majorité de la population, pour les travailleurs, ce qui la différencie, radicalement, de tous les types antérieurs de démocratie. La dictature du prolétariat est la forme d'alliance entre la classe ouvrière et les nombreuses couches laborieuses non prolétaires : travailleurs de la campagne, petite bourgeoisie urbaine, intellectuels progressistes, etc... Les travailleurs des campagnes sont toujours aujourd'hui le principal allié de la classe ouvrière espagnole.

La forme qu'aura la dictature du prolétariat en Espagne et le rythme de la transformation socialiste des divers aspects de la vie sociale espagnole, ne sont pas prévisibles aujourd'hui ; par contre ce que l'on peut affirmer c'est qu'elles auront des particularités spécifiques, qui se combineront avec les traits essentiels de vigueur universelle. L'objectif de ce pouvoir consistera en le renversement complet du capital, en l'écrasement de la résistance des exploités et de leurs tentatives de restauration du vieil ordre, en l'instauration et la consolidation définitive du socialisme.

Dans cette perspective, la révolution socialiste en Espagne, comme dans un quelconque autre pays, se verra influencée par deux facteurs extérieurs : d'un côté par la

solidarité du système socialiste mondial, lequel a créé les prémisses pour accélérer le processus historique et la marche au socialisme dans le monde entier, et, de l'autre, par la pression et la menace de l'impérialisme, qui peut arriver jusqu'à patronner une intervention armée pour rétablir le pouvoir des capitalistes.

L'établissement du régime socialiste en Espagne sera le résultat naturel du développement de la lutte des classes (des antagonismes sociaux) et de l'activité révolutionnaire de la classe ouvrière, la classe la plus progressiste de la société espagnole, habituée aux luttes politiques contre le capital, capable d'affronter toutes les épreuves, adversité et grands sacrifices qu'impose l'avenir historique, porteuse de la culture des villes et de l'industrie, et apte à entretenir cette culture et à la rendre accessible à tous les travailleurs.

Le socialisme substituera à une économie basée sur la propriété privée des moyens de production et sur l'exploitation des travailleurs salariés, un moyen de production fondé sur la propriété socialiste et sur la collaboration et aide mutuelle entre les travailleurs. Le socialisme impulsera aussi la collectivisation dans les campagnes et la coopération des petits producteurs dans les villes, d'après le principe du volontariat.

A côté du secteur de l'état de l'économie en régime socialiste, co-existera, pendant une longue période, la petite production urbaine et rurale, à laquelle l'Etat prêtera aide et protection.

Le socialisme établira une direction centralisée pour mettre la production sociale au service du peuple et organiser le travail et la distribution, arrangé à un plan économique d'ensemble. La planification socialiste est, par son essence, diamétralement opposé à la planification indicative de l'économie capitaliste. Les plans de Développement Economi-

que et Social, mis en œuvre par les gouvernements franquistes, ont pour objectif commun et principal de contribuer à obtenir le bénéfice maximum capitaliste, alors que la planification de l'économie espagnole, sur des principes socialistes, aurait pour but le bien-être du peuple et la prospérité du pays.

— Le socialisme balayera tous les obstacles qui gênent le développement des forces productives et permettra de conjuguer les progrès de la révolution scientifico-technique avec la supériorité des relations socialistes de production.

Le socialisme incorporera les travailleurs dans la direction du pays, sur tous les points : économique, politique, social, militaire et culturel. La révolution culturelle mettra au service du peuple toutes les valeurs culturelles et révélera les énergies créatrices du peuple.

Le socialisme assurera l'égalité entière et le fleurissement des nationalités espagnoles; la liberté de conscience et la suppression de toute sorte de discrimination entre l'homme et la femme.

Le socialisme est la phase inférieure de la société communiste, dans laquelle il n'y a pas de classes antagonistes qui suivra en vigueur le principe : « de chacun, selon ses capacités; à chacun selon son travail », principe qui est conditionné dans cette période historique par le développement limité des forces productives. Dans le socialisme se crée la base matérielle, technique et spirituelle pour le passage à la phase supérieure, le communisme, où s'éteindront les classes et où s'appliqueront les capacités; à chacun selon ses besoins »; principe déterminé par l'accroissement inusité de la production matérielle et de la culture, ce qui proportionnera les moyens et valeurs pour l'essor de toutes les aptitudes physiques et spirituelles de l'homme.

Nous, communistes espagnols, sommes très loin de l'image idylli-

que du socialisme sans problèmes, parce que cela contredit la vision dialectique, marxiste-léniniste. Le socialisme peut se concevoir uniquement comme un processus complexe d'ascension de degrés, à d'autres, de maturité économique, sociale et culturelle dans la marche vers le communisme.

En défendant la perspective socialiste pour l'Espagne, le Parti communiste réfute la conception carrilliste des dits « modèles » de socialisme, qui, soit dit en passant, n'ont rien d'original ni de nouveau. Déjà à l'aube de la grande révolution socialiste d'Octobre, les théoriciens du réformisme européen soutenaient l'idée qu'il y aurait des socialismes différents et des interprétations distinctes du marxisme. Ainsi, certains idéologues de la deuxième internationale qualifièrent le léninisme de phénomène purement russe. Depuis lors et jusqu'à maintenant, cette idée est revenue, en revêtant divers costumes et s'est converti en l'A.B.C. du révisionnisme et de l'opportunisme moderne. La conception carrilliste n'est, ni plus ni moins qu'un plagiat aux prétentions « innovatrices ».

Pour argumenter leur conception de « modèles » de socialisme, les carrillistes, tergiversent la thèse léniniste suivante : « Il est imminent que toutes les nations arrivent au socialisme, mais pas de la même façon, car chacune présentera ses particularités en tant que FORME DE DEMOCRATIE, en tant que VARIETE DE LA DICTATURE DU PROLETARIAT et en tant que sythme de la transformation socialiste... » (c'est nous qui avons souligné). Ils supplantent les concepts léninistes de « façon de démocratie » et « variété de la dictature du prolétariat » (c'est-à-dire les particularités que peu avoir la transition du capitalisme au socialisme dans un pays donné) par le concept révisionniste de « modèles de socialisme différents dans les divers pays où celui-ci a triomphé (voir « Réalité », N. 17, M. Azcarate, « Certains aspects de

la lutte idéologique actuelle »). Par son contenu, ce concept de « modèle » absolutise les traits différentiels et les formes spécifiques du passage du capitalisme au socialisme et les particularités de la construction de la société socialiste, niant l'existence de lois générales de la transformation révolutionnaire de la société capitaliste en société socialiste. Donc, il en résulte que nous aurons plusieurs types de socialisme : soviétique, polonais, bulgare, roumain, tchécoslovaque, etc... certainement il ne manquera pas l'espagnol. Ne s'arrêtant pas à falsifier la pensée de Lénine, ils l'érigent, pas moins que comme le fondateur de la théorie « modéliste ». Dans les fins fonds de cette théorie antimarxiste apparaît constamment la négation de la valeur universelle que possède l'expérience de plus d'un demi-siècle de socialisme en Union-Soviétique. Par leurs efforts pour contribuer à la diversion idéologique du révisionnisme international, les carrillistes diffusent l'idée étrange suivant laquelle l'application du marxisme aux différentes réalités, où se construit le socialisme aujourd'hui, engendre la « pluralité des marxismes ». Selon les constructions carrillistes, s'insère la possibilité d'un « socialisme espagnol » qui porte en son sein « un marxisme nationale ».

En tant que formation socioéconomique, le socialisme est régit par les mêmes lois générales et a les mêmes traits essentiels, indépendamment des caractéristiques historico-concrètes du pays où il se construit. Dans ce sens, il se passe de même pour le capitalisme, en tant que formation socio-économique, qui dans toutes les latitudes lui sont des régularités inhérentes et des fondements identiques : la propriété privée capitaliste des moyens de production, l'exploitation des travailleurs salariés et la domination politique et Culturelle de a bourgeoisie.

Le développement créateur de la Théorie marxise ne consiste pas à inventer des variantes spéciales du marxisme ni des « modèles de so-

cialisme » artificiels, mais à réaliser une étude profonde des conditions nouvelles et des possibilités de lutte révolutionnaire pour transformer le capitalisme en socialisme, étude qui fonde la politique et la stratégie du Parti Communiste d'Espagne.

Avec leurs « modèles de socialisme » et leurs « variantes de marxisme », les carrillistes font le jeu des politiciens bourgeois, qui se permettent aussi le luxe de fabriquer des

onguents comme le « socialisme national intégrateur » pour guérir les cicatrices du capitalisme espagnol. Mais le plus grand mal que causent les carrillistes avec des « créations » semblables, c'est la confusion idéologique qu'ils sèment parmi es travailleurs.

Face à la diversion idéologique des carrillistes, le Parti Communiste d'Espagne oppose la théorie du socialisme scientifique.

MINISTERIO DE CULTURA



III. Le Parti.

« En fondant l'Internationale, nous avons lancé en termes clairs son cri de guerre : . L'émancipation de la classe ouvrière sera l'œuvre de la classe ouvrière elle-même ».

(Œuvres choisies Marx-Engels) Tome 3 - pag. 96.

Le Parti Communiste est l'organisation politique supérieure de la classe ouvrière révolutionnaire, qui, pour agir a comme base idéologique et comme guide la théorie marxiste-léniniste. Le PCE est avant tout l'organisation politique du prolétariat révolutionnaire. En permettant aux combattants les plus conscients de la classe ouvrière, des paysans et des intellectuels de se grouper librement, il forme une avant-garde capable de diriger tous les travailleurs à travers les péripéties et étapes de la lutte vers le socialisme.

Le PCE remplit sa mission dirigeante à travers l'action politique de ses militants dans toutes les organisations sociales, grâce à ses liens les plus étroits avec le prolétariat et les masses des travailleurs en général.

Le PCE fait partie du mouvement communiste international car les intérêts de la classe ouvrière espagnole sont communs à ceux de tous les travailleurs du monde et parce que, de plus, il est orienté par le marxisme-léninisme, la plus haute expression de la conscience de cette communauté d'intérêts et d'objectifs; parce qu'il a en l'impérialisme un ennemi international commun, et parce que la libération des travailleurs est possible seulement grâce à la solidarité internationale et au socialisme.

Voie historique du Parti Communiste d'Espagne

Le Parti Communiste d'Espagne, fondé en 1920, a une glorieuse histoire de lutte pour la démocratie et le socialisme.

Né au rayonnement de la Grande Révolution d'Octobre en Russie, le Parti Communiste d'Espagne parvint à dominer le réformisme du Parti Socialiste et le « gauchisme » anarco-syndicaliste, pour unir le prolétariat sur les principes marxistes-léninistes et le transformer en la force dirigeante de la révolution espagnole.

Par leur idéologie, leur tactique et leur organisation, les mouvements socialistes et anarco-syndicalistes n'étaient pas aptes à diriger la classe ouvrière vers la conquête du Pouvoir et lui permettre ainsi de remplir sa mission historique, celle d'en finir avec le régime capitaliste, l'exploitation de l'homme par l'homme, et d'édifier le socialisme et le communisme.

Le Parti Communiste n'est pas apparu dans le mouvement ouvrier espagnol comme un élément étranger, il a surgi dans la vie politique, formé par les hommes les plus conscients du Parti Socialiste, lequel durant l'époque du développement relativement pacifique du capitalisme, avait joué un rôle décisif dans la

diffusion des idées marxistes en Espagne, et dans l'organisation du prolétariat en tant que classe, qu'il avait arraché à l'influence de l'idéologie de la bourgeoisie républicaine et libérale. Plus tard, le Parti Communiste se renforça avec l'arrivée dans ses rangs des révolutionnaires les plus clairvoyants de l'anarcho-syndicalisme, mouvement qui avait joué un grand rôle dans l'organisation de la classe ouvrière espagnole.

Le Parti Communiste apparaissait donc comme le continuateur des meilleures traditions du mouvement politique organisé de la classe ouvrière d'Espagne. C'est à partir de là que le PCE incarnera depuis sa fondation, l'esprit révolutionnaire et la combativité qui ont toujours caractérisé ce mouvement, gagnant en quelques années une grande sympathie parmi les travailleurs, le peuple en général, ainsi que leur soutien.

En tenant compte des différences dans le temps et de la situation historique, le jugement émis par le marxiste José Mesa dans une lettre adressée à Frédéric Engels le 3 Février 1873 est toujours valable : « Dans ce pays, le peuple est toujours près du Parti le plus avancé, mais avant tout et surtout, avec le parti le plus disposé à agir ».

Dans les premières années de son développement qui se fit dans la clandestinité, le PCE a eu à lutter pour son unité idéologique contre le poids des déviations sectaires et opportunistes, lutte dans laquelle se formèrent les communistes qui furent la base de l'organisation du Parti Communiste d'Espagne.

En 1932, le groupe sectaire et opportuniste qui tenait alors la direction, fut expulsé des rangs du Parti. Ce groupe constituait un sérieux obstacle au développement du Parti parce qu'il était imbu de la mentalité petite-bourgeoise de chefs irremplaçables, rejetant les méthodes de direction collective, prétendant ordonner au lieu de diriger et transformant ainsi le Parti en une secte fermée, et doctrinaire, au lieu d'en

faire un combattant d'avant-garde, attaché par mille liens à la classe ouvrière et aux masses populaires. A partir de là, commence une étape de maturité politique et organique du Parti, sous la direction de l'ouvrier communiste sevillan José Díaz, étape qui coïncide avec la période de la seconde République et du grand progrès révolutionnaire du mouvement ouvrier et démocratique.

Durant la guerre nationale révolutionnaire du peuple espagnol (1936-1939), quand on mit en pratique les idéologies, programmes, tactiques et formes d'organisation, d'une politique d'unité ouvrière et populaire pour défendre la démocratie, face au fascisme, et pour stimuler le progrès social, politique élaborée par l'Internationale Communiste dans son VIIème Congrès et appliquée par le Parti Communiste d'Espagne, cela eut l'adhésion de millions de travailleurs et donna une grande autorité internationale aux communistes espagnols.

Notre guerre, une des plus grandes manifestations de solidarité internationale, prouva abondamment, et l'histoire des trente dernières années l'a corroboré, qu'un peuple ne peut, isolé, hier de l'Union Soviétique et aujourd'hui du camp socialiste, défendre les libertés démocratiques et son indépendance nationale, ni entreprendre les immenses tâches du développement économique, social et politique dans la voie du socialisme, sans l'aide et la plus étroite collaboration des pays socialistes, avec à leur tête l'Union Soviétique.

Ainsi le caractère éminemment internationaliste du mouvement ouvrier espagnol, règle du Parti Communiste comme parti marxiste-léniniste, enfoncera plus encore ses racines dans le peuple travailleur durant la guerre nationale révolutionnaire et se perpétuera en lui, de manière indélébile la reconnaissance de ce que signifie l'Union Soviétique, le premier Etat ouvrier et paysan qui ouvrit une ère nouvelle dans l'histoire de l'Humanité.

Par leur activité pratique durant notre guerre, les communistes enrichirent leurs connaissances sur les problèmes de la révolution et du mouvement communiste et ouvrier; la mise en valeur et en théorie de cette expérience est en train de se faire.

Les militants communistes espagnols ont consacré aux idéaux les plus élevés de liberté, de justice et de progrès social, initiative, combattivité et abnégation, d'abord, durant notre guerre nationale révolutionnaire, et, ensuite, sous la terreur d'une féroce dictature fasciste et sur les champs de bataille de la seconde guerre mondiale, laissant pour témoignage une tombe, un acte héroïque, souvent anonyme, dans tous les lieux où passa la tourmente de la lutte à mort contre le fascisme et pour sauver l'Humanité.

L'activité d'un parti comme le Parti Communiste d'Espagne, qui était passé par une épreuve si compliquée et difficile que celle de la guerre nationale révolutionnaire ne pouvait être exempte d'erreurs et de faiblesses.

L'erreur le plus grave fut, sans aucun doute, celle que fit la direction du Parti en s'engageant dans la voie d'un subjectivisme marqué, dans la dernière période de la guerre.

La direction du Parti n'adopta pas les mesures nécessaires pour laisser en place dans les territoires abandonnés par l'Armée Populaire, à cause de la supériorité en armes des troupes des fascistes et de l'intervention étrangère, des organisations clandestines, qui auraient créé ainsi une organisation illégale à l'échelle nationale, au cas où les ennemis jurés du peuple espagnol auraient étouffé la République démocratique.

La direction ne fut pas capable de prévoir que la lutte pour la démocratie ne se terminait pas avec la déroute possible de la République mais qu'elle pouvait continuer, comme une loi impérative du développement historique, dans d'autres conditions encore plus difficiles et que, dans cette

éventualité il fallait préparer le Parti et tous ses militants.

V. I. Lénine écrivait : « Les partis révolutionnaires doivent comprendre qu'on ne peut triompher sans savoir déployer l'offensive et se retirer à temps » « que les partis doivent être prêts au flux et au reflux de la révolution et toujours prédisposés à organiser le passage d'une forme de lutte à l'autre, soit par la voie violente soit par la voie pacifique »

Comme résultat de cette imprévision, des dizaines de milliers de communistes furent abandonnés à leur sort, sous les griffes du régime franquiste, sans une organisation qui les auraient aidés à parer les coups de la répression, sans un appareil illégal ou une direction clandestine qui les aurait orientés et dirigés dans ces moments tragiques, pour se défendre eux mêmes et pour défendre le Parti, et pour continuer la lutte.

Les essais que la direction du Parti fit les années suivantes pour organiser la lutte à l'intérieur du pays se heurtèrent non seulement au régime terroriste implanté en Espagne et aux méfaits de la déroute, qui pesaient comme une dalle sur le peuple espagnol, mais aussi, et principalement à l'absence de la plus élémentaire organisation clandestine du Parti, ce qui créait des obstacles énormes, coûtait des fleuves de sang et donnait de piètres résultats en comparaison des sacrifices des communistes, bien que ceux-ci fassent acte d'héroïsme, d'initiative et d'audace.

Les causes de ces erreurs et déficiences qui se firent sentir de façon très négative, comme nous l'avons dit, dans la dernière période de la guerre et, surtout après la chute de la République et l'implantation du fascisme, sont dues fondamentalement à la faible formation idéologique et théorique du noyau dirigeant du PCE. Dans ce noyau, cependant, il y avait des dirigeants de haute conscience de classe et de fermeté idéologique et politique, parmi les-

quels se détachait José Diaz par ses dons et par son élévation constante.

Dans les tréfonds des causes d'erreurs et de déficiences du noyau de direction du PCE, on trouve l'influence du peu de développement des relations socio-économiques du capitalisme en Espagne; la division de la classe ouvrière, avec les grandes influences du réformisme, de l'anarcho-syndicalisme, et, particulièrement la faiblesse idéologique du mouvement ouvrier espagnol, auquel manquaient ses propres théoriciens marxistes.

L'Internationale Communiste apporta une grande aide au PCE pour sa formation et son développement, elle contribua à corriger beaucoup de ses insuffisances, tant sur le terrain de l'organisation que sur celui de l'activité politique et pratique.

Les caractéristiques du noyau dirigeant du Parti, l'augmentation massive de ses rangs, aidèrent au fait, que durant les années d'apogée révolutionnaire de la seconde République, et, plus tard durant la guerre, quand le PCE intervint directement dans les travaux du gouvernement, des éléments troubles, aventureux, des nullités politiques accédèrent à des postes de direction du Parti, aux côtés des vrais révolutionnaires.

Dans la courte période de sa direction, José Diaz, sérieusement malade, ne put constituer autour de lui le groupe de dirigeants qu'aurait nécessité les difficiles tâches du Parti et les problèmes ardues et compliqués qu'il eut à résoudre.

Naturellement, ne s'éduquant pas elle-même, la direction ne pouvait éduquer les masses de militants venant de tous les milieux et couches sociales qui avaient grossi les rangs du Parti Communiste, le Parti des combattants et de la Révolution.

La majorité de ces militants n'étaient pas préparés aux tâches qui se présentèrent à elle le jour suivant la déroute de la République, ils n'étaient pas prêts à diriger la classe ouvrière dans les conditions dif-

ficiles et complexes de la clandestinité et des persécutions.

On aurait pu remédier à cette situation, s'il y avait eu une direction ayant un minimum d'organisation illégale, si un nombre suffisant de dirigeants à tous les échelons, correctement protégés, étaient restés dans le pays; mais par manque de cette organisation, des milliers de communistes, pleins d'expérience et de combativité étaient poursuivis comme des animaux sauvages, se réfugiant dans la montagne; beaucoup furent assassinés ou emprisonnés et d'autres durent s'exiler.

Les longues années de clandestinité avaient empêché une ample vie démocratique du Parti, ne permettant pas au Comité Central d'exercer dans toute sa plénitude les fonctions d'organisme dirigeant collectif; le Bureau Politique se voyait souvent remplacé par le Secrétariat. L'élaboration de la politique n'était pas un travail collectif du Parti, mais d'une partie de la direction. Il n'y avait pas un contrôle des dirigeants par les organisations de base ni par les militants, ce qui créait une conception hiérarchique en eux, conception qui s'exprimait dans la croyance que les postes de direction étaient inamovibles et concédés à perpétuité. Cette conviction portera plus tard certains camarades à une déchéance de leur condition de communistes et de dirigeants ouvriers. Une telle situation s'aggrava avec la dispersion du parti, due à la perte de la guerre, au début du conflit mondial en Europe, et surtout à l'émigration, durant laquelle certains dirigeants se considérèrent comme la « personification » de la grande épopée de la classe ouvrière et du peuple. De nombreux membres du Comité Central, et même du Bureau Politique, s'éloignèrent de plus en plus de la tragique réalité que vivaient le peuple et les communistes, et ils fermèrent les yeux devant les changements objectifs qui s'étaient produits après la déroute. Il n'y avait pas une direction unique, tout indice de direction collective disparut et

des luttes intestines surgirent pour le pouvoir.

Si après la lutte en Espagne il n'y eut pas de discussion ample et profonde sur les causes et effets de la perte de la guerre et de l'activité du Parti durant cette période, ce fut la faute de quelques uns des membres du Bureau Politique qui voulurent éluder les responsabilités qui leur incombaient, en prenant comme prétexte les difficultés, qu'il y avait alors, pour réunir un important groupe de dirigeants du Parti. La discussion aurait aidé à éclaircir les erreurs et les faiblesses, à en tirer les conclusions correspondantes, à corriger les défauts dans les méthodes de direction et de fonctionnement du Parti, à examiner dans toute leur plénitude les conséquences de la déroute du peuple espagnol, la vraie situation en Espagne et à déterminer quelle ligne politique on devait tracer dans les nouvelles conditions créées dans le pays, ainsi que les mesures à prendre pour assurer leur application correcte.

Mais cette discussion n'eut pas lieu. Dans la direction s'accrut la déviation vers la spontanéité, qui créait un champ ouvert et propice à toutes sortes d'opportunismes. Cette déviation se manifestait dans le refus de reconnaître, en en tirant les conclusions voulues, la terrible déroute qu'avaient subies les forces de la démocratie espagnole; elle se manifestait dans l'idée « d'infaillibilité », dans celle que le franquisme ne pourrait se maintenir au Pouvoir, que le peuple espagnol ne supporterait pas le joug de la dictature fasciste, et ce sans tenir compte du profond abîme de sang que la guerre avait creusé dans le peuple espagnol, de la terreur et de la démagogie comme formes de gouvernement, de la responsabilité collective de ceux qui participaient à la dite « désertisation » de l'Espagne, des changements socio-économiques qui commençaient à se manifester dans la société espagnole, de l'état d'esprit réel et non pas imaginaire des forces ouvrières et démocratiques, pro-

fondément divisées et dressées les unes aux autres, du degré de conscience et de prédisposition à la lutte, de combattivité, de la vraie situation du Parti, de son organisation, de son influence et de ses forces.

Durant ces années-là, la direction du PCE n'orienta pas les communistes comme il aurait fallu devant une situation de repli des forces révolutionnaires et comme l'exigeaient impérieusement les réelles conditions d'alors.

Au contraire, la direction du Parti manifesta un empressement et une impatience — présentant immédiatement des bilans « triomphaux » d'actions, de « résultats » pratiques. — Dès qu'une petite force se constituait, elle était lancée sur le « grill » franquiste et s'y brûlait, frustrant le pays des quelques bases solides qu'elle aurait pu y créer. Au lieu d'un travail patient, idéologique, politique et d'organisation, qui donnerait naissance à une conscience et une force sérieuse, se manifestait un déterminisme mécanique qui cachait tous les échecs, déficiences et erreurs de la direction du Parti. Cependant, l'esprit de classe se maintint vivant, combatif et patriotique dans la base du Parti, seule force politique qui leva bien haut le drapeau de la résistance anti-franquiste dans les villes et les campagnes, où l'héroïque mouvement guérillero livra un combat inégal contre les forces de la répression. Le mouvement guérillero surgit spontanément durant notre guerre nationale révolutionnaire, et alla s'étendant sur la carte d'Espagne durant les trente deux mois de résistance armée du peuple espagnol.

C'est à cause de l'opposition de quelques gouvernants républicains et de certains militaires professionnels qui dirigeaient notre guerre qu'en Espagne, pays si propice à déployer la lutte de guérillas, surtout lors d'une guerre révolutionnaire et populaire, qu'un ample et fort mouvement de guérilla ne put se développer, dirigé et soutenu par le haut Commandement de l'Armée Populaire, alors

qu'il aurait pu en frappant l'arrière garde de l'ennemi, intercepter ses liaisons et l'aurait constamment mis en échec. C'est seulement à la fin de la lutte que se constituèrent des unités de guérilla, mais elles ne purent avoir alors ni l'efficacité ni l'envergure nécessaires pour aider à modifier la direction que prenaient les événements.

La fin tragique de la guerre et l'implantation de la dictature franquiste sur tout le territoire national obligèrent des milliers d'antifascistes à prendre le maquis, retrouvant dans bien des endroits ceux qui y étaient depuis les premiers jours du soulèvement militaire fasciste. Les communistes firent de grands efforts pour donner un contenu politique et antifasciste aux activités des combattants qui avaient cherché refuge dans la montagne, pour ne pas tomber sous la persécution des assassins franquistes et continuer le combat pour la démocratie.

Dans leur lutte de guérilla de 1939 à 1945, les antifascistes espagnols créèrent à Franco de grandes difficultés pour exécuter son dessein d'entraîner l'Espagne dans la guerre mondiale aux côtés de l'Allemagne nazie et ils contribuèrent modestement à la victoire de la coalition antihitlérienne, fraternellement unis par le même idéal, à des milliers d'autres antifascistes espagnols qui combattaient en France, en Afrique, en Union Soviétique et sur d'autres champs de bataille.

C'est dans les années 1945-1948 que le mouvement guérillero atteint son plus haut niveau d'organisation, de maturité politique, de combattivité, de technique, etc...

Ces années là des dizaines de communistes revinrent en Espagne avec des missions de direction pour renforcer les guérillas. Ces camarades avaient une grande expérience de la lutte, expérience acquise dans les combats de la seconde guerre mondiale.

Le général Franco eut recours à tous les moyens pour annihiler les guérillas antifascistes; il employa toutes sortes de forces et d'armes depuis les hommes de main phalangistes, jusqu'aux forces aériennes; depuis les divisions de l'Armée jusqu'à l'organisation « des contre-partisans » antiguérilleros. Il soutint une féroce guerre de la terre brûlée bombardant bien de zones de guérilleros, obligeant les paysans à abandonner leur maison et leurs cultures, incendiant les bois et les champs où il pensait que s'abritaient les guérilleros, rasant des villages et dépeuplant des régions entières.

Cependant, c'est durant ces années-là qu'apparaissent telles qu'elles sont, avec tout leur contenu et leur organisation la plus complète, les différentes unités guérilleros qui luttaient en Espagne, comme « Le Groupement du Levant et d'Aragon » « l'armée guérillera de Galicia et Léon », « Le Groupement Asturias-Santander », « Le Groupement d'Extremadura », « Le Groupement du Centre » et les différents « Groupements d'Andalousie », ayant à leur tête pour la plupart d'entre elles, des militants communistes. Les franquistes, eux mêmes, ont dû reconnaître le caractère éminemment politique du mouvement guérillero — qu'ils qualifiaient de mouvement de bandits — en écrivant : « qu'il a eu dans sa totalité une idéologie et une inspiration nettement politique de sentiment communiste et donc, diamétralement opposé et différente de l'ancien banditisme de l'époque des confréries et des premiers temps de la guerre civile du siècle passé, qui était marquée par son style très personnel et le pillage... » « Celui d'aujourd'hui, étant donné son caractère communiste, pouvait compter dans les classes pauvres du pays sur une absolue sympathie et un appui, celles-ci considérant que ces bandes qu'elles appelaient les « guérilleros » étaient leurs véritables libérateurs, et gardant grâce à eux, l'espérance d'un retour au régime qui avait été écrasé

dans la guerre de Libération.» (1)

Ces témoignages, et d'autres que l'on pourrait donner, permettent d'apprécier combien le soutien du peuple, et principalement des paysans, ne manqua pas aux guérillas.

Ce qui manqua ce fut l'aide technique. Le Parti ne mit pas au service de cette forme de lutte tous les moyens et les hommes qu'il était possible de réunir pour faire d'elle une arme puissante, capable de battre en brèche l'appareil coercitif de la dictature, de semer le désarroi dans les milieux gouvernants et de stimuler la politisation des masses populaires.

La direction du Parti Communiste n'organisa pas non plus, à côté de la lutte armée de guérilleros, d'autres formes de lutte des masses, c'est-à-dire, qu'elle ne synchronisa pas l'action des ouvriers, des paysans et des guérilleros, ainsi que d'autres milieux progressistes, pour frapper le régime à la ville et à la campagne, dans la vallée et dans la montagne, afin de l'obliger à disperser ses forces, tandis qu'il aurait créé ainsi, un mouvement de masse révolutionnaire dans tout le pays.

Le rôle que joua alors Carrillo fut bien néfaste. Il utilisa le mouvement guérillero pour arriver à son noir dessein^o : s'emparer de la haute direction du Parti. Il introduisit le virus de la méfiance entre les chefs et cadres des guérillas, sema la confusion quant aux perspectives et à l'efficacité du mouvement guérillero, et empêcha par tous les moyens le renforcement matériel et organique des unités de guérilla.

Comme conséquence de la situation difficile qui se créa dans le mouvement guérillero, de la consolidation relative du régime franquiste due à l'aide de l'impérialisme nord-améri-

(1) Eulogio Limia Pérez, Revue générale du problème du banditisme en Espagne, après la guerre de Libération », 1957.

cain et au début de la « guerre froide » dans l'ambiance internationale, le Bureau Politique du PCE décida en 1948 de dissoudre le mouvement guérillero.

Des groupes dispersés se virent obligés de continuer la lutte dans des conditions très difficiles, jusqu'en 1952.

La façon de dissoudre les guérillas eut des résultats très négatifs. La direction du PCE ne prit pas les mesures nécessaires pour protéger et sauver de la répression franquiste les guérilleros et les personnes qui pouvaient être poursuivies pour avoir collaboré avec eux. Elle ne tira pas d'enseignements de la lutte guérillera pour de futures actions révolutionnaires et ne soumit pas à la discussion de tous les communistes, l'activité du Parti dans ce domaine de lutte contre le franquisme.

Toutes les forces antifranquistes ont dû reconnaître le grand rôle joué par les communistes dans la lutte contre la dictature fasciste et leur importante contribution au développement de la lutte de classes et du mouvement démocratique. Cette lutte et cette contribution ont été et sont la preuve la plus palpable, de la vitalité de notre Parti, des forces immenses sur lesquelles il peut compter, et des énormes possibilités qu'il possède pour jouer son rôle d'avant-garde de la classe ouvrière espagnole.

Les grèves et mouvements de protestation du printemps 1951 montrèrent que dans le pays se créait une nouvelle situation dans laquelle à la différenciation entre les « rouges » et les « nationalistes » venue de la guerre et entretenue par le franquisme, s'était substituée la différenciation réelle des classes sociales et, en premier lieu, cela était dû à l'affaiblissement de la lutte entre le prolétariat et la bourgeoisie. Les illusions selon lesquelles la solution du dit « problème espagnol » pourrait venir de l'extérieur se dissipèrent et il devenait évident que la liquidation du franquisme et le rétablissement de

la démocratie dépendaient fondamentalement de l'effort, de l'unité et de l'intelligence des travailleurs eux-mêmes ainsi que des secteurs progressistes espagnols.

Dans ces conditions se tint en 1954 le Vème Congrès du Parti, vingt deux ans après le précédent Congrès.

Malgré ses faiblesses, il y eut là un essai de correction des défectueuses méthodes de direction et de fonctionnement du Parti, un essai d'établir des règles démocratiques dans sa vie interne et de le « mettre à jour », afin qu'il puisse affronter les problèmes posés par la nouvelle situation en Espagne. Un Programme et des Statuts y furent approuvés, un Comité Central et un Comité Exécutif furent élus et la vie politique des organisations se réanima.

Le Vème Congrès fut une occasion perdue. — Carrillo, membre très influent du Comité Exécutif qui occupait des fortes positions dans le Parti, et s'était entouré d'une camarilla importante, utilisa la critique de l'orientation politique et les déficiences du PCE — dont il était aussi responsable directement — pour amorcer une lutte, subrepticement d'abord et plus tard sans retenue, contre Vicente Uribe, qui, en pratique, remplissait les fonctions de secrétaire général, et contre Dolores Ibàrruri qui occupait, officiellement, le rôle de secrétaire général. Ainsi, critiquant des défauts réels, rabaissant les uns et flattant les autres, Carrillo arriva à s'emparer en 1956 de la direction effective du Parti, à former un groupe fractionnel dans les organismes importants, à renforcer les méthodes autoritaires et l'autosatisfaction et à commencer à imposer à toute l'organisation sa plateforme politique opportuniste, ce qui eut des conséquences très graves pour le Parti.

En 1960, au VIème Congrès, il fut élu secrétaire général permettant ainsi d'officialiser une situation qui s'était créée quatre ans plus tôt. Pour faciliter cette manœuvre, au VIème Congrès on créa le nouveau poste de

Président du Parti, charge qui fut donnée à Dolores Ibàrruri.

La nouvelle orientation que Carrillo et son groupe avaient donné au Parti depuis 1956 fut la cause profonde de ce que l'esprit léniniste du XX^e Congrès du Parti Communiste de l'Union Soviétique ne put pénétrer dans le PCE et que se soient aggravés chaque jour davantage les défauts qu'il trainait derrière lui.

La manifestation la plus évidente de la nouvelle orientation imposée au Parti, fut la dite politique de « Réconciliation nationale » formulée comme l'on sait en 1956. Cette politique avait un caractère inter-classes et se basait sur la supposition que les intérêts des exploités et des exploités pouvaient s'harmoniser pour arriver à la coexistence civile et la « paix sociale » qui arriveraient à éteindre les rancœurs et les haines provoquées par la cruelle guerre civile. La politique de « Réconciliation Nationale » entraînait de plus une conception mystique de la réalité sociale consistant à dire que tous les espagnols devaient viser à une « entente » et à une concorde et à établir entr'eux des relations purement humanistes. Tout cela représentait l'accomplissement de la volonté de ceux qui tombèrent d'un côté ou de l'autre des tranchées ».

La politique de « Réconciliation Nationale » manque de toute originalité. En fin de compte ce n'est qu'une nouvelle édition corrigée et maquillée, des conceptions de la pensée libérale bourgeoise espagnole des années d'après-guerre. De telles conceptions préconisaient l'incorporation des masses populaires à l'ordre établi en 1939 par le franquisme, et proposaient de réformer, à l'européenne, cet ordre social. Parallèlement elle propageait l'idée d'une fin utopique des chocs entre classes et une idyllique harmonie sociale sur l'autel de l'évolution et de la prospérité de la société espagnole, grâce à quoi on se proposait de liquider les terribles séquelles de la guerre civile.

Au fond, la politique de « Réconciliation Nationale » et les conceptions libéro-bourgeoises intégrationnistes se ressemblent comme deux gouttes d'eau.

Beaucoup de militants s'opposèrent à la « Réconciliation Nationale » car les uns voyaient en elle une politique opportuniste, d'autres, parce que leur instinct révolutionnaire de classe s'y opposait. Cependant, les critiques de ces camarades furent étouffées et qualifiées de sectaires sans que le Comité Central les examine sérieusement comme c'était son devoir.

La politique de « Réconciliation Nationale » reporte mécaniquement le principe de la coexistence pacifique entre Etats à régime social différent, sur le terrain de la lutte des classes antagonistes dans les conditions d'Espagne.

Cependant Carrillo et son groupe combattent ce principe dans les relations entre Etats, terrain où ce principe est valable, en employant avec dextérité l'argument faux et réactionnaire qui dit qu'il répond exclusivement à « des raisons d'Etat » de l'Union Soviétique, au détriment des intérêts nationaux des peuples. En conséquence ces constructions carrillistes coïncident avec celles des propagandistes de l'antisoviétisme et du révisionisme moderne.

La « Réconciliation Nationale » ne pouvait servir à grouper et à mobiliser les masses travailleuses, sous la direction de la classe ouvrière, ni à développer la lutte contre l'oligarchie financière et son pouvoir.

Dans les années 1950 d'ascension de la lutte antifranquiste, spécialement à partir de 1956, de nouveaux militants venus de divers secteurs de la société, surtout des étudiants et des couches non-conformistes de la petite et de la moyenne bourgeoisie, viennent grossir les rangs du Parti.

L'affluence d'éléments sociaux hétérogènes imposait au Parti un renforcement extraordinaire du travail idéologique et éducatif, mais ce tra-

vail ne se fit pas, ce qui facilita la diffusion de conceptions étrangères au marxisme-lénisme dans les rangs du PCE, et, de plus, dans la direction du Parti, il favorisa l'élévation de militants d'origine non prolétaire à des postes de responsabilité.

Tout cela conduisit en grande mesure, à diminuer le poids politique de la classe ouvrière dans les comités des organisations et dans les organismes supérieurs de direction du Parti.

L'essence opportuniste de la « Réconciliation Nationale » sema la confusion parmi les militants et assit les bases pour permettre le passage, ensuite aux formules antimarxistes de « l'alliance des forces du travail et de la culture », et du « Pacte pour la Liberté ». En somme, la politique de « Réconciliation Nationale » appauvrit considérablement la vie politique des organisations du Parti, produisant un relâchement des liaisons entre elles et les masses des travailleurs. Une telle situation facilite objectivement, la prolifération de groupes « ultra-gauchistes et « néo-marxistes ».

La ligne opportuno-révissionniste de Carrillo et de son groupe s'appuya chaque fois davantage sur la direction du Parti, se servant de méthodes autoritaires, et violant les principes du centralisme-démocratique. Mais le groupe fractionnel carrilliste ne se démasquera ouvertement qu'à partir des événements d'août 1968 en Tchécoslovaquie, quand il s'opposera à l'Etat et au Parti Communiste de l'Union Soviétique et aux autres pays socialistes du Pacte de Varsovie.

Ce fait met au jour, avec toutes ses conséquences, la crise politique qui incubait dans le Parti et fait surgir le carrillisme qui se manifeste sur tous les terrains, ceux de l'organisation, de l'idéologie, et de la politique.

En ce qui concerne les principes d'organisation, le carrillisme trouve son expression dans le sens liqui-

dateur du Parti, comme Parti marxiste-léniniste, ce qui peut se résumer dans les points suivants :

- a) méthodes d'administration unipersonnelle.
- b) concentration de tout le pouvoir entre les mains du secrétaire général, secondé par d'autres dirigeants inconditionnels à sa personne.
- c) subordination de la politique du PCE aux intérêts personnels du noyau bureaucratique de direction,
- d) encouragement à l'autoculte des chefs, en tant que réalisateurs suprêmes du destin historique du Parti et incarnation unique de celui-ci dans l'abstrait.

La principale déformation du carrillisme consiste, donc, en la substitution au centralisme démocratique du centralisme bureaucratique, c'est-à-dire en la substitution des organismes de direction politique par des organismes administratifs, stimulant le caciquisme dans les rangs du Parti.

Au lieu de diriger le PCE par des moyens politiques et à travers ses organisations régulières, il le dirigeait à travers un Parti de fonctionnaires, chargés de transmettre les instructions de Carrillo et de son groupe ainsi que de contrôler leur accomplissement, transformant cet appareil en un « Parti dans le Parti ».

Ainsi, le Comité Central et le Comité Exécutif se convertirent en hautes instances d'enregistrement, qui approuvaient passivement comme des machines à voter, les décisions et la ligne politique fixées par une petite minorité.

La pratique bureaucratique carrilliste se manifestait aussi dans les Congrès, organismes supérieurs de direction, qui ont mission d'établir les lignes générales de la politique à suivre par le Parti. L'élection démocratique des délégués, dans les limites de la clandestinité, était substituée à la « désignation par le

doigt ». Cela conduisait à ce que dans leur immense majorité les délégués étaient des suivants aveugles des orientations de Carrillo, hommes qui, dans bien des cas, manquaient de représentativité, ne jouissaient d'aucune autorité dans leurs organisations respectives, et, parfois, étaient même désavoués par leurs propres camarades. Dans de telles conditions, comment les opinions des organisations, la voix des militants, les riches initiatives de la classe ouvrière et des secteurs démocratiques du pays pouvaient-elles arriver aux Congrès ?

Alléguant des raisons de « sécurité », les carrillistes en arrivèrent à cette extrémité : ne pas rendre compte de la tenue du VIIème Congrès du Parti aux organisations et aux militants. Ceux-ci reçurent seulement un « livre » de Carrillo, qu'ils avaient l'obligation de lire et de répéter comme un psaume. Et c'est seulement à l'occasion d'un quelconque événement que le Parti se trouva avoir, sans savoir ni pourquoi ni comment, un nouveau Comité Central.

Le centralisme démocratique carrilliste annula le droit des militants à la critique, pourtant reconnu par les Statuts. Pour étouffer toute critique, le carrillisme utilisa toute une série de slogans. « Critiquer le secrétaire général, c'est critiquer le Parti », ou encore « Alors que la chute du régime est à portée de la main, toute critique affaiblit le Parti ». N'importe quel désaccord avec les plans de Carrillo exprimé au nom du Comité Central ou du Comité Exécutif était qualifié de désaccord avec la politique du parti, d'attentat à son unité, et de travail fractionnel.

Les carrillistes se servaient de la clandestinité dans laquelle nous sommes obligés de travailler sous la dictature franquiste, pour empêcher l'application des normes démocratiques et statutaires dans la vie du Parti. Aux organisations et aux

communistes qui sont dans l'émigration, Carrillo et ses aides disaient que le Parti est en Espagne et que s'ils voulaient discuter ils devaient aller là-bas; aux organisations et aux militants du pays, il mettait des obstacles dans leur vie politique invoquant la clandestinité et les exigences de la sécurité du Parti qu'il dosait à sa volonté.

Quand dans le Parti s'élevaient des voix pour protester contre les méthodes de direction autoritaire, Carrillo et son groupe essayaient de les réduire au silence, dissolvant ou divisant des comités, des cellules des organisations entières, privant les militants des plus élémentaires droits contenus dans les statuts ou les expulsant par centaines; ils faisaient du chantage auprès des camarades dépendant de l'appareil de fonctionnaires du Parti et faisaient « officiellement » pression sur les partis frères afin qu'ils répriment les communistes espagnols qui ne se pliaient pas à la volonté carrilliste.

Dans cette voie liquidatrice, Carrillo inculquait une conception du Parti, qui n'a rien de commun avec un Parti marxiste-léniniste de la classe ouvrière, conception qui sert à alimenter la stratégie d'une véritable « intégration » des classes en une utopique démocratie « pure ».

Sur le terrain des principes théoriques et politiques, le carrillisme est une manifestation de la lutte des classes dans le champ des idées, et dans l'affrontement de conceptions et tendances politiques; c'est une variante du révisionnisme dans la théorie et de l'opportunisme dans la pratique que son instigateur présente comme une expression du « marxisme créateur ».

Cette déviation révisionniste-opportuniste dans le PCE s'est formée dans des conditions complexes, caractérisées par des faits que nous pouvons résumer ainsi :

Premièrement la disparition de milliers de communistes ayant une grande expérience de la lutte des masses, tombés dans la guerre nationale-

révolutionnaire, devant les pelotons d'exécution franquistes, dans la dernière conflagration mondiale, dans les camps d'extermination nazis et dans le mouvement guérillero d'Espagne, ce à quoi il faut ajouter l'emprisonnement de dizaines de militants, ce qui abaissa terriblement le niveau politique de notre Parti. Dans cette situation, encore plus détériorée par la dispersion organique du PCE, la lente falsification des principes idéologiques et l'introduction des méthodes despotiques furent relativement faciles et éroûfaient toute possibilité de discussion.

Deuxièmement, une classe ouvrière privée de nombreux de ses meilleurs dirigeants, privée d'une orientation politique adéquate, privée des plus élémentaires droits pour faire face à la terreur fasciste et à une impitoyable exploitation capitaliste, et sur laquelle pesaient une archiréactionnaire idéologie bourgeoise dominante et une campagne anti-communiste exacerbée. Tandis qu'en même temps, ses rangs se grossissaient d'une véritable avalanche de masses paysannes et, par conséquent dénuées de conscience prolétarienne.

Troisièmement, l'échec de la démagogie franquiste a conduit des éléments et des groupes sociaux à chercher vers de nouveaux horizons une solution aux problèmes socio-économiques d'Espagne: beaucoup se rapprochèrent du marxisme et du Parti Communiste, mais apportèrent avec eux, le poids de l'idéologie bourgeoise.

Quatrièmement, l'influence idéologique du révisionnisme international, d'une forme de révisionnisme adaptée à la situation du monde divisé en deux camps (le socialisme et le capitalisme), d'un révisionnisme stimulé par l'anticommunisme de l'impérialisme et par les théories bourgeoises de la « réconciliation des classes » que propagent les informateurs du capitalisme moderne.

Comme partie intégrante du révisionnisme international dans le mou-

vement communiste, le carrillisme minimise le poids politique du camp socialiste, particulièrement celui de l'Union Soviétique et de son Parti Communiste, et sème dans le mouvement ouvrier et révolutionnaire espagnol, la confusion et la méfiance envers le socialisme.

Dans leurs malices politicardes, les carrillistes invoquent, en paroles, l'unité des communistes espagnols, tandis que, de fait, ils ont pratiqué une politique de division et provoqué la crise la plus grave de l'histoire du Parti, crise que le VIII^e Congrès a commencé à dominer au milieu d'énormes difficultés.

Le PCE, type de parti léniniste

En analysant le développement général de la crise de notre Parti, nous pouvons affirmer qu'elle est composée de la lutte entre deux tendances: le courant marxiste-léniniste, qui continue dans la tradition de José Diaz, et le courant révisionniste opportuniste, dont les sources sont les diatribes antimarxistes de Carrillo, souvent soutenu par Dolores Ibarruri, dans certains cas de façon indirecte, d'autres fois de façon directe et ostensible.

Pour résoudre la crise, il était indispensable et urgent de balayer la déviation carrilliste des rangs du PCE, pour le régénérer et lui faire reconquérir son autorité.

Les communistes espagnols, donc n'avaient pas d'autre alternative: laisser le réformisme tourner autour du parti ou restaurer dans le Parti les principes idéologiques du marxisme-léninisme et de l'internationalisme prolétarien. Le dilemme était net: ou bien un Parti à réformes sociales, ou bien un Parti de la révolution socialiste.

Le VIII^e Congrès a fourni une réponse à ce dilemme et a opté pour la récupération du Parti, avant-garde révolutionnaire de la classe ouvrière espagnole et pour le rétablissement

en son sein des principes fondamentaux suivants:

a) la conception dialectique-matérialiste du monde et de l'histoire;

b) l'optique marxiste, de classe, des phénomènes sociaux;

c) la lutte suivie contre le capitalisme, pour le triomphe de la révolution socialiste;

d) la lutte intransigeante et constante contre le réformisme et l'opportunisme, manifestations de l'idéologie bourgeoise au sein du mouvement ouvrier et communiste etc.,

e) la reconnaissance du caractère international de notre cause et de notre lutte, c'est-à-dire l'internationalisme prolétarien.

Tous ces principes font du PCE la personnification de l'idéologie, de la conscience et de la volonté collective de la classe ouvrière, la classe la plus révolutionnaire de la société espagnole.

A ces principes idéologiques correspondent des principes d'organisation qui forment avec les précédents un tout unique dans un rapport dialectique de forme et de contenu.

Le principe fondamental d'organisation du PCE est le centralisme démocratique qui établit les normes et les règles qui régissent la vie interne du Parti, détermine la structure et le fonctionnement à tous les niveaux, garantit l'unité de ses rangs, et assure l'action coordonnée et la discipline des militants, discipline acceptée volontairement et consciemment par tous, afin que le PCE puisse atteindre ses buts politiques et sociaux.

L'esprit de ces principes léninistes d'organisation peut se résumer ainsi:

a. l'élection de tous les membres et organismes du Parti de bas en haut;

b) le compte-rendu périodique de la gestion de tous les organismes devant les organisations du Parti;

c) le respect de la volonté de la majorité par la minorité;

d) l'obligation d'accepter les décisions des organismes supérieurs par la base et

e) le contrôle de haut en bas et de bas en haut, dans l'accomplissement des décisions prises par le Parti.

Ce principe d'organisation, résultante de la combinaison de deux éléments fondamentaux, de deux principes de base : démocratie et centralisme, assure la démocratie interne dans la vie du Parti, démocratie qui permet de surmonter les erreurs et déviations, de corriger les mauvaises méthodes de travail et de direction, au moyen de l'usage de la critique et de l'auto-critique ; démocratie qui permet la participation des organisations et des militants à l'élaboration de la ligne politique, l'application du style et des méthodes de travail léninistes, et l'utilisation maximum de toutes les forces dont dispose le Parti.

Le centralisme signifie que le Parti Communiste a un seul programme, des statuts uniques — obligatoires pour toutes ses organisations et tous ses militants, quel que soit le poste qu'ils occupent —, que la direction est « une » également, que les organismes de base devant appliquer les décisions des organismes supérieurs, et qu'il n'y a qu'une seule discipline.

Le centralisme et le respect de la discipline sont nécessaires pour que le Parti ait une volonté commune et assure l'unité d'action.

Le centralisme crée les conditions propices au développement de la démocratie dans la vie interne du Parti et, en même temps, le centralisme est consolidé par le développement de la démocratie.

L'accomplissement obligatoire du Programme, des Statuts et des décisions politiques implique, inévitablement, qu'ils aient été approuvés, après discussion, par les organisations et par les membres du Parti.

Le respect des organismes inférieurs de directions aux organismes supérieurs implique également l'obligation que les comités de cellule, de section, locaux, de province et du Comité Central soient de caractère électif et rendent compte périodiquement de leur travail.

Ainsi, la démocratie et le centralisme se trouvent en état d'interaction permanente.

Quand un Parti se voit obligé d'entrer dans la clandestinité, afin d'empêcher l'écrasement de ses organisations et afin de protéger ses militants, il est nécessaire et indispensable de changer les formes d'exercice de la démocratie, mais il ne doit pas tomber dans une interprétation fataliste de la clandestinité, au contraire, trouver les méthodes d'application de la démocratie dans la vie interne du Parti, c'est-à-dire veiller à ce que les restrictions apportées à la démocratie affectent seulement les formes d'application de celle-ci mais non son essence.

Comme il a été dit, le Parti Communiste d'Espagne a dû agir la plus grande partie de son existence, dans les conditions de la clandestinité, mais son ancienne direction ne sut pas ou ne voulut pas, éviter les tendances négatives d'une longue illégalité et ne prit pas les mesures nécessaires pour que la restriction de la démocratie se limite à ce qui était objectivement indispensable. Cette direction, au lieu de mener une lutte constante contre les déformations du style et des méthodes léninistes de travail, les a converties en une règle dans son activité.

L'action des forces saines du Parti, qui prirent en mains la défense des principes idéologiques et d'organisation marxiste-léniniste et qui tinrent le VIII^e congrès, peut paraître, vue superficiellement, en contradiction avec le centralisme démocratique et fractionnel. Dans un parti marxiste-léniniste, une fraction suppose toujours :

a) une falsification des idées du socialisme scientifique ;

b) une infraction au programme du Parti approuvé par un Congrès, opposant à ce Programme une plateforme politique propre,

c) une violation des principes de l'internationalisme prolétarien. La lutte contre toute déformation des principes de base marxistes-léninistes est un devoir des communistes et ne peut être l'équivalent d'une activité fractionnelle.

C'est la direction carrilliste qui s'est convertie en une fraction, en violant les statuts et la discipline du Parti, en rompant avec les fondements du marxisme-léninisme, en imposant au PCE une politique opportuniste et anti-soviétique, en s'écartant de l'internationalisme prolétarien, en reniant les principes généraux qui régissent l'édification du socialisme et en encourageant les tendances nationalistes chez les communistes et dans le mouvement ouvrier espagnol.

Concrètement, l'expérience du mouvement communiste international et de notre Parti démontre que la formulation des principes du centralisme démocratique dans les Statuts n'est pas une garantie suffisante pour que prévalent les normes démocratiques dans la vie interne du Parti et qu'elle ne permet pas d'empêcher les déformations dans les méthodes de direction et dans son fonctionnement.

La meilleure garantie est que chaque militant se sente pleinement responsable de la politique, de l'activité et du fonctionnement du PCE, qu'il fasse usage des droits donnés par les Statuts, qu'il participe activement à toute la vie du Parti et qu'il ne tolère absolument pas les violations de sa démocratie interne.

Il ne suffit pas à un Parti Communiste de faire des déclarations de fidélité au marxisme-léninisme : il a besoin, en plus, d'être toujours disposé à reconnaître franchement les erreurs commises, et à éduquer ses militants dans un esprit critique, afin de dominer les faiblesses, les déficiences et d'avancer.

Le Comité Central est l'organisme supérieur de direction du Parti, d'un Congrès à l'autre, et le Comité Exécutif se borne, lui, comme son nom l'indique, à la mission d'exécuter les décisions du Comité Central.

Dans le Parti Communiste d'Espagne, les faits étaient intervertis, l'organisme de direction, n'était pas le Comité Central, mais le Comité Exécutif ou plutôt son ex-secrétaire général Santiago Carrillo et, en cherchant bien, deux ou trois membres de cet organisme, lesquels usurpaient tout le pouvoir et les prérogatives d'application de la politique du Parti.

La cellule est l'organisation où chaque communiste emploie tous ses droits démocratiques. Par elle, les communistes exercent un contrôle sur les organismes supérieurs élus et sur tous les dirigeants. La cellule discute sur tous les problèmes de la politique du Parti et est, en même temps, l'organisme d'exécution de cette politique. Au travers des cellules, on voit si la ligne politique tracée par le Congrès, et l'application de celle-ci par le Comité Central est correcte et correspond à la situation politique et socio-économique du moment et au rapport des forces en présence. Par la cellule s'effectue la liaison du Parti avec les travailleurs et avec les masses populaires en général. Les membres de la cellule sont près des masses, en font partie et travaillent en leur sein. La cellule est, en fait, le maillon qui matérialise « la fusion du marxisme avec le mouvement ouvrier », selon la célèbre expression de Lénine.

Le VIII^e Congrès a rétabli le principe du centralisme démocratique dans le Parti, il a rendu tous les droits de la cellule et a stimulé sa vie politique ; elle n'est plus un organisme administratif chargé, fondamentalement de collecter de l'argent et de vendre des écrits et « papiers » de Carrillo et de son groupe fractionnel.

Le bureaucratisme carrilliste dans la politique des cadres conduisit à

ce que les dirigeants et fonctionnaires ne répondaient de rien devant la base du Parti. Ce qu'exigeait Carrillo, c'était la subordination aveugle et le strict accomplissement de ses ordres. La capacité, l'intelligence, le tact envers les camarades, les connaissances, politiques et culturelles, l'adhésion à la cause du communisme, la fidélité aux principes du marxisme-léninisme, la moralité, les mérites acquis dans la lutte, ne comptaient rien. En définitive, ce qui comptait était d'être l'inconditionnel de Carrillo. Le bureaucratisme carrilliste dans la sélection et promotion des cadres ouvrait toutes grandes les portes du Parti à des arrivistes et à des aventuriers qui arrivaient à s'introduire dans l'appareil et les organismes de direction du Parti.

Le marxisme-léninisme a expliqué scientifiquement le rôle de la personnalité dans l'histoire. L'expérience du mouvement communiste international montre qu'un dirigeant communiste peut jouer un rôle positif seulement quand ses actes pratico-idéologiques et politiques, concordent avec le progrès historique, avec les intérêts de la classe ouvrière et avec le progrès du socialisme scientifique.

Cette thèse et notre propre expérience conseillent qu'à la direction suprême du Parti et aux postes dirigeants des organisations soient élus les hommes les plus propres pour chaque travail, les plus aptes étant donné les conditions concrètes dans lesquelles doit se dérouler leur activité.

La stabilité et la continuité de la direction d'un parti communiste sont assurées grâce à l'application d'une politique de cadres correcte qui porte implicitement le changement de certaines personnes par d'autres plus aptes, plus capables et mieux adaptées aux exigences de situations concrètes.

Durant le marasme du carrillisme, des camarades restaient des années à des charges importantes, camara-

des dont les qualités ne répondaient pas aux nécessités du Parti, qui causaient de sérieux dommages à son œuvre et créaient des habitudes négatives dans l'éducation des militants. De cette façon s'éteignait la nécessaire promotion des militants les plus capables pour détenir des postes dans la direction du PCE. Un dirigeant doit être relevé de ses fonctions si les nécessités du Parti l'exigent, sans que cela lui enlève ses mérites ou le déshonore. L'autorité, la division des tâches et la responsabilité n'ont rien de commun avec la hiérarchie bureaucratique ni avec l'autoritarisme, contraires à la nature du marxisme-léninisme et à l'essence révolutionnaire du Parti de la classe ouvrière.

La situation de crise qui existait dans le PCE exigeait un renouvellement des cadres et le rétablissement des normes et règles léninistes d'organisation, garantie de son unité. Elle exigeait une large démocratie dans la vie interne du Parti, l'observance de la direction collective, le lien étroit entre la direction et la base, entre le Parti et les masses. Elle exigeait d'extirper toute manifestation d'auto-culte de la personnalité ; elle exigeait le développement de la critique et de l'autocritique ouvrant un large champ à l'activité politique de tous les militants.

Les principes d'organisation Léninistes réclamaient également la création d'une Commission de Contrôle Politique sur l'activité de tous les dirigeants et militants du Parti, appelée à veiller sur l'accomplissement du Programme, des Statuts et des décisions des organes supérieurs de direction du Parti, et aussi la constitution d'une Commission des Finances qui contrôlerait tous les recours et biens du Parti et enregistrerait les rentrées d'argent et les dépenses.

La dégénération carrilliste des principes politiques et d'organisation du Parti a rendu précisément nécessaire que dans les Statuts actuels, loi fondamentale qui règle l'activité

des organisations et des militants, soient introduits des amendements indispensables et se fassent les additions correspondantes afin d'éviter la violation de la démocratie interne et les infractions aux droits des communistes.

Devant les graves accusations qui pèsent sur Carrillo, le VIII^e Congrès a décidé de charger une Commission Centrale de Contrôle Politique et morale de faire des investigations sur la conduite politique et morale de l'ex-secrétaire général et d'autres membres de l'ancienne direction.

N'importe quelle personne douée d'un minimum d'honnêteté et de responsabilité politique devrait accepter la proposition présentée par Enrique Lister et approuvée par le VIII^e Congrès.

Une des déformations les plus flagrantes introduites par le carrillisme dans la conception du Parti marxiste-léniniste comme détachement organisé et révolutionnaire de la classe ouvrière, est l'idée de créer, sous le régime dictatorial qui règne en Espagne, un « parti de masse » qui selon lui doit « émerger en surface » et abandonner les règles de la clandestinité.

Pour donner plus de force à cette idée liquidatrice, les carrillistes, comme à leur habitude, se rapportent à un jugement, qu'ils falsifient, émis par Lénine en 1905, quand le Parti Bolchevique se trouvait en pleine situation révolutionnaire. Cette falsification consiste à transformer les « sympathisants » — c'est-à-dire, des hommes de qui on n'exige ni l'acceptation du programme marxiste ni une discipline, en « militants ». Avec cette métamorphose les carrillistes effacent les frontières entre le Parti et les masses et portent atteinte à sa nature de Parti de classe pour ouvrir toutes grandes les portes du PCE à des gens qui n'ont rien à voir ni avec la lutte révolutionnaire de la classe ouvrière, ni avec le marxisme-léninisme, mais qui se font une joie de leur antisoviétisme. Avec ce matériel humain,

les carrillistes essaient de créer un parti qui puisse s'intégrer dans l'ordre social du capitalisme monopoliste d'Etat espagnol et qui peut jouer son rôle dans le camp du révisionnisme et de l'opportunisme international.

Le VIII^e Congrès a signalé que le devoir de chaque militant est de démasquer et de combattre l'idée carrilliste d'un « parti de masse » et cette orientation « d'émerger en surface ». En même temps il a appelé à renforcer la structure clandestine du PCE et à rendre plus ample son influence aux multiples facettes sur les masses travailleuses.

Aujourd'hui, en Espagne, il y a des milliers de communistes non organisés, mais qui luttent contre l'exploitation capitaliste et la dictature franquiste et répudient le carrillisme et l'antisoviétisme. Pour intensifier et mettre cette lutte sur la bonne voie, il faut renforcer le Parti, tant à l'intérieur du pays que dans l'émigration, tâche dont l'accomplissement ne peut être livré à la spontanéité.

Les communistes non encore organisés, sans attendre les indications des organismes de direction, devraient prendre l'initiative de se grouper en cellules ou de s'incorporer à celles qui existent et travaillent. En même temps ils effectueront un travail de recrutement de nouveaux militants, principalement parmi les travailleurs les plus-combatifs et les plus conscients. Pour renforcer le Parti en Espagne il faut aussi l'aide des organisations du PCE en exil. La tenue du VIII^e Congrès et la ligne politique révolutionnaire approuvée durant ce Congrès, ont créé les possibilités de faire un grand pas vers le renforcement du Parti et de l'enraciner profondément dans les masses travailleuses espagnoles.

Une autre des thèses par lesquelles les carrillistes révisent la conception léniniste du Parti, est celle du « parti dirigeant, mais pas dominant » dans la période de transition et dans la construction du socialisme.

La notion marxiste de période de transition du capitalisme au socialisme, ainsi que nous le savons, requiert la dictature du prolétariat, pour réaliser de profondes transformations socio-économiques, les carrillistes lui substituent une « démocratie politique et sociale » insérée dans un contexte inter-classe qui irait, selon eux, depuis la classe ouvrière jusqu'à la bourgeoisie non monopoliste, et dont la force idéale d'impulsion serait un « romantisme du développement national-démocratique ». Tout cela représenterait pour les révisionnistes espagnols la prétendue « révolution dans la liberté ».

Le concept marxiste de bloc de forces sociales intéressées dans la révolution socialiste, dirigée par le prolétariat et basée sur l'alliance ouvrière et paysanne est remplacé par « alliance des forces du Travail et de la Culture », conglomérat où selon les carrillistes, « chaque homme se sent réellement concerné par le succès ou l'échec de son travail » et avec lequel l'Espagne arriverait, au cours de quelques lustres à « se mettre au niveau des pays les plus avancés et à fermer définitivement, à double tour, le sépulcre du Cid ».

La fonction du Parti Communiste d'Espagne dans le système des partis et organisations sociales, qui formeraient l'appareil politique de l'« Alliance des forces du travail et de la culture » consisterait, pour Carrillo et compagnie, à proposer les solutions qu'ils considéreraient adéquates et à opposer des objections aux propositions des autres partis et groupes et à contribuer, après, à élaborer une synthèse avec eux. De cette manière, selon les carrillistes, le Parti Communiste d'Espagne n'exercerait pas un rôle « dominant » mais simplement dirigeant.

Il y a longtemps que le marxisme a expliqué, et la pratique l'a corroboré, que la dictature du prolétariat dans la période de transition et dans la construction du socialisme entraîne la domination de la classe ouvrière sur les exploités déclassés et que

le Parti Communiste est son instrument politique pour exercer le Pouvoir et diriger la société. La dictature du prolétariat suppose la dictature de l'énorme majorité de la population travailleuse sur la minorité de parasites.

Pour conquérir le pouvoir politique, la classe ouvrière doit avoir une avant-garde aguerrie dans la lutte et armée de la théorie scientifique du marxisme-léninisme, qui lui permet d'élaborer la tactique et la stratégie de la révolution, de gagner l'appui de ces forces sociales, des partis et organisations intéressés ainsi que d'arriver à la destruction de la vieille structure capitaliste.

Le rôle dirigeant du Parti Communiste, est, justement, d'organiser avec les masses travailleuses l'armée politique de la révolution et de conduire ces masses à la conquête du Pouvoir. Une fois établie la dictature du prolétariat — dans la forme spécifique qu'elle revêt en Espagne — le Parti Communiste deviendra un parti gouvernant, non « dominant » car c'est la classe ouvrière dans son ensemble qui sera la force sociale dominante dans le nouveau processus d'une transformation radicale de la société espagnole.

Non seulement Carrillo rompt avec la théorie léniniste de la dictature du prolétariat qui est le critère fondamental pour juger un révolutionnaire ou un parti politique de la classe ouvrière, mais il se met sur des positions idéalistes quand il affirme que dans la période de transition, période de lutte de classe aiguë, le pouvoir s'exercera sur la base d'une pluralité des organisations politiques, fondée exclusivement sur des facteurs moraux. En conséquence de quoi, ce pouvoir serait un pouvoir vacillant, il ne pourrait assurer la domination de la classe ouvrière en cette période historique dans laquelle serait estompé le rôle dirigeant du Parti Communiste d'Espagne. Autour de cette pluralité de partis, et du système de parti unique en période de

transition, dans la construction du socialisme, il se déroule aujourd'hui un ample débat idéologique dans le mouvement communiste international.

Le PCE maintient son point de vue selon lequel le système du parti unique n'est pas obligatoire pour toutes les situations. Il dépend des circonstances spécifiques et de la corrélation des forces dans le processus de la transformation révolutionnaire de la société. L'exemple du système du parti unique se trouve en Union Soviétique. Après le triomphe de la Révolution Socialiste d'Octobre le Parti Bolchevique proposa aux représentants des partis menchévique et social-révolutionnaire de reconnaître le Pouvoir soviétique et de s'incorporer à la construction de la société socialiste. Mais ces partis entreprirent une guerre ouverte contre le nouveau régime et passèrent dans le camp de la contre-révolution.

Le PCE entend par pluripartisme dans la période de transformation et dans l'édification du socialisme une conjonction de partis et d'organisations révolutionnaires, interprètes des intérêts de la classe ouvrière, des paysans travailleurs et des couches citadines moyennes qui ont pour but commun de construire la société socialiste. Dans cette conjonction ils doivent respecter deux conditions : Le Parti Communiste gouverne avec les autres partis et organisations, mais tient dans cette coalition un rôle dirigeant, parce qu'il est la force révolutionnaire la plus conséquente, qu'il a l'appui de la majorité de la classe ouvrière et des masses des travailleurs et a pour règle la théorie scientifique de la transformation du monde et de la société; la deuxième condition consiste en ce que tous les partis et organisations acceptent le programme de l'édification du socialisme et prennent une part active dans son application pratique.

Nous avons des cas de cette pluralité des partis dans quelques pays qui se dégagèrent du système capi-

taliste mondial après la seconde guerre mondiale.

Le PCE considère que lorsque disparaissent les deux conditions, suscitées, la pluralité dans le socialisme comme conjonction de partis et d'organisations révolutionnaires qui interviennent activement dans l'édification du socialisme, se transforme en pluralité de partis bourgeois réformistes, avec un système de partis d'opposition de lutte pour les voix aux élections, les combinaisons parlementaires pour former un autre gouvernement, etc. Carrillo préconise une variante de ce genre de pluripartisme bourgeois réformiste.

Ainsi on n'est pas étonné de l'apologie carrilliste du « modèle de socialisme » que prétendaient instaurer en 1968 les révisionnistes tchécoslovaques, alliés avec des éléments antisocialistes et qui préparaient la restauration du régime capitaliste en Tchécoslovaquie et la séparation du pays de la communauté des pays socialistes.

Position du PCE par rapport aux forces sociales espagnoles

1. LA CLASSE OUVRIERE. Le marxisme-léninisme enseigne et l'histoire corrobore cet enseignement que la condition fondamentale pour la victoire de la classe ouvrière, c'est son unité. Celle-ci est nécessaire tant dans les luttes pour les revendications immédiates, politiques, sociales et économiques, que dans la lutte pour le socialisme et le communisme.

Pour réussir l'unité de la classe ouvrière, les Partis fidèles au marxisme-léninisme luttent pour extirper du mouvement ouvrier les tendances réformistes, révisionnistes et opportunistes, qu'elles soient de « gauche » ou de droite : ils réalisent les efforts maximum, pour donner au mouvement conscience de sa force et de sa mission historique, pour lui inculquer les idées du socialisme scientifique et

les expériences des détachements victorieux de la classe ouvrière internationale, comme ceux de l'Union Soviétique et d'autres pays socialistes; pour assimiler les enseignements des combats de classe des ouvriers des pays capitalistes, pour persuader en fin, le prolétariat respectif de chaque pays, de la notion qu'il fait partie de l'armée mondiale des exploités.

A côté des Partis Communistes, agissent dans le mouvement ouvrier d'autres organisations et partis politiques à tendance social-démocrate, ainsi qu'une grande masse de travailleurs inorganisés et sans étiquette politique définie.

Il n'y a pas de contradictions antagonistes entre les Partis Communistes et les autres partis ouvriers. Déjà, au siècle passé, Karl Marx et Frédéric Engels avaient écrit dans le « Manifeste du Parti Communiste », que :

«... les communistes ne forment pas un parti spécial opposé aux autres partis ouvriers.

Ils n'ont point d'intérêts qui les séparent de l'ensemble du prolétariat. Ils n'établissent pas des principes particuliers sur lesquels ils voudraient modeler le mouvement ouvrier.

Les communistes ne se distinguent des autres partis ouvriers que sur deux points : 1° Dans les différentes luttes nationales des prolétaires, ils mettent en avant et font valoir les intérêts indépendants de la nationalité et communs à tout le prolétariat. 2. Dans les différentes phases que traverse la lutte entre prolétaires et bourgeois, ils représentent toujours les intérêts du mouvement dans sa totalité ».

Manifeste du P.C.

Œuvres choisies

Marx-Engels - Tome I. Pag. 123.

Il existe entre les masses travailleuses alliées au Parti Communiste et à d'autres organisations et partis ouvriers, et, les masses inorganisées, des facteurs objectifs stimulants pour obtenir l'unité tels leur situation com-

mune dans le système des relations de production et les intérêts généraux de classe des différentes couches de travailleurs.

Cette communauté d'intérêts entre la classe ouvrière et tous les autres travailleurs sert de base à l'alliance de la classe ouvrière avec tous les secteurs sociaux qui s'opposent à la bourgeoisie réactionnaire.

La classe ouvrière, comme classe conséquemment révolutionnaire de la société contemporaine, liée aux formes modernes de production et qui marche en tête du progrès social, est appelée à être la force dirigeante hégémonique de la lutte de tout le peuple pour la démocratie, de la lutte de tous les exploités pour la révolution socialiste. La classe ouvrière, en se libérant elle-même, libère toute la société.

Mais, pour remplir ce rôle dirigeant, hégémonique, une série de conditions sont à préciser : unité de cette même classe ouvrière, capacité de convaincre les autres travailleurs de la victoire inévitable dans la lutte contre la bourgeoisie et les monopoles, organisés aujourd'hui dans le système de capital monopoliste d'Etat; capacité de défendre non seulement les intérêts de la classe ouvrière mais aussi ceux d'autres couches sociales, gagnant ainsi la confiance de ces forces, et les influençant.

C'est-à-dire, il faut démontrer à tous les alliés de la classe ouvrière que c'est seulement sous sa direction, qu'ils peuvent atteindre leur propre émancipation sociale. Dans l'ensemble de ces conditions, la présence d'un parti de type léniniste est décisive.

Dans le cadre général de la lutte des masses populaires contre la domination économique et politique de l'oligarchie, le Parti Communiste prête son plein appui au mouvement des Commissions Ouvrières, ainsi qu'à d'autres formes unitaires d'organisation du prolétariat, et fait siennes les

revendications économiques et politiques qu'aujourd'hui posent les travailleurs.

En même temps, il se prononce pour l'utilisation, à des fins révolutionnaires, de toutes les formes légales et extra-légales de lutte des travailleurs et répudie vigoureusement l'épouvantail de la Loi Syndicale et de tout le système verticaliste de la dictature.

Le mouvement des Commissions Ouvrières a surgi à l'initiative des travailleurs eux-mêmes, comme une nécessité de lutte contre l'exploitation capitaliste et comme une négation des syndicats verticaux.

La vitalité des Commissions Ouvrières prend sa source dans le fait qu'elles étaient élues démocratiquement par les travailleurs et soutenues par leur action énergique et massive.

A l'origine, les éléments fondamentaux sur lesquels s'appuyaient les Commissions Ouvrières étaient : la commission ouvrière de l'entreprise, le programme revendicatif, la lutte de chaque jour pour la défense des intérêts des travailleurs, la solidarité de classe et l'assemblée comme organe d'expression de la volonté des travailleurs.

Depuis leur naissance les Commissions Ouvrières ont été sous le feu de la répression franquiste, faite de persécutions et de représailles de la part des patrons et des syndicats verticaux franquistes.

C'est aussi dans ce champ d'activité des communistes que c'est manifesté de façon très aigüe, l'opportunisme de Carrillo et de son groupe, lesquels ont utilisé les Commissions Ouvrières pour leur spéculation politique.

La trajectoire de ces spéculations politiques de Carrillo va d'une attitude trotskysante, qui considérait les Commissions Ouvrières « comme une espèce de soviets » d'organes à pouvoir révolutionnaire, en passant par l'essai de les transformer en véhicule de leur politique de collaboration de classes, pour en arriver à une tacti-

que tendant à freiner et à faire avorter les actions revendicatives de la classe ouvrière.

La situation de crise que traverse aujourd'hui le mouvement des Commissions Ouvrières est due, en premier lieu, aux conséquences néfastes de la politique carrilliste : la tendance à monopoliser la direction du mouvement des Commissions Ouvrières, l'incorporation à ses organismes dirigeants de personnes sans liaison avec la lutte et la vie quotidienne des travailleurs, comme avocats, journalistes, étudiants et autres qui, indépendamment de leur honnêteté et de leur volonté, ne sont pas aptes à diriger les actions des ouvriers ; la création de commissions de coordination artificielles, qui désarticulent et absorbent les fonctions correspondant aux commissions ouvrières, violant les principes démocratiques de ce mouvement, et la constitution « de commissions ouvrières de jeunes » qui introduisent en leur sein le conflit des générations.

Le PCE estime que les Commissions Ouvrières doivent être des organisations autonomes qui représentent et groupent tous les travailleurs, indépendamment de leurs convictions idéologiques, politiques et religieuses. Mais l'indépendance des Commissions Ouvrières ne veut pas dire leur neutralité dans la lutte politique, elle n'exclut pas, mais bien plutôt exige la lutte des communistes pour exercer chez elles la direction politique. Celle-ci consiste surtout à être le défenseur conséquent des intérêts de la classe ouvrière, guidant les masses à chaque instant, participant activement à l'accomplissement de toutes les tâches, démasquant les manœuvres du gouvernement et des patrons et luttant contre les courants opportunistes et réformistes dans le mouvement ouvrier.

Le PCE combat aussi pour allier la lutte économique à l'action politique, soulignant devant la classe ouvrière l'importance capitale de cette dernière. Pour cela, il considère

que les Commissions Ouvrières ne doivent pas être étrangères à la politique et que l'apolitisme se convertit, de façon inexorable, en une arme de la bourgeoisie. Rester neutre devant les problèmes politiques d'Espagne, signifie, en pratique, renoncer aux transformations économiques et politiques. Dans la situation concrète d'aujourd'hui, la lutte des classes oppose les Commissions Ouvrières à l'Etat et au système du capital monopoliste qui ne fait qu'un avec lui.

La situation des travailleurs espagnols ne dépend pas exclusivement des problèmes intérieurs du pays, mais aussi de la politique extérieure qu'applique la dictature franquiste. Pourtant, les ouvriers doivent lutter contre la subordination à l'impérialisme, plus concrètement contre les bases militaires yankees installées en Espagne, contre les complots et massacres organisés par la réaction internationale pour écraser le mouvement de libération nationale des peuples, pour une politique extérieure d'indépendance et de solidarité active avec les forces anti-impérialistes et démocratiques du monde entier.

Une tâche des Commissions Ouvrières c'est aussi l'éducation de la classe ouvrière espagnole dans un esprit internationaliste de solidarité avec la lutte des prolétaires de tous les pays.

Les communistes qui agissent dans les Commissions Ouvrières s'efforceront de convaincre tous leurs compagnons de l'importance qu'il y a pour le mouvement ouvrier espagnol à réintégrer la Fédération Syndicale Mondiale. Violant la volonté des travailleurs espagnols, les carrillistes séparèrent les Commissions Ouvrières de cette centrale.

Le révisionnisme et l'opportunisme de Carrillo et de son groupe affectaient non seulement les problèmes concernant l'unité de la classe ouvrière et ses formes de lutte unitaire, comme les Commissions Ouvrières, mais aussi une des questions clef de la politique du PCE, le rôle indépendant, hégémonique de la classe ou-

vrière et le rôle qui lui appartient comme axe de toute alliance avec d'autres forces sociales dans la lutte antimonopoliste pour la démocratie et le socialisme.

Les carrillistes minimisent le poids politique et la capacité révolutionnaire de la classe ouvrière espagnole et exagèrent la volonté de changement des couches moyennes de la ville, de l'ensemble des étudiants et des intellectuels. C'est précisément de cette sous-estimation du rôle de la classe ouvrière que survinrent les consignes carrillistes d'« Alliance des forces du Travail et de la Culture » et du « Pacte pour la Liberté » « comme sommet de la stratégie de la lutte des classes » ainsi que celle de « Grève nationale », consignes magiques appelées à liquider la dictature franquiste.

La consigne de l'« Alliance des forces du travail et de la culture » n'est pas du tout originale ni sortie objectivement de la réalité espagnole, comme prétend le faire croire Carrillo. C'est un plagiat « espagnolisé » des conceptions du révisionniste français Garaudy, maître à penser de Carrillo, et une falsification de cette réalité. L'un et l'autre présentent leurs élucubrations comme un aspect supérieur du « nouveau bloc historique des forces sociales et politiques » formulé en son temps par le léniniste italien Antonio Gramsci, conception qui, elle, suppose l'alliance ouvrière et paysanne et l'hégémonie du prolétariat.

En réalité, entre le tandem Garaudy-Carrillo et la conception du léniniste Gramsci il y a la même différence qu'entre le révisionnisme opportuniste et le marxisme révolutionnaire.

Ainsi donc, l'« Alliance des forces du Travail et de la Culture » suppose que non seulement est ignoré le rôle dirigeant et d'hégémonie de la classe ouvrière dans la lutte pour la démocratie et le socialisme, et, considéré comme dépassée l'alliance ouvrière et paysanne, mais elle suppose aussi l'absolue priorité du progrès scientifique et technique. De

ce progrès, Carrillo déduit la « prolétarianisation » des intellectuels et des étudiants qu'il convertit brusquement en une des forces motrices de la révolution espagnole, « en une petite roue supplémentaire du mécanisme de production capitaliste ». Ni en Espagne, ni dans aucun pays, les intellectuels et étudiants ne constituent une classe sociale spécifique, ni ne sont transformés à partir de leur condition sociale, en un bloc, en une force de travail comme celle des ouvriers.

Un secteur d'intellectuels partage des fonctions exécutives capitalistes avec des fonctions technico-productives; un autre participe à la production en tant que travailleurs salariés, mais par leurs conditions de vie et leur « standing » social, ils se différencient de manière appréciable du prolétariat.

La tâche des intellectuels salariés dans la lutte révolutionnaire ne peut dépendre de ce que peuvent penser les secteurs les plus politisés de leur milieu mais de la place réelle qu'ils occupent dans la production, dans la science et dans l'enseignement. En Espagne les intellectuels scientifiques et ceux de la production sont une minorité, quoique cela n'exclue pas l'intérêt qu'ils présentent comme alliés en puissance de la classe ouvrière. On ne doit pas oublier que la position politique des intellectuels et la direction de leur poussée dépendront fondamentalement du degré d'hégémonie conquise par la classe ouvrière dans le mouvement démocratique et anti-impérialiste, des liens de celle-ci avec ces alliés naturels (paysans travailleurs, et couches semies-prolétaires) cette hégémonie est le fruit du travail conscient du parti marxiste-léniniste. Ainsi nous l'enseignent la théorie et l'expérience historique depuis Octobre 1917 jusqu'à la révolution cubaine.

Dans le document principal de la Conférence Internationale des Partis Communistes et Ouvriers de 1969, se pose la question des intellectuels sous la forme suivante :

« L'alliance des travailleurs manuels et intellectuels est une force chaque jour plus importante dans la lutte pour la paix, la démocratie et le progrès social ; pour le contrôle démocratique de la production, des institutions culturelles et des moyens d'information ; pour le développement de l'instruction publique en faveur du peuple. »

De cet énoncé, que nous considérons correct, au certificat de « force motrice de la révolution » dont Carrillo gratifie les intellectuels et les étudiants, il y a un abîme.

La seconde consigne qui est à l'ordre du jour dans la propagande de Carrillo est le « Pacte pour la Liberté », qui veut se comparer au Pacte, passé à l'histoire sous le nom de « Pacte de Saint-Sébastien » mais en en faisant ressortir les côtés positifs, tandis qu'on en cache les aspects et conséquences négatifs qu'il eut pour la Seconde République, en mettant la classe ouvrière à la remorque de la bourgeoisie. Cela est précisément, un grand enseignement, pour les futures étapes de la révolution espagnole.

Carrillo et son groupe opportuniste prétendent subordonner la lutte de la classe ouvrière, à l'action des paysans et de tous les travailleurs, à la réussite d'un idyllique « Pacte pour la Liberté » avec les groupes de l'opposition bourgeoise, et sous la direction de celle-ci. Mais l'objectif fondamental de ces groupes est d'étayer le système monopoliste et d'assujettir la future « stabilité économique et politique » du pays aux relations avec le Marché Commun des grands monopoles, à leur action en faveur de l'entrée de l'Espagne dans l'OTAN.

Dans les aspirations de ces groupes de l'opposition bourgeoise — comme nous l'avons vu — se trouve aussi « l'intégration » de la classe ouvrière, et si cela est possible, du Parti Communiste d'Espagne dans le mécanisme du « néo-capitalisme » espagnol.

Ces groupes bourgeois comprennent parfaitement la menace que représente pour la stabilité du régime capitaliste, le vrai et seul mouvement d'opposition à la dictature franquiste, mouvement composé de la classe ouvrière, des paysans, de secteurs de travailleurs non prolétaires et de couches intermédiaires.

Indépendamment de ses contradictions la classe bourgeoise est consciente du danger que représenterait pour elle le fait qu'en tête du mouvement d'opposition populaire se trouve une avant-garde aguerrie, qui tiendrait fermement les guides pour atteindre des objectifs de classe et dirigerait la lutte, avec souplesse, pour souder toutes les forces capables de déraciner le pouvoir de l'oligarchie et de transformer révolutionnairement la société espagnole.

Le Parti Communiste d'Espagne est obligé d'avoir des contacts et des conversations, de dialoguer avec les forces et partis politiques les plus divers, de chercher des accords et compromis circonstanciels avec des groupes chrétiens-démocrates, monarchistes, libéraux et autres, pour des objectifs concrets. Mais, en même temps, le PCE ne doit pas oublier une question essentielle : que les accords et compromis sont seulement acceptables pour faire avancer le mouvement révolutionnaire et faciliter la conquête des objectifs fondamentaux du prolétariat qu'ils ne doivent en aucune façon porter préjudice à l'indépendance politique des communistes et encore moins les convertir en prisonniers des adversaires de classe; que les accords et compromis de caractère tactique avec d'autres groupes et partis non prolétaires doivent être concertés en fonction des conditions existantes et des rapports des forces dans chaque étape de la lutte révolutionnaire.

La troisième consigne du carrillisme est l'utopique « Grève Nationale », qui, de manière pacifique, doit en finir avec la dictature franquiste et le pouvoir de l'oligarchie financière espagnole.

Pour Carrillo, cette « Grève » est exclusivement un produit de la « volonté nationale », de l'apparition dans la lice politico-sociale d'une ample alliance des forces du travail et de la culture.

Comme les autres consignes de Carrillo, celle-ci découle du plus pur opportunisme. Pour que les masses puissent passer de la protestation à des actions révolutionnaires décisives contre un ennemi comme la dictature franquiste, qui n'est pas, loin de là un « tigre de papier », il faut une situation révolutionnaire, inexistante aujourd'hui en Espagne et qui ne peut se créer avec de simples appels à la « grève nationale ». Cette situation entraîne une crise générale qui comprend toutes les classes sociales, qui aiguise au plus haut point la lutte des classes; que l'unité de la classe ouvrière soit le centre de l'alliance des partis politiques et des organisations représentatives des classes et couches intéressées par de radicales transformations économiques, politiques et sociales et que le Parti Communiste d'Espagne conquiert le rôle d'avant-garde dans la direction du mouvement révolutionnaire.

Les ouvriers, les paysans, tous les travailleurs, rejettent les consignes carrilliste de « l'alliance des forces du Travail et de la Culture », ou « Pacte pour la Liberté » et de la « Grève Générale Pacifique ». Ils ne les font pas leurs et pour cette raison, elles sont condamnées au plus cuisant échec.

2. — LES TRAVAILLEURS ÉMIGRÉS. — Plus de trois millions d'espagnols vivent hors de nos frontières, c'est-à-dire, les vingt cinq pour cent approximativement de notre force de travail. Les travailleurs émigrés (dont on compte un million en Europe Occidentale) le reste se trouvant dans les pays d'Amérique latine et autres continents) sont une composante inséparable de la classe ouvrière de notre pays et souffrent de l'exploitation par les monopoles

étrangers en complicité avec la bourgeoisie espagnole.

On a estimé que les travailleurs espagnols émigrés ont apporté dans les dernières années deux mille millions de dollars (quelques 140.000 millions de pesetas) à notre balance de paiements, permettant ainsi de couvrir chaque année, plus de vingt pour cent du déficit commercial de l'Espagne.

Pour les monopoles européens le coût de la main d'œuvre émigrée est moins cher que celui des ouvriers « nationaux » et la différence de ce coût crée la rivalité entre tous les travailleurs, dont les monopoles profitent pour faire pression (par le bas) sur le niveau général des salaires et les conditions de travail et de vie de l'ensemble de la classe ouvrière.

La bourgeoisie monopoliste européenne oppose les ouvriers « nationaux » aux ouvriers émigrés et essaie de semer la discorde entre eux avec la division par le sexe, la couleur, et la nationalité.

Dans les pays d'Europe Occidentale, les travailleurs émigrés espagnols ne jouissent, dans bien des cas, ni du moindre droit de choisir le patron qui les exploite, du fait qu'ils sont fortement attachés par des contrats féroces, imposés par des bureaucrates de l'Institut Espagnol de l'Emigration.

Les patrons de ces pays profitent, en plus, des situations « irrégulières » (en rapport avec les papiers d'identité, les contrats, etc.) pour mieux exploiter les travailleurs émigrés. Ceux-ci dans la majorité des cas, souffrent de l'instabilité de l'emploi, se voient obligés de faire les travaux les plus ingrats, les plus dangereux et les plus mal payés et pâtissent des conséquences de leur inadaptation à une ambiance, dans l'ensemble étrangère, et, parfois, hostile.

Un exemple alarmant de cette hostilité a été la vague raciste déchaînée en Suisse, avec le référendum contre les étrangers, proposé

pour décider de l'expulsion de ce pays d'une grande partie des travailleurs étrangers. L'opération a été montée par la bourgeoisie helvétique afin de créer dans les pays un climat d'insécurité pour les travailleurs émigrés, et pour pouvoir les soumettre à une plus grande exploitation.

Les classes dominantes espagnoles ont toujours présenté l'émigration comme un phénomène « naturel » permanent et inévitable. Grâce à cet argument, la bourgeoisie veut que nous acceptions l'émigration comme un événement fatal, semblable à la pluie ou au tremblement de terre. Elle prétend ainsi cacher les racines sociales du problème.

En réalité, l'émigration a été et est une « bonne affaire » permanente des classes dirigeantes espagnoles. L'émigration leur a servi et leur sert comme « soupape d'échappement de la pression sociale », de l'indignation des masses travailleuses victimes du non-emploi et de la misère occasionnés par le système de grande propriété des terres et de l'exploitation capitaliste. D'autre part, tandis que pour la bourgeoisie l'émigration « est une bonne affaire », pour le pays, pour la société espagnole qui soutient la main d'œuvre, c'est une perte nette de l'élément fondamental de sa richesse : l'homme.

Le problème de l'émigration intéresse de manière très directe toutes les classes travailleuses de la ville et de la campagne car il y a longtemps que la bourgeoisie espagnole s'en sert comme alternative et « échappatoire » aux réformes indispensables de la structure économique, sociale et politique du pays, qui ainsi que nous l'avons déjà dit, sont les causes profondes de l'émigration.

Pour cela, les travailleurs doivent ajouter à leur lutte, l'action revendicative des travailleurs émigrés espagnols.

D'une manière générale, l'émigration des travailleurs suit les mouve-

ments du capital, liés au développement inégal des économies capitalistes. Cependant, tant qu'existera l'économie capitaliste qui est dominée par la loi du gain, il existera l'inégalité entre secteurs, régions et pays, inégalité qui ne peut faire moins que de donner naissance à un drainage constant de la force de travail des pays retardataires vers les pays économiquement plus développés. C'est ainsi que le système capitaliste assure son « armée ouvrière de réserve » à caractère multinational, ce qui est une des particularités de l'impérialisme ou du capitalisme monopoliste d'Etat de nos jours.

Pour qu'en Espagne disparaisse le phénomène de l'émigration des travailleurs, il est nécessaire que les forces productives se développent à un rythme régulier dans tout le système économique et cela est seulement possible dans une économie socialiste planifiée, qui aurait pour but la satisfaction des nécessités sociales des travailleurs.

Le Parti Communiste propose à tous les ouvriers émigrés, qui sont partie intégrante de la classe ouvrière espagnole, de faire leurs revendications des travailleurs du pays, d'apporter leur appui au mouvement unitaire des Commissions Ouvrières, et de se solidariser avec les luttes sociales du peuple espagnol.

Ils doivent se battre aussi contre l'exploitation capitaliste et pour la défense de leurs intérêts professionnels avec les ouvriers des pays où ils résident et au côté des travailleurs émigrés d'autres nationalités; ils doivent s'affilier aux syndicats qui se font remarquer dans la défense des intérêts de la classe ouvrière, lutter dans ces syndicats pour des salaires égaux à ceux des ouvriers autochtones, pour l'accès à toutes les catégories professionnelles et contre toute discrimination dans le travail; ils doivent exiger des logements convenables, qui permettent une vie familiale humaine, l'assistance médicale, l'enseignement pour leurs enfants, le

droit de s'organiser en clubs, centres, cercles et groupements régis démocratiquement par eux-mêmes afin d'organiser des activités culturelles et lutter pour une législation — et pour sa bonne application — qui les protège comme travailleurs émigrés, qui les défende contre les discriminations, qui leur facilite le retour en Espagne et leur garantisse le maintien des droits acquis dans l'émigration, ainsi que la jouissance de toutes les conquêtes sociales des ouvriers en Espagne.

Les travailleurs émigrés peuvent et doivent s'organiser et lutter, dès aujourd'hui, pour la révision de toutes les « conventions d'émigration » signées par le gouvernement franquiste avec les gouvernement bourgeois

Le PCE prêtera une attention spéciale à la lutte des travailleurs émigrés, essayant d'empêcher que leur énorme potentiel révolutionnaire ne soit annulé par des manœuvres « légalistes » ou soi-disant patriotiques, de la dictature et de ses associés étrangers, et, surtout, il s'efforcera d'empêcher que l'on traite les travailleurs émigrés en objets et motifs de division du mouvement ouvrier international.

Le PCE portera tous ses efforts pour réussir à coordonner les luttes des communistes de tous les pays pour la défense des droits et revendications des travailleurs émigrés, qui sont une composante importante du front antimonopoliste dans l'Europe des monopoles.

3 — LA PAYSANNERIE — L'allié naturel et principal de la classe ouvrière dans la lutte pour la démocratie et le socialisme c'est la paysannerie. L'alliance ouvrière et paysanne constitue, donc, un des principes politiques de base de l'activité générale du Parti Communiste d'Espagne.

Le PCE dénonce la politique d'exploitation des paysans par les grands propriétaires terriens qui, après avoir monté un processus d'exploitation médiévale, sont venus grossir les rangs de la bourgeoisie dans le ca-

dre d'un complexe agraire, industriel et bancaire. La politique économique de l'oligarchie financière a aggravé le déséquilibre entre l'industrie et l'agriculture, entre la ville et la campagne, créant les graves problèmes de chômage endémique, les bas salaires, l'état de sous-développement matériel et culturel de l'ensemble paysan, l'exode rural, l'émigration, etc...

L'entrée possible de l'Espagne dans l'instable Marché Commun européen créerait de graves problèmes et de grandes difficultés à bien des secteurs de l'agriculture arriérée espagnole et exigerait d'elle qu'elle s'adapte dans le fond, au marché communautaire. Tout cela accélérerait la rupture définitive des économies familiales consacrées à la culture des céréales et au bétail, économies auxquelles la politique de l'oligarchie financière a toujours tourné le dos.

Le développement monopoliste repose sur la perspective de l'élimination de plus d'un million de travailleurs de la campagne.

Les paysans ne peuvent aspirer à se libérer par eux-mêmes. Ce n'est que par leur liaison avec la classe ouvrière, en un front démocratique et révolutionnaire, qu'ils peuvent briser les bases du système, d'exploitation oligarchique et monopoliste et trouver le chemin de l'émancipation sociale, au cours des différentes phases de la révolution espagnole.

Carrillo et son groupe fractionnel parlent fréquemment de la campagne et des paysans, des commissions paysannes, de la « terre pour celui qui la travaille », et quelques fois ils appellent à « occuper les terres non cultivées ». Mais les phrases grandiloquentes et les consignes publicitaires ne peuvent cacher la sous-estimation du problème paysan par les révisionnistes.

Au fond, Carrillo se trouve en accord avec certains sociologues et économistes bourgeois et avec quelques publicistes de « gauche » qui

estiment que le problème agraire est toujours résolu par « l'exode rural » qui mène à l'abandon des biens, des terres et des labours de petite production, et qu'ainsi le problème paysan se résout tout seul.

En réalité, le régime agraire des grandes propriétés et des relations précapitalistes d'exploitation, se décompose depuis des années, mais les problèmes de la paysannerie travailleuse et ceux des salariés agricoles deviennent sans cesse plus aigus. Le problème agraire et paysan subsiste et s'aggrave quoique ses contradictions changent de forme.

En mettant l'alliance ouvrière et paysanne dans le concept diffus de « travail » et en la dissolvant dans « l'alliance des forces du travail et de la culture », les carrillistes tombent dans le fatalisme, et considèrent que le développement de l'agriculture et la solution du problème paysan ne peuvent se trouver en dehors de la voie monopoliste. A la rigueur, sa consigne digne d'une consigne de Messie, cache l'absence d'un authentique programme agraire.

Face à la conception carrilliste de l'« Alliance des forces du travail et de la culture », le PCE oppose la conception léniniste de l'alliance ouvrière et paysanne, comme un des principes fondamentaux de l'activité révolutionnaire de n'importe quel parti marxiste-léniniste. Le PCE suit le conseil que donnait Lénine à la veille du II^e Congrès de l'Internationale Communiste :

«Le prolétariat n'est une classe réellement révolutionnaire, agissant d'une manière réellement socialiste, qu'autant qu'il s'affirme et se comporte comme avant-garde de tous les travailleurs et de tous les exploités; comme leur guide dans la lutte pour le renversement des exploités. chose impossible sans l'introduction de la lutte de classes dans les campagnes, sans le rassemblement de leurs masses laborieuses autour du Parti Communiste, du prolétariat des villes, sans l'éducation des premiers par ce dernier.

LENINE

« Ebauche des thèses sur la question agraire ». Œuvres complètes - Tome 31, pag. 154.

Carrillo, dans le style des « modernistes » peut se permettre le luxe de dire que cela était correct il y a cinquante ans et ne l'est plus maintenant. Mais la Conférence Internationale des Partis Communistes et Ouvriers de 1969 a insisté sur le fait que « le renforcement de l'alliance ouvrière et paysanne est une des conditions fondamentales du succès de la lutte contre les monopoles et leur pouvoir.

Dans le contexte de l'alliance ouvrière et paysanne, il faut détacher l'importance qu'ont les journaliers des champs, qui constituent la force la plus révolutionnaire de la paysannerie espagnole. Le million de journaliers et autres salariés agricoles, joint à plus des cinq millions d'ouvriers de l'industrie et des transports, forme l'avant-garde du mouvement prolétarien de notre pays.

Le VIII^e Congrès a indiqué les premiers pas à faire dans l'élaboration d'un authentique programme agraire du PCE, qui présente des solutions réalistes aux brûlants problèmes de la campagne espagnole. Dans son élaboration, on fera appel à la participation des cadres paysans communistes.

La question clef du problème agraire doit être le problème de la terre, qui peut seulement être abordé, par une profonde et démocratique Réforme Agraire. Toute la politique agraire du régime franquiste, depuis la création de l'Institut de Colonisation jusqu'à la récente Loi des Régions et Propriétés améliorables, ne se proposa jamais de mener à bien une véritable réforme agraire, mais une réforme de la campagne espagnole au bénéfice des oligarchies de gros propriétaires terriens et financiers. Le développement du capitalisme en Espagne se présente avec l'enchevêtrement de la structure latifundiste et de la structure capitaliste, entraînant ainsi de très

pénibles conséquences pour les grandes masses paysannes.

La tâche la plus immédiate consiste à créer des organisations du Parti à la campagne et de développer celles qui existent; à utiliser rationnellement les militants les plus aptes au travail parmi les paysans, à déployer une propagande selon les nécessités et caractéristiques de la campagne espagnole.

4. LA FEMME TRAVAILLEUSE. — Dans la société capitaliste, la femme ne constitue pas une catégorie spéciale, mais elle est partie intégrante des classes sociales qui divisent la société, elle participe au mode de vie et au sort de ces classes, et, ainsi, elle apparaît plongée dans les problèmes généraux qui résultent de l'affrontement des exploités et des exploités.

Depuis l'ère industrielle, l'incorporation de la femme à l'armée des travailleurs salariés lui permet d'acquérir une conscience de classe et son intervention aux côtés de l'homme dans les luttes économiques et politiques, la convertit en un élément actif du prolétariat.

Des événements historiques d'aussi grande importance que celui de la Révolution Socialiste d'Octobre et la constitution du système socialiste mondial ont donné une impulsion décisive à la lutte émancipatrice de la femme en Espagne et dans tout le monde capitaliste.

Le développement du capitalisme en Espagne durant les dernières dizaines d'années, a augmenté le chiffre de la population active féminine qui est passée, selon des données officielles de 2.269.000 en 1962 à 2.639.000 en 1967, ce chiffre reste très bas cependant par rapport à celui de la population active, qui était cette dernière année de 12 400 000. En 1964, 31% des femmes travailleuses étaient occupées dans l'agriculture, 28% dans l'industrie et 41% dans les services publics. Dans la plupart des cas, elles ont des emplois peu ou pas du tout spécialisés.

Le pourcentage des femmes ayant des professions intellectuelles est un des plus bas d'Europe; par exemple, pour l'année académique de 1963-1964, le nombre des garçons inscrits dans les centres d'enseignement supérieur fut de 82.862, alors que celui des filles était de 19.884 (selon les chiffres du Secrétariat Général Technique du Ministère de l'Education Nationale).

La femme travailleuse souffre de discrimination sur tous les terrains de la vie sociale, économique, politique, culturelle et juridique et se voit accablée par les multiples charges de la vie domestique.

Il faut ajouter à la situation de la femme travailleuse dans la société espagnole, l'influence que l'église catholique a toujours maintenue comme force aliénante, sur sa psychologie.

Tous ces faits ont été un grand obstacle pour le développement de sa personnalité et de son activité politico-sociale.

Les allusions que la législation espagnole fait quant au droit juridique de la femme et de l'homme, à exercer toutes sortes d'activités politiques et professionnelles, ne vont pas au-delà d'une reconnaissance formelle.

En réalité, la femme travailleuse est victime de scandaleuses discriminations salariales et se voit forcée de travailler dans les places les moins bien payées, et dans bien des cas, fatigantes et nocives pour la santé.

Proches des femmes liées à la production, on trouve de larges secteurs qui, par leurs conditions de travail, souffrent, en plus d'une exploitation impitoyable, de vexations constantes pour la dignité humaine : par exemple, pour une grande part du service domestique, pour les femmes qui travaillent dans certains spectacles publics, les employées des salles de fêtes, etc. etc.

Le Parti Communiste défend la thèse marxiste, selon laquelle, le

sexe, la nationalité et les convictions politiques et religieuses ne peuvent être des facteurs de discrimination pour une personne dans la société.

Il plaide pour la formation d'un authentique mouvement unitaire des femmes espagnoles qui, à côté de ses revendications générales et spécifiques, lutterait pour demander l'amnistie pour les emprisonnés et les exilés politiques, contre la répression franquiste, contre le danger que représentent les bases américaines en Espagne, et pour la paix mondiale, contre les agressions impérialistes, pour l'amitié entre les peuples, et appuierait le programme de la Fédération Internationale Démocratique des Femmes.

Le PCE est conscient que la solution complète des problèmes qui intéressent la femme travailleuse sera l'élimination des fondements qui soutiennent sa discrimination réelle : la dictature de la bourgeoisie, avec tous ses moyens puissants d'oppression sociale, politique, culturelle et morale. Pour cela, le devoir fondamental des femmes travailleuses dans la lutte pour leur émancipation est de contribuer, avec la classe ouvrière, à la transformation révolutionnaire de la société capitaliste et à la construction de la société socialiste.

5. — LES COUCHES CITADINES MOYENNES. — Formées de « travailleurs autonomes », commerçants et industriels modestes, une partie d'intellectuels, de fonctionnaires des services publics et d'autres secteurs, les couches citadines moyennes souffrent chaque jour davantage de l'oppression du système de capitalisme monopoliste d'Etat, aggravée par la forme fasciste du gouvernement. Pour cela, les couches citadines moyennes sont un allié potentiel de la classe ouvrière. Cependant, à cause de la position intermédiaire qu'elles occupent entre le prolétariat et la bourgeoisie, elles se montrent indécises, hésitantes, sans action réelle, passant rapidement du « révolutionnarisme » à l'apathie et

à la démoralisation. D'autre part, elles sont un moyen d'introduction dans le mouvement ouvrier, de tendances anarchisantes, spontanées et pessimistes.

Dans le processus révolutionnaire, le rôle que peuvent jouer ces couches moyennes est conditionné par le degré d'hégémonie du prolétariat. Actuellement il existe en Espagne des possibilités pour que les couches moyennes des villes s'unissent à la classe ouvrière et arrivent à faire partie du Front démocratique et révolutionnaire et qu'elles luttent contre le pouvoir du capital monopoliste et pour des transformations démocratiques dans la société espagnole. Le Parti Communiste appuiera les revendications des couches moyennes urbaines, celles qui seront dirigées contre les monopoles et la dictature franquiste.

6. — LE MOUVEMENT CATHOLIQUE —. Aujourd'hui, à l'époque de transition du capitalisme au socialisme, l'église catholique assiste à un affaiblissement continu de son influence dans les masses et réagit en cherchant des voies d'accommodement à la réalité objective, de « rénovation » et de mise à jour (aggiornamientos). Dans une tentative suprême pour arrêter cet affaiblissement, elle recourt, non aux excommunications, mais à des moyens plus raffinés pour éviter la pénétration des idées du socialisme scientifique dans la tête des travailleurs catholiques.

Quoique la doctrine sociale moderne de l'Eglise catholique et en particulier les décisions du Concile « Vatican II » contiennent des éléments de critique sur la réalité du monde capitaliste contemporain, l'église continue à défendre une position de défense de la propriété privée, de l'exploitation capitaliste, et du pouvoir des monopoles tout en avançant en même temps un néo-réformisme teinté de religion, afin de distraire les travailleurs croyants de la lutte politique pour leur émancipation sociale.

Les modifications introduites dans les structures de l'Eglise, dans les dogmes et dans la doctrine par le dernier Concile, ne changent pas l'essence du catholicisme comme idéologie religieuse et, pour cela, on ne peut parler d'une « nouvelle église » d'une institution qui ne serait plus le support de la Société basée sur l'exploitation de l'homme par l'homme.

Le PCE rejette la thèse carrilliste disant qu'il y a des « zones de l'idéologie marxiste-léniniste où est possible non seulement la coexistence mais aussi la conformité ». Le marxisme-léninisme est indivisible, c'est une science qui constitue un système unique : comprenant la philosophie matérialiste-dialectique, l'économie politique et le socialisme scientifique. Aussi, dans l'idéologie marxiste-léniniste, il ne peut y avoir des « zones de coïncidences » avec des idéologies qui sont soutenues par la conception idéaliste du monde et de la société, comme est l'idéologie religieuse. En fait, entre l'une et l'autre existe une lutte permanente et irréductible.

C'est un fait que l'église a dû se faire l'écho des inquiétudes de millions de travailleurs catholiques et descendre du ciel sur terre pour aborder les problèmes socio-économiques cruciaux et faire plus rentable sa doctrine sociale.

Depuis son apparition, à la moitié du siècle dernier, le marxisme a lutté pour l'unité d'action de tous les travailleurs, indépendamment de leurs convictions politiques, philosophiques ou religieuses, pour mener à bonne fin et, radicalement, les transformations sociales et économiques. Parallèlement les hiérarchies ecclésiastiques ont essayé de freiner l'affaiblissement de leur influence dans les masses du prolétariat et de maintenir la division des travailleurs en croyants et non-croyants.

Dans un pays comme l'Espagne où l'idéologie catholique conserve une influence considérable, ce problème acquiert une importance capitale.

L'aspiration des hommes qui travaillent à l'unité d'action pour leurs intérêts de classe est objectivement déterminée par l'exploitation dont ils sont victimes et non par les relations qu'ils peuvent avoir avec l'église. Par conséquent, il est bien notoire qu'en Espagne, la majorité des travailleurs croyants sont toujours liés aux autres travailleurs dans la lutte des classes. La tâche des communistes consiste à faire entrer dans l'action politique, tous les travailleurs sans exception.

Dans le mouvement catholique, ce qui a provoqué une profonde crise, ce fut la contradiction entre les structures institutionnelles et idéologiques d'origine médiévale du catholicisme espagnol et les antagonismes de classes de la société espagnole actuelle, en même temps que les transformations sociales, politiques et scientifiques dont le monde est témoin.

Cette situation crée de nouvelles et grandes possibilités pour l'unité d'action de tous les travailleurs, croyants ou non croyants, contre l'exploitation capitaliste, pour la démocratie et le socialisme.

7. — LA JEUNESSE. — Un trait distinctif du monde de nos jours c'est l'irruption de vastes secteurs des nouvelles générations dans la vie politique et sociale des pays capitalistes, irruption qui exprime l'aggravation de la crise que bouleverse le régime bourgeois et la montée puissante des antagonismes de classe. Ce phénomène général de la radicalisation de la jeunesse se manifeste, comme c'est logique, également en Espagne, mais avec les caractéristiques que lui donnent les conditions politico-sociales de notre pays, déterminées fondamentalement par l'existence de la dictature franquiste, qui étouffe quelque forme que ce soit du non-conformisme des jeunes.

Par sa composition, la jeunesse est hétérogène, elle est formée des différents groupes venant de classes sociales distinctes : par des jeunes ou-

vriers et des paysans, par des jeunes d'origine petite bourgeoise et bourgeoise qui apportent avec eux à l'activité politique et sociale, en même temps que, dynamisme, audace, rébellion, esprit de sacrifice, des idées et des conceptions qui émanent des classes dont ils proviennent.

Pour que la protestation et la combativité des grandes masses juvéniles ne se convertissent pas en une stérile rébellion spontanée, il est nécessaire qu'ils joignent leur action à la lutte de la classe ouvrière et des masses populaires contre l'exploitation capitaliste et pour des profondes transformations révolutionnaires de la société espagnole. De là, la nécessité de guider l'activité de la jeunesse, de l'éduquer idéologiquement, sur la base des principes marxistes-léninistes et de l'internationalisme prolétarien, et de la placer sous l'influence du Parti Communiste d'Espagne.

Parmi les différentes sections de jeunes, les plus disposées à assimiler la théorie révolutionnaire et à la mettre en pratique, ce sont les jeunes ouvriers et les jeunes paysans ainsi que les étudiants les plus progressistes.

Précisément ces secteurs de jeunes sont appelés à être les organisateurs de la jeunesse progressiste, pour les incorporer à la grande entreprise d'en finir avec le franquisme et d'ouvrir en Espagne la voie du développement démocratique et socialiste. Le Parti Communiste d'Espagne doit leur prêter une spéciale attention.

C'est un devoir du PCE d'éduquer la jeunesse dans le respect des meilleures traditions des générations antérieures de révolutionnaires, particulièrement dans l'engagement et la fidélité à la cause de la révolution et dans l'esprit de l'internationalisme prolétarien, qui est, avant tout, la solidarité avec le système socialiste mondial et avec sa force la plus décisive, l'Union Soviétique, avec la classe ouvrière internationale et avec tous les peuples qui luttent contre l'impérialisme.

Le PCE a pour devoir d'aider la jeunesse à comprendre que le mécontentement et la protestation ne suffisent pas à transformer le monde sur des bases progressistes et révolutionnaires; qu'elle aura des succès authentiques dans sa lutte pour un avenir lumineux seulement si elle suit les lois du développement historique, en renforçant l'unité dans ses rangs, en s'unissant plus, et plus encore, au mouvement ouvrier.

Par sa démagogie, son révisionnisme et antisaviétisme, le carrillisme a éloigné de nous beaucoup de jeunes ayant des inquiétudes, de la passion révolutionnaire, il a ainsi asséné un coup sévère à l'organisation des jeunes communistes, laquelle s'en est trouvée très affaiblie. Le carrillisme a provoqué la formation de groupes « atomisés » qui souvent brandissent des consignes primaires d'un extrémisme inopérant. La jeunesse travailleuse et estudiantine espagnole paye ainsi avec le « gauchisme » les fautes opportunistes d'une direction boiteuse et incapable.

Les thèses carrillistes sur « l'insurgence de la jeunesse » et « les nouveaux protagonistes centraux » de la révolution, thèses prises de Marcuse, Fischer, Garaudy et autres théoriciens antimarxistes, accompagnées d'une mielleuse flatterie envers les jeunes, et d'orientations confuses, parfois aventureuses, nous posent à nous communistes espagnols des problèmes importants et à résoudre d'urgence. D'abord celui de propager dans la jeunesse ouvrière, paysanne et estudiantine les idées du socialisme scientifique et de montrer clairement les dangers des différentes conceptions révisionnistes, de droite et de « gauche » et trotskysantes, qui influencent ou peuvent influencer certains groupes de jeunes.

Pour mener à bonne fin ces tâches, la construction d'une forte organisation de jeunesse communiste est nécessaire, inspirée par l'idéologie marxiste-léniniste et qui se fasse l'interprète des nécessités spécifiques à la jeunesse, quant au travail, à l'instruc-

tion et pour sa participation à la vie politique et sociale. La nouvelle Jeunesse Communiste, tout en conservant la pleine jouissance de son autonomie organique, non seulement se guidera sur la politique de PCE mais elle sera son plus précieux collaborateur et constituera la meilleure de ses réserves.

8. — LES FORCES ARMÉES. Sans oublier les particularités historiques et nationales, les Forces Armées d'Espagne, comme dans tous les autres pays capitalistes, sont le bras armé de l'Etat, et, en général, l'instrument principal de repression, le plus fossilisé, sur lequel s'appuient les classes dominantes; le bastion le plus rigide de la discipline bourgeoise, de la domination du capital, de la mainmise et du culte de la mansuétude servile ainsi que de la soumission des travailleurs au capital.

Dans le régime capitaliste, les forces armées sont composées d'éléments de différentes classes et couches de la société. En elles se reflètent, d'une façon ou d'une autre, les contradictions inhérentes au régime. Mais de toutes les institutions de l'Etat bourgeois, l'Armée est la plus imperméable à l'influence des collusions sociales. Cela est dû à la politique sélective des cadres en fonctions de leurs idées, à la discipline, aux ordonnances militaires, à la hiérarchisation et à l'esprit de corps, au modelage d'une mentalité chauvine chez les soldats, marins, gradés et officiers.

Cependant, les carrillistes, quand ils parlent ou écrivent sur les Forces Armées espagnoles se lacèrent et montrent bien leur antimarxisme. Ils affirment qu'aujourd'hui la fonction interne de l'Armée n'est pas déterminée par le caractère de l'Etat et invoquent une fictive réalité pour arriver à la conclusion que la dictature du capital monopoliste en Espagne c'est une chose et que l'Armée, au service de cette dictature, c'en est une autre; c'est-à-dire, que l'Armée n'est plus le gardien chaleureux des intérêts des classes gouvernantes espagnoles.

Dans ces exercices de prestidigitacion, Carrillo sort d'autres perles, dans le genre de celle-ci « En Espagne il y a aujourd'hui deux forces fondamentales, qui ont un poids décisif dans la vie du pays... la classe ouvrière d'une part, et d'autre part, l'Armée » ou encore « les communistes et les militaires nous pouvons et devons arriver à un accord », pour une action destinée à instaurer les libertés politiques » en Espagne.

Tout cela n'est que ruse pour tromper les masses populaires, les séparer de la lutte révolutionnaire et semer chez elles l'illusion que les hiérarchies militaires ne sont plus les fidèles serviteurs du capitalisme espagnol.

Le rôle qu'ont joué les Forces Armées dans la vie politique et sociale des cent dernières années a toujours dépendu, non tant des ambitions de ses personnalités les plus importantes, que du faible développement des relations capitalistes et de l'instabilité des institutions politiques de l'Etat, qui ne pouvaient garantir la défense des intérêts des oligarchies terrienne et bourgeoise face aux assauts révolutionnaires des masses populaires.

Afin de frustrer l'alternative démocratique qui permit la Seconde République et le mouvement populaire, la réaction espagnole n'en resta pas là, elle s'empara des Forces Armées, spécialement de la « Légion Etrangère » et des troupes coloniales marocaines, elle recourut à l'intervention militaire italo-germanique pour massacrer les républicains, sauvegarder ses intérêts de classe et rétablir et consolider son pouvoir omnipotent.

Trente ans après la guerre nationale révolutionnaire, les Forces Armées espagnoles sont toujours, par leur essence, aussi réactionnaires qu'avant. (1). Aujourd'hui elles constituent un pilier solide des classes dominantes et sont en fait « le parti de l'Armée » dont les officiers supérieurs jouissent d'une situation privilégiée dans le régime franquis-

te. Les chefs supérieurs des Forces Armées occupent des charges lucratives dans des Conseils d'Administration, banques et entreprises industrielles, dans les institutions de l'Etat et dans toute sorte d'organismes de l'administration. En général, ces chefs reçoivent de bonnes rémunérations et jouissent de gratifications et d'exemptions qui, avec leur influence dans le régime et dans la politique, font d'eux a « colonne vertébrale » de l'actuelle société capitaliste espagnole.

Malgré tout, la classe ouvrière et le Parti Communiste, comme forces impuissives du progrès national, doivent prêter une sérieuse attention à l'étendue de leur influence parmi les éléments d'origine populaire des Forces Armées. Cela se réfère d'abord aux soldats et aux marins, qui dans leur immense majorité sont des ouvriers, des paysans, des employés, mais aussi aux sous-officiers et à une partie des officiers.

Le carrillisme, au lieu d'être attentif à ces secteurs d'origine populaire des Forces Armées, afin de les convaincre d'être avec le prolétariat et avec toutes les autres forces démocratiques du pays, s'est attaché à entonner des dithyrambes aux généraux fascistes, affirmant avec aplomb — comme durant l'état d'exception au printemps 1970 avec Pérez Vinenta — qu'ils n'ont rien à voir avec les décisions répressives du gouvernement, qu'ils n'agissent pas avec les organes de répression, qu'il y a parmi eux un vaste mouvement de protesta-

(1) La grande majorité de ceux qui entrent dans les académies sont des enfants de militaires : 79,6% sur Terre; 65,8% dans la Marine et 56,2% dans l'Aviation. La composition sociale de l'Armée n'est pas changée fondamentalement, par le fait que pendant les dix dernières années des enfants de sous-officiers et d'officiers provenant de troupe, ont accédé aux Académies militaires.

tion contre les bases américaines, enfin, que la grande majorité des militaires, des magistrats et des fonctionnaires répondent seulement de façon très relative aux ordres d'un pouvoir vacillant, etc. etc.

Les faits relatifs au monstrueux procès de Burgos contre seize anti-franquistes basques, les manifestations fascistes organisées par le régime, les honteux appels à l'intensification de la terreur contre la population, ont bien mis en évidence, ce que la classe ouvrière et les forces démocratiques sont en droit d'espérer de ces chefs militaires.

Les éléments d'origine populaire des Forces Armées, tout seuls, sans leur incorporation au mouvement ouvrier et démocratique, ne peuvent empêcher les provocations de la réaction, ni les coups de force pour écraser les légitimes aspirations des masses travailleuses. Sans avoir besoin d'aller plus loin dans l'histoire d'Espagne, en 1936, dans une situation de poussée révolutionnaire, avec de forts secteurs démocratiques dans l'Armée, avec leur organisation clandestine, avec un gouvernement de gauche et un régiment démocratique, ces secteurs d'origine populaire ne purent empêcher le soulèvement de la plus grande partie des Forces armées.

L'histoire enseigne une chose que les Partis communistes ne peuvent oublier ; la bourgeoisie, et aujourd'hui avec plus de raison encore l'oligarchie financière peut à n'importer

quel moment imposer aux travailleurs la lutte armée, et c'est pour quoi, ceux-ci doivent être préparés. Nous référant une fois de plus à Lénine, nous devons nous souvenir que « sans domination de tous les moyens de lutte, nous pouvons courir le risque de subir une énorme déroute peut-être décisive —, si des changements indépendants de notre volonté, produits dans la situation des autres classes, mettent à l'ordre du jour une forme d'action dans laquelle nous sommes particulièrement faibles. ».

Le Parti Communiste a une expérience de travail avec les Forces armées, tant en ce qui se rapporte à l'activité clandestine en leur sein qu'en la création et la préparation de milices pour l'auto-défense du peuple. Avec ces milices, le 18 Juillet 1936, le PCE put contribuer de manière décisive à faire front au soulèvement fasciste et militaire et à la formation de l'armée populaire, qui lutta contre la réaction espagnole et l'intervention étrangère durant près de trois ans.

C'est une tâche du PCE de diffuser les principes du socialisme révolutionnaire et de l'internationalisme prolétarien parmi les soldats, les marins, les sous-officiers et une partie des officiers, de propager sa politique parmi eux, d'attirer vers le Parti les éléments les plus avancés de ces secteurs des Forces Armées et de constituer des cellules communistes dans les unités militaires.

IV. Enoncés ou projet de programme.

1) L'Espagne est un pays capitaliste, industriel-agraire, avec un niveau de développement économique entre celui des pays hautement développés et celui des pays sous-développés. En Espagne, les activités industrielles et le secteur tertiaire prédominent; la majeure partie de la population s'agglomère dans les villes. Bien que la campagne souffre d'un exode de plus en plus important, dû à la crise provoquée par des structures socio-économiques archaïques et à l'influence brutale du capital monopoliste, elle demeure encore une sphère très importante de production, d'occupation et de luttes de classes.

2) Le développement des forces productives espagnoles provoque une concentration croissante de la richesse et du pouvoir entre les mains de l'oligarchie financière, laquelle exerce sa domination par l'intermédiaire de la dictature franquiste. L'interpénétration croissante entre le capital bancaire et le capital industriel, la fusion chaque fois plus importante entre l'oligarchie financière et l'Etat, tous ces phénomènes ont établi en Espagne un système compliqué de domination et d'oppression de toute la société, système appelé Capitalisme Monopoliste d'Etat.

3) En même temps que se développe en Espagne le Capitalisme Monopoliste d'Etat, se développent les classes sociales et leurs antagonismes. La contradiction essentielle, mais non pas unique, est celle qui existe entre la bourgeoisie et le prolétariat. La condition fondamentale d'existence et de domination de la bourgeoisie est l'accroissement du

capital par l'entremise de l'exploitation du travail salarié; ainsi, ceux qui créent la richesse ne disposent, dans le meilleur des cas, que de ce qui est strictement nécessaire pour mettre leur existence quotidienne au service du capital. Cette situation objective est la base de l'antagonisme et de lutte des classes; c'est aussi la base de la solidarité du prolétariat.

La classe ouvrière espagnole a enregistré ces dernières années un développement très intense, tant numériquement que dans le degré de concentration. L'accroissement de ses luttes économiques et politiques annoncent déjà l'énorme potentiel révolutionnaire de cette classe qui, par les conditions objectives de son existence dans la société capitaliste, est appelée à avoir le rôle directeur dans la lutte contre le capitalisme monopoliste et dans la construction d'un nouvel ordre social, basé sur la socialisation des moyens de production et d'échanges. La société socialiste a pour but suprême d'enrichir et de rendre vraiment humaine la vie des travailleurs.

4) L'obstacle principal rencontré aujourd'hui par la classe ouvrière espagnole dans sa lutte pour l'émancipation est la dictature du grand capital. De même, cette dictature nuit gravement aux intérêts d'importants secteurs sociaux, non prolétaires, qui, avec la classe ouvrière constituent l'immense majorité de la population du pays. Par conséquent, le PCE propose à toutes ces forces, la création d'un ample Front Démocratique et Révolutionnaire ayant pour objectif de renverser le régime franquiste et d'instaurer la

République Démocratique et Populaire. Le programme d'action de ce Front devra être élaboré en commun, avec les propositions et les suggestions de toutes les forces qui y participeront.

5) Le PCE a pour mission d'organiser, de développer et d'intensifier le processus de prise de conscience des masses travailleuses au travers des luttes démocratiques et révolutionnaires. A cette fin, il lutte pour la satisfaction des revendications suivantes :

— REVENDICATIONS IMMEDIATES

Le PCE entend par revendications immédiates des masses travailleuses et des secteurs progressistes de la population, ces améliorations de caractère socio-économique, politique et culturel qui peuvent être acquises au cours des luttes contre la dictature franquiste.

1) Elévation générale des salaires et des traitements qui puisse permettre une vie convenable aux travailleurs; mesure qui doit comprendre, de plus, la fixation d'un salaire minimum en accord avec l'actuel coût de la vie, et l'établissement de l'échelle mobile;

— semaine de travail inférieure à 44 heures et quatre semaines de congés payés par an.

— de meilleures conditions de travail et des mesures effectives pour la sécurité de l'ouvrier, particulièrement dans les professions dangereuses et insalubres.

— amélioration du système de sécurité sociale : maladie, accident, et arrêt de travail, c'est-à-dire assurer la protection du travailleur contre n'importe quel risque

— augmentation des allocations vieillesse et avancement de l'âge de mise à la retraite.

— intervention effective des travailleurs dans la gestion de l'Institut National de Prévision (Sécurité Sociale et investissement des apports de l'épargne sociale ayant pour buts la sécurité et la rentabilité, qui bé-

néficieraient aux travailleurs et non aux capitalistes.

— à travail égal salaire égal pour l'homme et la femme travailleurs ; plus grande protection de la mère, de l'enfance, et plus grand nombre de crèches pour les enfants des travailleurs ;

— réforme de la législation civile, pour donner une réelle et effective égalité de situation et de capacité juridique entre l'homme et la femme dans le ménage et la famille; promulgation d'une loi sur le divorce pour diverses causes, parmi lesquelles doit figurer le consentement mutuel.

— construction à grande échelle d'habitations à loyer modéré pour les travailleurs et urbanisation des quartiers ouvriers, de même que augmentation du nombre des transports en commun, à prix réduits, et des services communaux.

2) Droit d'association, de réunion, liberté d'expression, droit de grève, dissolution de la brigade politico-sociale; suppression des tribunaux et des lois d'exception, interdiction pour la sécurité militaire de s'occuper des affaires sociales et politiques, et promulgation de l'amnistie pour les prisonniers et les exilés politiques.

3) Le parti Communiste d'Espagne se prononce pour une profonde Réforme agraire, authentiquement démocratique, pour résoudre les graves problèmes qui affligent la campagne espagnole. Par son contenu, la réforme agraire est une question économique et sociale, mais pour la résoudre un changement des structures politiques est nécessaire, c'est-à-dire que le pouvoir de l'oligarchie financière doit être renversé. Le P. C.E. est conscient du fait que cette réforme agraire est réalisable uniquement dans le cadre de la phase antimonopoliste et populaire de la révolution espagnole. Néanmoins, dans les circonstances actuelles de l'Espagne, le mot d'ordre de Réfor-

me agraire acquiert une grande valeur de mobilisation des masses paysannes et des autres secteurs sociaux intéressés au développement démocratique du pays, pour miner les bases économiques et politiques du régime franquiste. D'un autre point de vue, le mot d'ordre de Réforme agraire est un puissant facteur de pression pour arracher à la dictature des revendications qui, si elles ne résolvent pas entièrement les problèmes de la campagne espagnole, peuvent améliorer les mauvaises conditions de vie des travailleurs agricoles.

Ainsi, donc, partant de cette position réaliste qui concerne la Réforme agraire en Espagne, le PCE propose pour la période actuelle des revendications générales qui tendent à élever le bas niveau de vie de la population rurale. Ces demandes générales pourront servir de base à l'élaboration de plateformes revendicatives que les travailleurs agricoles devront discuter et approuver :

— réforme des structures agraires qui devra commencer avec l'expropriation des « latifundias » pour remettre la terre à ceux qui la travaillent : d'abord, aux paysans les plus pauvres, permettant ainsi de commencer à résoudre le phénomène anti-économique du « minifundium ».

Le PCE préconise, comme principe, l'expropriation sans indemnité des latifundias, qui constituent un obstacle au développement de l'économie nationale; cependant, prenant en considération la réalité sociale d'aujourd'hui et dans des circonstances politiques déterminées, l'expropriation avec indemnité (en bons de l'état à longue échéance et intérêt réduit) ne doit pas être écartée, pour les latifundias propres à une exploitation rentable immédiate.

— Augmentation des investissements de l'Etat pour l'amélioration des terres irrigables, accroissement de l'étendue nationale des terres irrigables, aide technique à l'agriculture et l'élevage.

— Elaboration et application d'un

plan rationnel de reboisement et d'exploitation forestière.

— Améliorations salariales, mais aussi améliorations des conditions de travail pour les ouvriers occupés dans l'agriculture, l'élevage et le secteur forestier; à travail égal, salaire égal pour les femmes et les jeunes.

— mesures effectives de défense des intérêts des fermiers et facilités pour l'accès à la propriété de la terre qu'ils cultivent.

— développement des industries de transformation des produits agricoles et réalisation d'œuvres pour améliorer les conditions de vie de la population pour palier ainsi au terrible chômage endémique qui frappe, en général, la campagne espagnole, et surtout, certaines zones rurales bien précises.

— modifications réelles et substantielles de la Loi de sécurité Sociale agraire en vigueur, afin d'étendre les assurances sociales à tous les travailleurs agricoles.

— amélioration dans les campagnes des services sanitaires publics dont l'état est lamentable.

— accroissement du degré de scolarisation dans les campagnes espagnoles, sur la base de l'élévation du niveau de vie des ouvriers agricoles et des paysans. Ceci afin de faciliter l'accès aux enseignements primaires et secondaires des fils des travailleurs des campagnes.

— en ce qui concerne les produits agricoles : mettre en œuvre une politique de prix rémunérateurs qui protègent principalement les exploitations modestes.

— réorganisation profonde des systèmes de subventions et de commercialisation des produits agricoles, afin de mettre un terme au contrôle des monopoles.

— établir un crédit agricole réel, à taux d'intérêt faible, à moyenne et à longue échéance, aidant financièrement les petites et moyennes exploitations agricoles.

— protection de toutes sortes de coopératives agricoles, régies par les paysans eux-mêmes, dans le but d'intensifier la production des moyennes et petites haciendas et restreindre la participation des intermédiaires dans la vente des produits de ces haciendas.

4) Modernisation des techniques de pêche afin d'alléger le dur labeur des pêcheurs, éviter les accidents fréquents et augmenter la production.

— contrats journaliers plus favorables pour les travailleurs de la mer; élévation de leurs salaires, amélioration de leurs conditions de travail, de sécurité, et aussi formation culturelle, spécialement pour ceux travaillant dans la pêche en haute mer.

5) Le PCE propose d'assurer une rémunération décente, pour leur travail, aux couches moyennes et hétérogènes des villes et pour la satisfaction de toutes les revendications défendant leurs intérêts spécifiques face au pouvoir supérieur des monopoles capitalistes.

— transformation du système fiscal à l'heure actuelle en vigueur. Y serait favorisée l'activité de ceux que l'on nomme les « travailleurs indépendants », des commerçants, des petits industriels. Les charges fiscales qui pèsent sur ces travailleurs seront allégées et des facilités de crédit leur seront octroyées, à un taux d'intérêt peu élevé.

— satisfaction des revendications fondamentales professionnelles en ce qui concerne les salaires, les conditions de travail et les possibilités de développement scientifique, technique et culturel. Statut démocratique pour les fonctionnaires qui tiendra compte de leurs revendications les plus urgentes, protégera leurs droits et améliorera les rémunérations de ceux qui sont les plus mal rétribués, mesures qui peuvent, toutes ensemble, éviter le recours au double-emploi, attention spéciale pour l'instituteur, en valorisant le rôle qu'il joue dans l'éducation et la préparation des nouvelles générations.

— autonomie des collèges professionnels, sans ingérence gouvernementale et régis démocratiquement, pour la défense de leurs intérêts particuliers, spécifiques.

L'Université espagnole actuelle est classique, c'est-à-dire qu'elle s'appuie sur des structures socio-économiques déterminées et fonctionne dans l'orbite du régime de l'oligarchie financière. Néanmoins, le PCE se déclare en faveur d'un Statut authentiquement démocratique de l'Université. Qu'elle soit gérée par tous les groupes qui s'y cotoient : professeurs honoraires, non-honoraires et étudiants. Le PCE lutte pour la modernisation et la démocratisation de l'enseignement à tous les niveaux, de l'activité scientifique et culturelle; il exige de plus grandes possibilités pour qu'un nombre plus élevés d'étudiants issus des secteurs sociaux économiquement faibles aient accès à l'Université, et aux Ecoles Techniques Supérieures.

— Réforme démocratique de la Santé, afin d'obtenir une médecine d'un niveau plus élevé et une assistance clinique et hospitalière plus complète pour les travailleurs. Il faut dénoncer l'actuelle politique de la santé publique qui perpétue les divisions classiques entre médecine des riches et médecine des pauvres, amélioration des conditions de travail et de salaires des médecins de la Sécurité Sociale; élévation des rémunérations des pots-gradués, qui assurent un enseignement théorique et pratique dans des hôpitaux (médecins internes et résidents.)

— développement de la recherche scientifique dans le pays et de la formation des chercheurs espagnols.

6) Le PCE comprend qu'il est utopique de croire que la dictature franquiste peut prendre des mesures qui limiteraient le pouvoir des monopoles; cependant, la lutte des larges masses des travailleurs unies aux secteurs progressistes de la société peuvent imposer aux monopoles d'importants reculs dans différents secteurs. Le PCE prendra des mesu-

res allant dans cette direction et appuiera celles qui, dans le même sens, viendront d'autres forces politiques.

b) REVENDICATIONS A LONG TERME

1) Le but historique du PCE est la construction du socialisme et du communisme. L'accès au socialisme — première étape de la société communiste — à partir du capitalisme monopoliste d'Etat qui domine aujourd'hui en Espagne, constitue un processus de liquidation de la dictature franquiste et d'action d'un Front Démocratique et Révolutionnaire pour la conquête du pouvoir politique; la formation d'un gouvernement, qui par son caractère sera authentiquement populaire et révolutionnaire; les transformations socio-économiques inscrites dans le Programme de la coalition des forces populaires et révolutionnaires constitueront le contenu de la phase antimonopoliste et populaire de la Révolution Espagnole.

2) Le PCE soutient que le passage de la première phase de la Révolution Espagnole à la seconde, la phase socialiste, est un processus ininterrompu qui s'opérera en fonction de l'intensité et de l'ampleur des actions de la classe ouvrière et de ses alliés, de la conduite politique des partis et des organisations qui seront à la tête de ce processus révolutionnaire. De la confiscation du pouvoir à la bourgeoisie et la liquidation de sa base socio-économique jusqu'à la structuration socialiste de la société espagnole s'écoulera une période nommée : transition du capitalisme au socialisme.

La classe ouvrière, alliée aux paysans travailleurs et orientée par le Parti Communiste, aura le rôle dirigeant, suprême dans l'ensemble de toutes les forces sociales qui s'attacheraient à l'édification du socialisme.

3) En défendant la perspective socialiste, le PCE refuse toutes les interprétations anti-marxistes du pro-

cessus révolutionnaire espagnol et défend la thèse selon laquelle le socialisme sera pour l'Espagne le point culminant de la lutte de classes entre le prolétariat et la bourgeoisie dans le contexte historico-mondial de notre époque, marquée par l'effondrement complet des structures capitalistes et de l'implantation à l'échelle universelle du nouveau système de relations sociales.

LE PCE ET LES PROBLEMES INTERNATIONAUX

Le PCE lutte pour maintenir et consolider la paix dans le monde et, en accord avec cela, demande à ses militants d'impulser le mouvement des partisans de la Paix et d'appuyer la Conseil Espagnol de la Paix.

Le PCE défend le principe de la coexistence pacifique entre Etats socialistes et capitalistes, comme condition de base pour impulser la lutte de classes à tous les niveaux, conjurer en même temps le chantage atomique et le contrôle impérialiste, qui essaie de nover la lutte révolutionnaire des peuples. Les relations entre Etats, basées sur ce principe, excluent la possibilité d'une hécatombe thermo-nucléaire.

Les contacts entre Etats socialistes et capitalistes aident à diminuer la tension internationale et à établir un climat favorable pour le déroulement des relations commerciales et technico-scientifiques. Mais le PCE condamne l'utilisation de ces contacts quand ils ont pour but d'affaiblir le camp socialiste et de diviser le front anti-impérialiste.

Le PCE considère que le développement du commerce extérieur, sans discrimination, et sur la base du bénéfice mutuel, contribue à maintenir des relations normales entre les Etats de régimes sociaux différents.

Le PCE lutte pour l'annulation des traités politico-militaires avec l'impérialisme, et d'une manière concrète pour le démantèlement des bases

millitaires installées par les USA sur le territoire espagnol.

Le PCE est un partisan convaincu de la nécessité de créer en Europe un système de sécurité collective, avec lequel les efforts du camp socialiste pour le maintien de la Paix en Europe se verraient couronnés de succès. Le PCE approuve l'initiative de réunir une Conférence de tous les Etats Européens pour **la sécurité de notre continent et combat pour que celle-ci soit tenue le plus tôt possible.**

Le PCE appuie résolument les **demandes des peuples de la région méditerranéenne** pour obtenir l'évacuation de la Sixième Flotte US, qui accomplit la fonction de gendarme de la réaction.

Le PCE défend fermement les droits légitimes de la RDA à être reconnue comme Etat souverain par tous les états du monde et par les institutions internationales.

Le PCE est entièrement solidaire de l'héroïque peuple du Vietnam qui défend ses conquêtes révolutionnaires contre l'agresseur yankee de même qu'il est solidaire des autres peuples d'Indochine, qui combattent pour leur indépendance nationale, face aux attaques de l'impérialisme nord-américain.

Il condamne et combat toute agression à l'égard des peuples, toute guerre colonialiste et de rapine.

Les communistes se prononcent contre l'agression des cercles sionistes envers les peuples arabes et défendent les droits nationaux légitimes du peuple palestinien.

Le PCE est aux côtés du peuple coréen, qui lutte contre l'impérialisme, pour l'unité et l'indépendance de sa patrie.

Le PCE manifeste sa solidarité la plus complète avec la fraternelle Cuba, qui édifie la première société socialiste du continent latino-américain.

Le PCE se déclare solidaire de la lutte des peuples d'Angola, du Mo-

zambique, de Guinée Bissau, d'Afrique du Sud, du Zimbabwe, Namibia et de celui que l'on nomme le Sahara Espagnol.

Il condamne sans rémission toute forme de racisme, colonialisme et néo-colonialisme, instruments de l'impérialisme mondial pour dominer et exploiter les peuples, pour les déposséder de leurs richesses et les maintenir sous leur domination.

Il salue et appuie les efforts du camp socialiste pour arriver à limiter les armements nucléaires et réduire les forces armées en Europe, comme étape vers le désarmement général et complet, sous un contrôle international.

La situation actuelle dans le monde exige une ample et ferme unité de toutes les forces anti-impérialistes pour déployer une vigoureuse offensive contre les manœuvres de l'impérialisme. Les communistes espagnols reconnaissent le rôle fondamental du camp socialiste et en particulier de l'URSS, qui soutient moralement et matériellement, la lutte de tous ceux qui se dressent contre l'impérialisme.

d) LE PCE ET LE MOUVEMENT COMMUNISTE INTERNATIONAL

Le PCE lutte pour la plus étroite unité du mouvement communiste international, sur la base des principes les plus profonds du marxisme-léninisme, contre n'importe quelle déviation et manifestation de révisionisme, d'opportunisme, de nationalisme et d'antisovietisme.

Cette position unitaire et de principe conduit le PCE à condamner l'activité scissionniste de la direction du Parti communiste Chinois dans le mouvement communiste international, activité qui est, en essence, chauviniste et raciste, destinée à saper les bases de l'internationalisme prolétarien et à affaiblir le front de lutte anti-impérialiste. Il refuse la thèse opportuniste maoïste qui divise le monde en grandes et petites puissances, estompant la contradiction fon-

damentale de notre époque : la confrontation entre les Etats capitalistes et les Etats du Socialisme. Les attaques constantes des dirigeants chinois contre l'Union Soviétique, force fondamentale du camp socialiste, causent un grand tort à la communauté des pays socialistes, à l'unité du mouvement communiste international et à la lutte fraternelle des peuples contre l'impérialisme.

Le PCE insiste sur l'importance du XXIV^e Congrès du Parti Communiste de l'URSS. La classe ouvrière internationale, qui lutte pour son émancipation sociale, et tous les peuples engagés dans le combat contre l'impérialisme, pour leur indépendance économique et politique et pour le progrès social, voient dans le Parti de Lénine et dans l'URSS, leurs plus fidèles soutiens. Les propositions théoriques et les documents du XXIV^e Congrès sont une source riche d'enseignements et de stimulants pour les communistes espagnols dans leur bataille pour la démocratie et le socialisme en Espagne. La construction de la base matérielle et

technique du communisme en Union Soviétique est un événement transcendantal dans l'histoire de l'Humanité.

Le XIV^e Congrès du Parti Communiste Tchécoslovaque représente le triomphe du marxisme-léninisme et du socialisme sur les courants révisionnistes, opportunistes et les forces anti-socialistes. Dans leur lutte contre le carrillisme, les communistes espagnols insistent sur la signification du document intitulé « Enseignements dérivés de l'évolution de la crise dans le Parti et dans la société après le XIII^e Congrès » et du compte-rendu du Comité Central au XIV^e Congrès, ils y puisent des expériences pour leur activité révolutionnaire.

Le PCE approuve entièrement les documents de la Conférence Internationale des Partis Communistes et Ouvriers, élaborés à Moscou en Juin 1969.

Le PCE réaffirme son amitié et sa solidarité avec tous les partis frères du monde socialiste et du monde capitaliste.



MINISTERIO
DE CULTURA

